PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

QUATRIEME INTERNATIONALE

20° ANNEE

Nº 16

SOMMAIRE

Salut à l'Algérie indépendante!

- La Révolution algérienne à l'heure des options décisives.
- La Révolution espagnole qui approche.

NOTES EDITORIALES:

Krach à Wall Street

La Grande-Bretagne conservatrice en crise.

Le limogeage d'Escalante.

Où en est le conflit Pékin-Moscou?

Salut aux antifascistes d'Espagne et du Portugal.

Mario VIEIRA. — L'impérialisme portugais, le maillon le plus faible (I).

TJOKRO. - L'Irian occidental et l'Indonésie.

- B. TELLER. La crise allemande.
- M. PABLO. Eloge du trotskysme.
- P. FRANK. De nouveaux problèmes de la révolution socialiste en Europe.
- P. RICHARDS. Pourquoi Toukhatchevsky devait-il mourir? (Les dessous de la conjuration contre l'Armée rouge en 1937).
- M. PABLO. Notre ami Sherry, notre camarade Patrice.
- Les livres. Le Prophète armé, d'Isaac Deutscher. -Logos et Praxis, de François Chatelet.
- Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. Belgique. — France. — Australie. — Inde.



SOMMAIRE

Salut à l'Algérie indépendante!	
La Révolution algérienne à l'heure des options décisives	2 6
NOTES EDITORIALES :	
Krach à Wall Street	15 16 18 20
Salut aux antifascistes d'Espagne et du Portugal	22
Mario VIEIRA L'impérialisme portugais, le maillon le plus faible (I)	23
TJOKRO L'Irian occidental et l'Indonésie	29
Berndt TELLER La crise allemande	33
M. PABLO Eloge du trotskysme	37
P. FRANK De nouveaux problèmes de la révolution socialiste en Europe	44
P. RICHARDS Pourquoi Toukhatchevsky devait-il mourir? (Les dessous de la conjura-	
tion contre l'Armée rouge en 1937)	50
Notre ami Sherry, notre camarade Patrice	53
Les livres Le Prophète armé, d'Isaac Deutscher Logos et Praxis, de François Chatelet	57
Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale Belgique. — France. — Australie. — Inde	59

JUILLET 1962

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

IV INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IVe Internationale

SALUT

A L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE!

L'indépendance de l'Algérie, c'est une des plus grandes victoires révolutionnaires depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Elle a été arrachée par huit années de lutte héroïque de tout un peuple contre l'impérialisme français.

L'indépendance de l'Algérie, c'est un soutien aux luttes des peuples encore colonisés, notamment du sud de l'Afrique.

Nous saluons la mémoire de ces milliers et milliers d'Algériens qui sont tombés dans un combat qui fut souvent si inégal, les masses algériennes n'ayant, par suite des trahisons des directions traditionnelles, pas reçu des ouvriers français l'appui qu'elles auraient dû recevoir comme manifestation de l'internationalisme prolétarien.

Comme les Algériens le disent eux-mêmes, l'indépendance n'est qu'une étape dans la Révolution qu'ils ont entreprise; celle-ci continue pour faire de l'Algérie un pays appartenant à la collectivité laborieuse qui le constitue, pour faire une Algérie socialiste.

Vive l'Algérie indépendante!

En avant vers l'Algérie socialiste!

La Révolution algérienne à l'heure des options décisives

On conjecture beaucoup sur l'avenir de la Révolution algérienne : installation dans la pause « bourguibiste », néo-colonialiste, ou transformation structurelle radicale du pays s'acheminant au socialisme ?

Les accords d'Evian pris et tenus à la lettre ne sont qu'une entreprise néo-colonialiste assez claire de la part de l'impérialisme, pour que les forces immenses de la Révolution algérienne puissent accepter, dans la passivité, la confusion et la désorientation, l'organisation de la contre-révolution à l'intérieur même de leurs rangs.

Les accords d'Evian furent l'expression d'un compromis basé sur le rapport de forces précis entre l'impérialisme et la Révolution, et qui excluait une évolution vers la solution militaire totale et nette à la Dien-Bien-Phu. Cette solution - comme nous avons eu déjà l'occasion de le signaler à plusieurs reprises - nécessitait l'intervention d'une aide extérieure. Cette aide eut été un armement adéquat mis à la disposition des forces humaines importantes et suffisantes de la Révolution algérienne, armement manié par des spécialistes de la guerre révolutionnaire et de la destruction et du passage des barrages. Une telle aide, possible et effectivement offerte - en provenance de la Chine populaire, d'autres Etats ouvriers, de l'Indonésie, de certains pays arabes, et de milieux révolutionnaires européens et internationaux - ne saurait être utilisée que dans le cadre d'une toute autre conception de la conduite de la lutte contre l'impérialisme, que celle qui a prévalu en définitive. Elle présupposait, sur le plan intérieur, l'acceptation de la transformation du F.L.N. en parti politique de fait avec une idéologie socialiste précise, et surtout le rejet décisif des méthodes d'organisation et de fonctionnement qui paralysaient le rendement maximum des forces immenses de la Révolution. Sur le plan extérieur, elle présupposait de courir le « risque » d'un embrasement révolutionnaire de tout le Maghreb par une politique révolutionnaire dirigée avant tout vers les masses, les masses paysannes en particulier, des pays limitrophes.

Certes, dans le cadre d'une telle politique et perspective, basée avant tout sur l'intensification de l'effort militaire et la lutte armée décisive contre l'impérialisme, avec destruction et passage des barrages, armement réel des forces de l'intérieur, et jonction sur les champs de bataille de l'Algérie même, de l'armée des frontières et de l'A.L.N. de l'intérieur, le danger était grand de voir la guerre se généraliser au-del d'un conflit limité avec l'impérialisme français. C'est l'argument qui a prévalu en définitive dans les rangs de la direction de la Révolution algérienne, et qui a orienté ses efforts vers une combinaison de l'action militaire et diplomatique, en vue d'une solution de compromis.

On ne saurait condamner par principe une telle politique à deux conditions :

 a) que l'action militaire proprement dite ait effectivement épuisé toutes les possibilités réelles qui ont existé, pour se renforcer au maximum sans que cela amène inévitablement une « internationalisation » de la guerre ;

b) que la volonté ferme existe dans la direction de la Révolution de bousculer au plus vite les obstacles dressés par les accords d'Evian sur la marche en avant de la Révolution et de briser dans l'œuf les tentatives du néo-colonialisme de frustrer les paysans et ouvriers algériens du fruit de leur combat gigantesque à l'heure de l'indépendance.

Il est clair que la fraction du grand capital français que représente De Gaulle, lancée à pleine vapeur dans l'entreprise aux ambitions démesurées du Marché Commun, c'est-à-dire d'un capitalisme européen intégré, érigé en troisième force mondiale, et qui dispute aussi bien aux Etats-Unis qu'à l'U.R.S.S. son propre « espace vital », avait pris depuis longtemps (depuis 1959 en particulier) le virage vers l'indépendance formelle de l'Algérie, afin de la préserver, pour lui et l'Europe capitaliste, en tant qu' « espace économique ». Toute la politique de De Gaulle est dominée par ce souci, et tous ses atermoiments pour conclure les accords ne visaient qu'à épuiser la résistance au néo-colonialisme de la direction de la Révolution, et à l'amener à composition sur ses termes. Depuis longtemps déjà, aussi bien le jeu de De Gaulle que de l'impérialisme atlantique en général, ainsi que des forces néo-capitalistes et pro-impérialistes « bourguibistes » indigènes, ne visait que de s'assurer d'une Algérie certes indépendante, mais installée dans le néo-colonialisme.

Car, outre l'intérêt énorme propre que l'Algérie représente économiquement pour le capitalisme français et européen — avec les perspectives qui se dégagent des richesses du Sahara en particulier — une victoire socialiste en Algérie aurait des répercussions

révolutionnaires immenses dans tout le Maghreb, dans toute l'Afrique, au Portugal, en Espagne, en France même. Elle risquerait de devenir le pont effectif à travers la Méditerranée, entre la Révolution européenne et la Révolution africaine, et de jouer sur ce plan un rôle encore plus important que Cuba sur le plan latino-américain et américain en général.

D'où les tentatives diverses qui se font actuellement pour « bourguibiser » la Révo-

lution algérienne.

Nous considérons que, sur ce plan, le danger le plus grave réside dans l'état actuel de l'avant-garde révolutionnaire algérienne, que l'Histoire appelle à jouer rapidement et avec une audace extrême son rôle : assurer l'orientation socialiste claire de la Révolution et du pays.

C'est maintenant un lieu commun que d'affirmer que cette avant-garde se trouve avant tout dans le F.L.N., la direction politico-militaire effective de la Révolution dès ses débuts. C'est également un lieu commun que d'affirmer que cette formation qui rassemble l'essentiel des forces de la Révolution algérienne est nécessairement traversée par tous les courants sociaux et politiques de la société algérienne qui se reflètent — déformés certes — jusqu'au niveau de la direction.

Grosso modo, on y trouve actuellement, à l'heure où la Révolution algérienne aborde sa phase sociale et les options décisives, trois courants distincts : la gauche socialiste et socialisante ; la droite «bourguibiste» ; le centre indécis et opportuniste.

La gauche inclut toute une gamme de tendances idéologiques qui vont de l'aile carrément marxiste-révolutionnaire, en passant par l'aile « fanoniste », à l'aile du « socialisme arabe » de teinte nassérienne. Elle reflète idéologiquement les intérêts et aspirations de la base plébéienne de la Révolution algérienne, qui inclut les paysans, les ouvriers, les petits bourgeois radicalisés des villes, particulièrement les « éduqués ». Son aile marxiste-révolutionnaire, encore restreinte mais qui existe, représente les vrais intérêts et aspirations de la partie la plus radicale de la paysannerie révolutionnaire et du profetariat naissant, des éléments les plus déterminés de ces deux couches qui visent à une transformation structurelle, socialiste, de la société algérienne traditionnelle, façonnée par le féodalisme et l'impérialisme, dans une combinaison unique. Cette aile est déjà très proche de l'aile « fanoniste », produit authentique de la Révolution algérienne, et expression de la paysannerie révolutionnaire dans son ensemble, et des intellectuels révolutionnaires « populistes ». L'aile du « socialisme arabe », genre nassérien, représente idéologiquement les éléments radicaux de la petite bourgeoisie et des « éduqués » attachés à la culture arabe et souvent à l'islamisme.

Entre ces trois tendances au sein de la gauche algérienne, il y a mouvement incessant et interaction constante, sous l'évolution de la base de la Révolution algérienne et de la situation générale. Ce qui est du reste le cas avec l'ensemble de la direction algérienne et surtout avec son « centre » qui attend pour passer des compromis soit avec la gauche, soit avec la droite, selon l'évolution du rapport de force entre la gauche et la droite.

La droite, numériquement très faible, aussi bien dans la base de la Révolution que dans la société algérienne, bénéficie actuellement de l'encouragement et même de l'appui, sous formes diverses, de l'impérialisme et des féodo-bourgeois maghrébins. Elle se renforce davantage par l'appareil bureaucratique au sein du F.L.N., qui s'apprête à se transformer en appareil d'Etat et à connaître une énorme extension, avec des avantages et des privilèges de pouvoir et d'enrichissement d'autant plus considérables et tentants que l'écrasante majorité de la population vit dans des conditions de misère extrême.

C'est le pouvoir qui engendre en général, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la «tierce force » néo-capitaliste, la «bourgeoisie bureaucratique », d'autant plus rapidement et considérablement que le pays est sous-développé, avec des classes dirigeantes classiques encore relativement faibles. Par son rôle bonapartiste entre les classes, et entre leur ensemble « national » et l'impérialisme, le pouvoir naissant dans les pays fraîchement libérés, a la tendance irrésistible à la bureaucratisation et à la constitution rapide d'une couche sociale privilégiée qui, dans le cadre d'un régime social capitaliste, dégénère carrément en couche bourgeoise intégrée aux autres forces de cette classe.

La tentative de l'impérialisme, aidé par ses alliés indigènes, pour bloquer la Révolution algérienne dans une pause « bourguibiste » néo-colonialiste, se développe actuellement sur le plan idéologique par tout un ensemble d' « arguments » qui visent à « prouver » l'impossibilité pour l'Algérie d'une option immédiate socialiste à la cubaine.

Parmi ces « arguments », les plus pernicieux et dangereux sont ceux qui se réfèrent à la situation présente en Algérie, au Marché Commun, au Maghreb uni. Il est certain que le pouvoir algérien de demain s'installera au milieu d'un pays qui a énormément souffert de la guerre bestiale de l'impérialisme et que continue toujours son organisation paramilitaire, l'O.A.S. Les dévastatations matérielles sont grandes, la misère du peuple

extrême, la nécessité de le nourrir, le loger, le soigner, l'éduquer, impérieuse et urgente. Le sabotage commencé de l'administration coloniale sur place et de toute la population européenne qui détient les positions économiques clés, se poursuivra pour amener le nouveau pouvoir à composer avec l'impérialisme et à se tenir strictement dans le cadre des accords d'Evian. Les avocats du néo-colonialisme prendront prétexte de cette situation difficile, tragique même, du pays au lendemain de l'indépendance, pour plaider la cause du statu quo social et de « l'aide généreuse » de l'impérialisme accourant au chevet de l'Afrique martyre. Cette « aide » sous forme d'assistance médicale, alimentaire, scolaire, mais surtout financière, va évoluer vers une pression maxima pour intégrer économiquement l'Algérie dans le système du Marché Commun, soi-disant débouché large pour les productions agricoles et minérales du pays, fournisseur bon marché en produits industriels et « capitaux » pour l'industrialisation. En même temps se développera la campagne contre le Maghreb uni et le Marché Commun arabe et africain.

Déjà, des ouvrages à prétentions « scientifiques » paraissent, plaidant ces causes malhonnêtes, et on en annonce d'autres en préparation, fruits de travaux laborieux « d'experts ». Or, face à cette véritable offensive idéologique du néo-colonialisme des accords d'Evian, qui est déjà déclenchée et qui ne cessera pas de se renforcer dans les semaines et les mois à venir, il est nécessaire d'avertir clairement et fort les militants et les

masses algériennes:

 Seules des mesures révolutionnaires d'urgence peuvent porter remède à la situation de crise dans laquelle l'impérialisme laisse le pays au moment de l'indépendance, et qu'il a l'intention d'aggraver;

 Seule une économie largement nationalisée, protégée par le monopole du commerce extérieur, et progressivement planifiée, peut assurer le développement

économique et l'industrialisation de l'Algérie;

Seule une intégration de cette économie dans les « Marchés Communs » du Maghreb, des Pays arabes, de l'Afrique, est une orientation économique extérieure capable d'assurer des échanges avec les pays capitalistes avancés profitant au développement économique réel de l'Algérie et des autres pays africains.

Des mesures révolutionnaires d'urgence pour faire face à la crise dans les campagnes et les villes porteraient sur l'annulation des dettes des paysans et la suppression de paiement de tout impôt et rente foncière dans l'immédiat; l'interdiction de toute transaction sur la propriété foncière et son équipement; le contrôle populaire des stocks de vivres, des prix. des appartements, des loyers.

Toutes ces mesures supposent que les masses s'organisent adéquatement en comités et milices, dans les campagnes et les villes, que le Parti révolutionnaire, le F.L.N., encadre

et guide.

Dans une deuxième étape, très rapidement atteinte, le pouvoir révolutionnaire décrète la nationalisation des industries, banques et entreprises-clés, le monopole du commerce extérieur et la réforme agraire radicale, basée sur l'expropriation des terres des gros colons et gros propriétaires fonciers algériens qui, ensemble, constituent les deux-tiers environ des terres effectivement cultivées chaque année. De ces terres — les meilleures du pays — un pourcentage, aux environs si possible de 30 %, devrait constituer le domaine « collectiviste » de l'Etat dans l'agriculture, sous forme de « Fermes du Peuple » ou de coopératives de production. Ce secteur, modernisé au maximum et travaillé par une organisation démocratique des producteurs, matériellement intéressés à la production, deviendrait vite le facteur économique dominant dans la production agricole, et l'exemple pilote pour la collectivisation progressive, volontaire, de l'ensemble de l'agriculture, à travers le développement du coopératisme. Le reste des terres expropriées serait distribué aux paysans sans terres, ainsi que tout excédent de terre à partir d'un plafond moyen de 10 hectares de terres cultivables.

Tous ceux qui, à la place de l'expropriation et de la collectivisation en partie de la grande propriété foncière, prêchent la collectivisation de l'agriculture traditionnelle, ou qui se cantonnent pour toute une période dans le coopératisme simple — dans le cadre encore d'une économie générale capitaliste — tout en parlant de la «socialisation» à long terme, comme soi-disant but ultime de leurs «étapes» préalables, ne sont que les avocats d'un ordre social bourgeois, «se réformant» graduellement en «socialisme». Ce sont ces mêmes avocats qui plaident la cause du «Marché Commun» européen, qu'ils osent scandaleusement présenter comme quasi synonyme de la «Gauche européenne» (?!), le proposant comme cadre indispensable et unique pour le «développement de l'Algérie»! (1).

Or, aussi bien l'Algérie que l'Afrique toute entière ne sauraient devenir, dans une perspective d'association avec la C.E.E., qu'une sorte d'Amérique latine pour le capitalisme européen intégré et renforcé. C'est là une vérité élémentaire, se dégageant des lois fondamentales qui régissent les rapports économiques à l'époque actuelle entre les pays capitalistes avancés et les pays sous-développés, et que même des économistes bourgeois (2) n'hésitent pas à énoncer avec franchise au moment précis où d'autres, « amis de la Révolution algérienne ». « découvrent » la « panacée » du Marché Commun européen!

Que celui-ci doive exercer une très forte pression sur l'Algérie et l'ensemble de l'Afrique pour les intégrer dans son espace économique, et qu'on ne saurait minimiser les effets de cette pression et la difficulté d'y faire face dès le début efficacement, tout cela est certain et doit être pris très sérieusement en considération. Mais la riposte à cette pression existe également, si la volonté révolutionnaire est là pour sauvegarder les intérêts immédiats et surtout à long terme des masses exploitées de l'Algérie et du développement économique rapide, équilibré et réel du pays. Car l'Europe capitaliste ne peut se passer des échanges avec l'Afrique, dernier « espace économique vital » pour cette nouvelle force impérialiste. Il s'agit de savoir dans quel rapport de force et en quels termes on établira ces échanges. Au cas où l'Afrique arrivera à surmonter sa balkanisation actuelle, résultat de l'impérialisme, et à préserver, face au capitalisme européen intégré, son propre « Marché Commun » vendeur et acheteur, elle pourre établir des termes d'échange qui profitent à son développement économique réel sa lieu de perpétuer sa condition néo-coloniale, style latino-américaine. Même dans le cadre d'un « marché commun » maghrébin, sinon panarabe, il est possible de résister efficacement à la C.E.E., par des échanges et apports financiers en provenance de toutes les parties du globe, de l'Est, de l'Ouest, du « Tiers Monde ». Ces atouts peuvent jouer, y compris dans le cas extrême d'une Algérie restant seule pour un certain temps, mais adéquatement protégée par une économie largement nationalisée et planifiée. Les exemples de la Yougoslavie et même de Cuba, malgré le blocus extraordinairement rigoureux décrété par l'impérialisme contre ce pays, sont à ce propos significatifs.

Les difficultés initiales inévitables, pour sortir de la crise, roder les nouvelles structures économiques et sociales, établir le système d'échanges et d'aide financière le plus ample possible, seront compensées par l'élan et les sacrifices que les masses révolutionnaires consentiront pour une telle politique, et par le déclenchement du processus de développement économique rapide, général et réel du pays. Du reste, ces difficultés pèseront plutôt sur les couches féodo-capitalistes et petites bourgeoises, que sur les masses paysannes et ouvrières, dont le niveau déjà extrêmement si bas ne peut que connaître une amélioration, certes modeste au début, mais continue, dans le cas où l'on optera pour des structures socialistes.

**

Nous sommes fermement persuadés que ces problèmes, vitaux pour l'avenir immédiat de l'Algérie, n'échappent pas aux très nombreux cadres révolutionnaires algériens, qui sauront leur donner bientôt une expression politique claire dans des textes et dans des institutions.

Car, ce qu'on doit appeler la gauche du F.L.N., c'est-à-dire l'authentique expression de sa base révolutionnaire, n'est pas un mythe, mais une réalité vivante, manifestation inexorable, y compris sur le plan de la conscience, de l'élaboration théorique et de l'action conséquente, d'une réelle et grande révolution sociale, comme l'est devenue par

son dynamisme organique, la lutte libératrice des masses algériennes.

Le F.L.N. se transformera en parti politique, il aura un programme d'orientation socialiste claire, il s'efforcera de se distinguer de l'appareil étatique, il formulera son autocritique en termes adéquats qui reflèteront sa prise de conscience profonde du caractère de la Révolution, de ses problèmes, de son propre développement et rôle dans la Révolution. Il rejettera l'esprit féodaliste, bureaucratique, paternaliste ou petit bourgeois, qui a pu paralyser le rendement révolutionnaire maximum et faciliter la création d'une couche de « bourgeoisie bureaucratique » alliée au néo-colonialisme, et s'établira comme parti politique d'avant-garde, démocratique et révolutionnaire, digne de sa glorieuse mission à portée historique immense. Telles, au moins, sont les aspirations de la gauche, consciemment exprimées en termes politiques, et qui représente l'immense majorité de la base révolutionnaire du F.L.N.

Dans la différenciation politique commencée, les batailles et les crises inévitables en perspective, que la clairvoyance, la persévérance aux principes, le courage, l'audace extrême dans l'action révolutionnaire, ne quittent pas nos valeureux frères algériens!

Il s'agit maintenant d'assurer la victoire de la Révolution pour laquelle paysans et ouvriers ont consenti des sacrifices surhumains, il s'agit de rester fidèles jusqu'au bout aux « damnés » de la terre martyre et héroïque de l'Algérie.

8 juin 1962.

⁽¹⁾ Voir à ce propos le livre décevant de F. Jeanson « La Révolution algérienne » qui développe ces thèses.

⁽²⁾ Par exemple R. Gendarme dans son ouvrage « L'économie de l'Algérie ».

La grande grève des mineurs des Asturies et le mois d'agitation sociale et politique qui lui a succédé ne sont pas une simple répétition des vagues de grèves et de manifestations estudiantines qui ont secoué à plusieurs reprises la dictature franquiste — notamment en 1951, 1956 et 1958. Elle constitue, au contraire, un changement qualitatif de la situation et ouvre, en Espagne, une période prérévolutionnaire, qui doit aboutir à la chute de la dictature et au début de la révolution socialiste. Ceci découle autant de l'ampleur exceptionnelle du mouvement auquel ont participé, sous une forme ou une autre, près d'un demi-million de travailleurs et d'étudiants, que de sa politisation progressive, qui a obligé tous les courants politiques du pays et toutes les classes sociales à se définir par rapport à lui.

Il est du devoir de tous les militants ouvriers éespagnols, de tous ceux qui se réclament du marxisme, de comprendre les raisons de ce changement, d'en supputer toutes les conséquences et d'orienter leur action en fonction de cette situation nouvelle. Le sort de la révolution espagnole qui s'annonce dépend, dans une large mesure, de leur capacité de comprendre les besoins de cette situation nouvelle et d'éviter les erreurs qui ont conduit la Révolution espagnole de 1936-37 à sa défaite tragique.

I. — LE DECLIN DE LA DICTATURE FRANQUISTE.

La grande grève d'avril-mai 1962 a brusquement révélé au peuple espagnol et au monde entier les deux facteurs fondamentaux qui ont déterminé le changement de la situation objective : le déclin de la dictature franquiste d'une part, la montée d'une nouvelle génération de prolétaires et de militants ouvriers d'autre part. Ces deux facteurs sont le résultat d'une longue évolution souterraine qu'il s'agit de mettre en lumière.

L'Espagne continue d'être un des pays capitalistes les plus pauvres d'Europe. D'après les statistiques des Nations Unies, la consommation de viande par tête d'habitant n'y est que de 20 % de la consommation française, la consommation de sucre n'y est qu'un tiers de la consommation britannique, la consommation de matières grasses n'y est que 50 % de la consommation en Grande-Bretagne. La production industrielle par tête d'habitant n'est supérieure qu'à celle de la Grèce, de la Turquie et du Portugal. Le rendement par hectare de la culture du blé est le plus faible d'Europe, à l'exception du Portugal; le nombre de tracteurs par 1.000 hectares labourables n'est que la moitié du même chiffre pour la Grèce ou la Yougoslavie; en fait, la production agricole reste encore inférieure à ce qu'elle était en moyenne avant la guerre civile!

C'est surtout par comparaison avec la Yougoslavie, pays méditerranéen traditionnellement arriéré, que le retard de l'Espagne capitaliste prend toute sa signification. Il y a trente ans, la comparaison entre ces deux pays donnait un avantage à l'Espagne dans tous les domaines. Aujourd'hui, elle se trouve dépassée dans le domaine de la plupart des produits industriels et agricoles, non seulement par tête d'habitant, mais souvent même en chiffres absolus! Elle l'est sans doute également du point de vue du niveau de vie.

Ce retard et cette pauvreté de l'Espagne expriment en dernière analyse l'incapacité du capitalisme espagnol de résoudre ses tâches historiques. Etroitement allié au capital international, sans débouchés sérieux sur le marché mondial, ce capitalisme s'est avéré incapable de résoudre la question agraire. Alors que plus de 40 % de la population active travaillent encore dans l'agriculture, le revenu par personne employée n'y est que de 50 % de ce qu'il est dans l'industrie. Il y a deux millions d'ouvriers agricoles sans terre, dont 60 % ne trouvent de l'emploi qu'au maximum pendant 6 mois par an. De ce fait, il n'y a pas un véritable marché intérieur capable de supporter une industrialisation intensive du pays. Au fardeau historique de cette impuissance du capitalisme espagnol s'est joint le fardeau terrible des destructions de la guerre civile, qui n'a été réellement surmonté que quinze ans plus tard, vers 1950.

Cependant, à partir de 1950 commence une expansion économique assez rapide, qui a fait doubler la production industrielle et qui, par suite d'un vaste exode rural, a augmenté le nombre des prolétaires employés dans l'industrie de plus d'un million. Cette expansion économique a d'abord été le résultat de la surexploitation du prolétariat et des paysans pauvres, permettant un taux de profit beaucoup plus élevé que dans le reste de l'Europe, ce qui a incité les capitalistes espagnols, avec l'aide de l'Etat, à multiplier leurs investissements dès la fin de la période de reconstruction. Elle est, ensuite, de plus en plus fonction de la prospérité incontestable qui règne dans l'Europe capitaliste depuis dix ans, surtout dans les pays du Marché Commun.

Pour ces pays, l'Espagne a fait fonction de vaste réservoir de main-d'œuvre, de matières premières, de terrains pour spéculations immobilières et, en général, de champs d'investissement des capitaux. Au fur et à mesure que le plein emploi fut atteint ou approché dans ces pays, plus en plus de capitaux se sont déversés sur l'Espagne, profitant des salaires plus bas. En même temps, plus en plus d'ouvriers et de paysans pauvres espagnols purent émigrer pour réduire la pénurie de main-d'œuvre en Allemagne, en France, en Suisse, en Belgique, aux Pays-Bas et ailleurs.

Cette imbrication progressive de l'Espagne dans le marché mondial capitaliste s'est traduite d'abord par une grave crise financière et un déséquilibre croissant de la balance des paiements. Mais le « plan de stabilisation » de 1959 réussit à rétablir l'équilibre — au prix d'une année de stagnation économique, d'un blocage des salaires, d'une forte hausse des prix et d'une réduction brutale du niveau de vie déjà si misérable des masses. Le tourisme et la finance internationale aidant, les réserves de la Banque d'Espagne se sont considérablement accrues, la nouvelle augmentation du taux de profit a attiré davantage de capitaux étrangers, et une reprise économique prononcée s'est manifestée à partir de 1961. La dernière vague de grève est aussi le produit de cette reprise.

Depuis quelques années, presque toutes les fractions de la bourgeoisie espagnole, de l'Opus Dei jusqu'à l'aile la plus « libérale » (l'Action républicaine démocratique), espèrent leur salut d'une intégration de l'Espagne dans le Marché Commun. C'est dire qu'en dernière analyse elles désirent se protéger des risques d'une nouvelle révolution en se couvrant de la puissance concentrée du capitalisme européen. L'alliance de Franco avec l'impérialisme américain poursuivait un but analogue. Le projet d'adhésion de l'Espagne au Marché Commun le poursuit de manière plus systématique, car la bourgeoisie espagnole espère que, dans le cadre du Marché Commun, elle obtiendra de l'extérieur non seulement la force économique pour désamorcer la misère explosive du peuple, mais encore la force politique pour intimider ce même peuple et l'éloigner de la route révolutionnaire.

Mais l'intégration d'un régime fasciste ou semi-fasciste dans le Marché Commun n'est pas facile. Elle accorderait à la bourgeoisie espagnole des avantages de « concurrence déloyale », inacceptables du point de vue de ses concurrents : salaires beaucoup plus bas ; assurances sociales beaucoup plus rudimentaires : impôts plus réduits sur les bénéfices capitalistes ; protection légale contre les grèves, etc... Elle soulève d'ailleurs une opposition violente de la part de tous les courants du mouvement ouvrier du Marché Commun, même des plus droitiers.

C'est pourquoi l'orientation de la bourgeoisie espagnole vers une intégration dans le Marché Commun a accentué le déclin progressif de la dictature franquiste, sa transformation progressive d'une dictature fasciste en une dictature bonapartiste, essentiellement appuyée sur l'armée et sur les forces de répression, mais qui craint même de plus en plus de mobiliser cette armée, parce qu'elle n'est plus sûre d'elle. Les événements des derniers mois ont particulièrement mis en relief cette transformation.

La dictature franquiste s'est appuyée, à son apogée, sur cinq piliers principaux : la caste des officiers ; la Phalange fasciste ; les gros propriétaires fonciers ; la grande bourgeoisie, avant tout le capital financier ; l'Eglise. La pression de la bourgeoisie industrielle l'a d'abord obligée à démanteler la puissance de la Phalange, en pleine décomposition depuis plusieurs années. Puis, la grande bourgeoisie orientée vers le Marché Commun a commencé à prendre ses distances et à jouer avec des solutions de rechange. Maintenant, l'Eglise cherche, elle aussi, à faire oublier ses responsabilités écrasantes dans l'éclatement du putsch fasciste de 1936, et se compromet jusqu'à favoriser les grèves. Finalement l'armée, dernière base solide du régime, profondément influencée par l'évolution de l'Eglise et de la bourgeoisie, est traversée par des courants divers. Il ne reste à Franco que l'appui compromettant des gros propriétaires fonciers, dont dix mille possèdent autant que deux millions de petits paysans!

Si Franco reste toujours debout malgré le rétrécissement progressif de la base de la dictature, c'est moins en fonction de la force du régime que par suite des hésitations et de l'irrésolution de ses adversaires. La bourgeoisie elle-même a joué avec les notions les plus diverses comme solutions de rechange, d'un « franquisme sans Franco » jusqu'à la « République démocratique et libérale ». Ce qui l'a longtemps retenue, c'est la peur de voir une révolution violente succéder à n'importe quel changement de régime. Mais cette conviction fut ferme aussi longtemps que le régime lui-même parut capable d'étouffer toute agitation ouvrière considérable. Les grèves d'avril-mai 1962 marquent un tournant décisif à ce sujet. La dictature franquiste n'étant plus capable d'empêcher des grèves d'une telle ampleur, la bourgeoisie espagnole se sait placée devant le choix d'un changement à froid du régime ou d'une révolution dorénavant inévitable.

II. - LA MONTEE D'UNE NOUVELLE GENERATION PROLETARIENNE.

Si le fait dominant, dans le camp de la bourgeoisie espagnole, a été la recherche à tout prix d'une intégration dans le Marché Commun, le fait dominant dans le camp prolétarien est la montée d'une nouvelle génération de travailleurs, de militants ouvriers qui ne sont plus marqués par les lésions de la guerre civile.

Sur la génération antérieure a pesé un ensemble d'expériences tragiques: l'expérience de la révolution de 1936-39, étouffée par les chefs mêmes du Front Populaire avant qu'elle ne fut écrasée dans le sang par les bandes fascistes; l'expérience de la terreur fasciste pendant et après la guerre civile; l'expérience des crimes commis par les staliniens contre d'autres tendances du mouvement ouvrier espagnol; l'expérience de la trahison des dirigeants du mouvement ouvrier international, qui ont couvert la comédie de la «non-intervention»; l'expérience des défaites de Mussolini et d'Hitler suivies d'aucun effort sérieux de la part du prolétariat international pour venir en aide aux travailleurs espagnols martyrisés; l'expérience de deux décennies de misère, de chômage, d'emprisonnements répétés.

Les effets démoralisants de ces expériences ne peuvent être surestimés. Cette démoralisation et le manque de perspectives furent le support le plus solide de la dictature. Ils revenaient en fait à tolérer une guerre civile permanente d'une espèce particulière, dans laquelle toute la violence émanait exclusivement des possédants, des capitalistes et de leurs instruments fascistes, contre les prolétaires et les militants ouvrirs désarmés.

Aujourd'hui, la nouvelle génération qui est progressivement apparue dans les usines, les mines, les ateliers, sur les chantiers et dans les bureaux, ne se réfère plus essentiellement aux expériences du passé. Elle est entièrement tournée vers l'avenir. Le fardeau dont elle doit se libérer, ce n'est pas celui de ses souvenirs et des défaites aux leçons non assimilées; c'est celui de la misère économique, politique, culturelle, morale, dont elle prend de plus en plus vivement conscience. C'est une génération foncièrement activiste, pareille en cela à la jeunesse militante de nombreux pays d'Europe et du monde. C'est une génération qui considère tout l'acquit des générations passées comme allant de soi, comme plate-forme de départ pour arracher de nouvelles conquêtes. Cette génération a rapidement pris conscience de ses forces dans une série d'escarmouches et d'expériences au cours des dernières années.

Au sein des entreprises, elle a su profiter de la pénurie croissante d'ouvriers qualifiés pour modifier progressivement les rapports de forces et obtenir une série d'avantages appréciables (les mineurs reconquirent en 1958 la semaine de 42 heures). Sans une suite de petits succès, une grève d'une ampleur de celle d'avril-mai 1962 n'aurait pas été possible.

Dans les Universités, elle a pris conscience de la pauvreté et de l'inanité de la « culture franquiste », de la stérilité désespérante du traditionnalisme, de l'attrait croissant des idées révolutionnaires dans tous les domaines, de l'art comme de la philosophie, de l'urbanisme comme de la sociologie marxiste. Toute une nouvelle intelligentsia rebelle est ainsi apparue, qui a traversé l'épreuve d'une longue lutte avec les autorités universitaires, les « syndicats » fascistes et l'Etat, s'emparant de la direction semi-clandestine et quelquefois même légale des organisations estudiantines. Le chômage intellectuel a puissamment contribué à la radicalisation de cette intelligentsia et l'a fait affluer vers les jeunes groupes révolutionnaires clandestins.

Ceux-ci se sont multipliés en Espagne au cours des dernières années, sans rapport avec les formations politiques anciennes de la petite bougeoisie et du prolétariat, sans tradition idéologique mais surtout sans liens de subordination avec les appareils émigrés. S'ils souffrent tous, à des degrés divers, d'une expérience politique limitée, d'une carence d'élaboration théorique et d'inclination à l'aventurisme, ils se distinguent pourtant favorablement des anciens partis, et surtout de leurs dirigeants émigrés, par leur désir d'engager une lutte directe pour le renversement de la dictature. Dans l'opposition entre cette orientation activiste et les stériles manœuvres de coulisse de l'émigration. dont les

plans tournent autour du remplacement « pacifique » de la dictature, c'est-à-dire par l'intrigue et non par la révolution, se reflète tout le contraste entre une génération nouvelle, ardente au combat, et une génération usée et démoralisée.

Cette génération nouvelle a également produit une nouvelle émigration, d'un type entièrement différent de l'ancienne. Cette nouvelle émigration dite économique a mis plus d'un demi-million de prolétaires espagnols, pour la plupart jeunes, en contact avec le niveau de vie plus élevé des pays de démocratie bourgeoise, et avec la pratique courante du mouvement ouvrier de masse. Tandis que l'ancienne émigration perdait de plus en plus d'espoir, l'émigration économique a surtout été une école de renvendications et d'organisation pour une génération qui n'avait pas pu dans son propre pays organiser des syndicats et des grèves. La confrontation de la jeunesse ouvrière et paysanne espagnole avec des millions de touristes européens en grande partie eux-mêmes simples employés de bureaux ou même ouvriers qualifiés, a également stimulé sa volonté revendicative.

Enfin, cette jeune génération espagnole arrive sur l'arène politique dans un monde révolutionnaire qui n'a plus rien de commun avec le monde du fascisme et du stalinisme triomphant de 1933-43. Ce n'est pas l'arrivée au pouvoir d'Hitler et de Mussolini qui marquent le seuil de sa vie consciente, mais bien celle de Tito et de Mao-Tse-Toung-L'atmosphère politique dans laquelle elle se développe n'est pas celle des défaites ouvrières mais de la révolution coloniale triomphante. La Révolution algérienne, la Révolution angolaise et surtout la Révolution cubaine, ont exercé une influence prédominante sur son esprit.

De toutes les anciennes colonies espagnoles, Cuba est celle qui avait conservé le plus de liens familiaux et humains avec l'ancienne métropole. C'est pourquoi la Révolution cubaine a été intensément vécue, discutée et applaudie par la jeunesse espagnole rebelle, qui s'est identifiée avec les barbudos et qui a fait de Fidel Castro son héros par excellence, s'inspirant d'ailleurs en partie de l'expérience cubaine pour renouveler sa stratégie de lutte contre la dictature.

C'est l'activité de plus en plus audacieuse de cette nouvelle génération d'ouvriers, d'employés, d'instituteurs, d'étudiants, d'intellectuels et de révolutionnaires qui inquiète profondément la bourgeoisie. C'est elle qui amène cette bourgeoisie, placée devant l'alternative : réformer le régime malgré lui ou être renversée avec lui, à saper maintenant la dictature.

III. — REFORME « CONSTITUTIONNELLE » OU REVOLUTION ?

Tous les plans de la bourgeoisie, quelles qu'en soient ses fractions, répondent à une seule préoccpation fondamentale : empêcher l'éclatement d'une nouvelle Révolution espagnole. De l'alliance américaine à l'intégration dans le Marché Commun ; de la « stabilisation économique » aux actuelles augmentations de salaires ; des plans de pseudo-réforme agraire aux efforts pour stimuler l'émigration : des projets de restauration de la monarchie aux desseins de «l'Union des Forces Démocratiques », toutes les manœuvres, toutes les « solutions transitoires », tous les calculs politiques et économiques ne visent que ce seul et unique but. Si un fait nouveau est venu troubler cette touchante unanimité, c'est qu'après les grèves d'avril-mai 1962, la grande majorité de la bourgeoisie est d'ores et déjà convaincue qu'un « franquisme sans Franco » n'est pas plus viable que le « franquisme avec Franco », et que des concessions importantes devront en tout cas être faites aux masses laborieuses autant sur le plan politique que sur le plan économique.

En tâtonnant, en cherchant sa voie, en voulant éviter à la fois la précipitation (qui encouragerait « l'ennemi de l'intérieur ») et l'excès de temporisation (qui « précipiterait la révolution »), la bourgeoisie espagnole se rallie de plus en plus à une idée maîtresse : la transformation constitutionnelle, pacifique, par voie légale, en « étapes bien ordonnées, à froid, du régime. L'idée d'une monarchie libérale réunirait sans doute le plus de suffrages bourgeois. Mais la plupart des monarchistes ne sont pas libéraux, et au fur et à mesure que le peuple se réveille, il ne se montre point trop monarchiste....

Cette orientation fondamentale de la bourgeoisie revient au fond à essayer d'enlever les causes les plus explosives du mécontentement populaire, pour pouvoir endiguer sa lutte revendicative dans des canaux « légaux », contrôlables par le régime capitaliste ; transformer le climat prédominant dans le pays d'un climat prérévolutionnaire en un climat « réformiste ». Ce fut au fond une stratégie analogue que la bourgeoisie espagnole avait choisie en 1930-31, à la veille et au lendemain immédiat de la chute de Primo de Rivera.

Le calcul de la bourgeoisie paraît aujourd'hui fondé sur des bases relativement plus réalistes qu'en 1930. L'intégration dans le Marché Commun - dans l'hypothèse où celui-ci connaîtrait encore plusieurs années d'expansion économique rapide sans récessions importantes ; le relèvement des salaires ouvriers ; l'influence du climat « réformiste » du mouvement ouvrier dans le reste de l'Europe occidentale ; la présence des bases américaines ; le sentiment d'une large dépendance économique par rapport à l'étranger ; les restes de l'effroi d'une nouvelle guerre civile dans les générations plus âgées ; tous ces facteurs pourraient effectivement favoriser les projets de la bourgeoisie.

Mais ce qui en définitive les ruinera, c'est l'immense misère des chômeurs, des mallogés, des paysans sans terre, des manœuvres dans les villes et les campagnes ; c'est la tradition révolutionnaire du prolétariat espagnol ; c'est la reprise générale du mouvement ouvrier en Europe occidentale ; c'est l'influence de la révolution coloniale qui continue à progresser et la force d'attraction exercée par les Etats ouvriers. La IV Internationale avait déjà tiré des grèves belges de décembre 1960-janvier 1961 la leçon que chaque nouvelle vague de lutte généralisée des travailleurs, même dans le climat actuel de stabilisation relative et de prospérité capitaliste en Europe, a tendance à renouer avec les expériences révolutionnaires les plus audacieuses du passé, Les grèves des Asturies permettent de prévoir le même avenir pour les luttes en Espagne.

Quel que soit son sort futur, le plan de la bourgeoisie a pris nettement forme au cours des derniers mois. Pratiquement toutes les fractions bougeoises ont hoché la tête devant les grèves : « Les augmentations de salaires ne suffisent plus ».

Poutant tous les malins, tous les artisans de projets ingénieux, tous les fabricants de fronts, de l'extrème-droite au centre, ou de la droite modérée au centre-gauche, se heurtent à une difficulté. Leurs projets de remplacer Franco supposent résolue la tâche qui reste à résoudre : renverser la dictature. Ils précisent tous ce qu'on fera après ; personne ne dit au juste comment on y arrivera.

Et le vieux dictateur roublard, jouant avec eux comme le chat avec la souris, supputant les faiblesses des uns et la couardise des autres, a survécu ainsi pendant dix ans, en jouant à l'équilibriste entre fractions différentes. Il a même survécu pour le moment à la vague de gréves d'avril-mai 1962, et se permet le luxe d'accentuer la répression après avoir lâché du lest pendant les grèves. Mais les travailleurs espagnols, les étudiants, les jeunes organisations, répondent de plus en plus nettement aux bavardages impuissants des faiseurs de projets ; au lieu de naus expliquer par quel régime vous remplacerez Franco, expliquez-nous plutôt comment on le renversera! Et renverser Franco, qu'on le veuille ou non, c'est déclencher une révolution.

On ne peut pas exclure par avance des hasards heureux et des surprises du sort. Une situation prérévolutionnaire en est toujours fertile, surtout lorsque toutes les classes de la société, à l'exception d'une poignée de nobliaux, désirent se débarrasser du dictateur. Franco peut mourir brusquement de mort naturelle ; il peut tomber victime d'un attentat ; il peut passer la main, de son propre gré, à un des prétendants Bourbon ; il peut être subitement écarté par un pronunciamento de l'armée. Beaucoup de gens espèrent ardemment un coup de ce genre, qui leur permettrait encore et toujours de faire l'économie d'une révolution. Sans exclure ces éventualités, les organisations révolutionnaires se distinguent précisément des spectateurs impuissants par le fait qu'elles ne basent pas leurs calculs sur ce qui est indépendant de leur volonté et des possibilités d'action des masses. De cette façon, elles sont aussi mieux armées pour exploiter de tels hasards au profit de la révolution.

Il faut donc, avant tout, rassembler tous ceux qui sont partisans du renversement révolutionnaire de Franco par l'action directe des masses dans un vaste front unique en Espagne même, sans exclusive aucune. Cette formule élimine tous les partis de la bourgeoisie ; elle n'exclut pas l'intelligentsia petite bourgeoise, des bourgeois ou des officiers qui, individuellement, peuvent vouloir rejoindre une action révolutionnaire antifranquiste.

Les marxistes révolutionnaires doivent être ceux qui prônent de la manière la plus unitaire, la plus efficace, la lutte pour le renversement de Franco. Cette lutte implique dans les conditions présentes une tactique combinée de lutte de masse dans les centres industriels (grèves, grèves perlées, manifestations silencieuses, etc...), de lutte armée de partisans dans les régions où la géographie et la structure sociale le permettent, d'actions spectaculaires par petits groupes dans les grandes villes. Des manifestations de rues armées, des grèves générales nationales ou des insurrections de masse restent des aventures sous un régime dictatorial, aussi longtemps que les forces révolutionnaires ne sont pas capables soit d'opposer aux armées contre-révolutionnaires un armement suffisant des masses, soit surtout de faire hésiter une partie de l'armée ou même de la faire basculer dans le camp de la révolution. Un travail à cette fin doit être mené méthodiquement, dès maintenant, en liaison avec les autres formes de lutte précitées.

IV. — « REVOLUTION DEMOCRATIQUE » OU REVOLUTION SOCIALISTE ?

Jusqu'ici, en dehors de petites organisations révolutionnaires, personne n'a consciemment esquissé devant le peuple espagnol une perspective de renversement de Franco par la voie révolutionnaire. Des monarchistes jusqu'au PC, tous ont parlé de « réconciliation nationale », d' « amnistie », de « remplacement pacifique de Franco », etc... Mais la puissante vague gréviste à créé une situation nouvelle. A ce propos, également, il est vraisemblable que sur la gauche des voix se lèveront pour prononcer de plus en plus nettement la parole fatidique : Révolution. Il n'est même pas exclu que, sous la pression des masses et des militants oppositionnels de l'intérieur, le PC lui-même abandonne son orientation actuelle, ultra-droitière, de « front national » jusques y compris avec « l'armée nationale » (!), et parle à son tour de « révolution ». Encore faut-il savoir de quelle révolution il s'agit.

La formule « révolution démocratique » correspond à première vue à une simple habileté tactique pour sauvegarder « l'unité des forces antifascistes ». Tout le monde n'est-il pas partisan de la « démocratie », formule magique qui doit ouvrir à l'Espagne les portes du Marché Commun ? En réalité, elle renferme une équivoque fondamentale sur la nature de classe du régime actuel et sur la nature de classe de l'Espagne que les ouvriers et les paysans pauvres veulent créer à travers la révolte présente.

La dictature franquiste n'est foncièrement qu'une superstructure différente d'une même base : comme la démocratie bourgeoise, elle est fondée sur le régime, la propriété et l'exploitation capitalistes. Toutes les deux cherchent, à l'aide de moyens différents, à maintenir ce régime, cette propriété et cette exploitation. Vouloir renverser la dictature fasciste sans toucher à ses racines économiques et sociales, c'est laisser en place toutes les conditions d'un retour en force de la même dictature, à brève ou longue échéance.

Certes, dictature fasciste ou démocratie bourgeoise ne sont point identiques du point de vue marxiste. Pour les travailleurs, il n'est pas indifférent qu'ils puissent ou non se syndiquer librement, publier des journaux et organiser des partis. Mais s'ils préfèrent le régime démocratique au régime fasciste, c'est parce que le premier offre de meilleures conditions d'organisation, de prise de conscience, de défense et de combat anti-capitalistes. Il est donc absurde de refuser le combat anti-capitaliste, sous prétexte... qu'il met en danger la « démocratie ».

La dictature fasciste n'a été ni le simple produît d'une conspiration de généraux, ni le simple résultat d'une intervention étrangère, bien que ces deux facteurs aient considérablement facilité sa victoire. Elle a été en dernière analyse un produit du grand Capital, un instrument au service des exploiteurs les plus rapaces, les gros financiers, les grands industriels, les grands propriétaires fonciers. Pour défendre ses privilèges de classe et son régime d'exploitation, cette même classe dominante sera prête, demain, à avoir recours aux mêmes méthodes si les circonstances l'y obligent. Limiter la révolution anti-franquiste au « rétablissement des libertés démocratiques », c'est laisser en place les forces qui, demain, feront ressurgir un nouveau Franco.

Les masses populaires haïssent la dictature franquiste, et elles ont mille fois raison. Elles se souviennent des vingt-cinq années d'oppression cruelle, de répression sanglante, d'humiliations sans nom, que cette dictature leur a imposées, et elles brûlent d'envie de la renverser.

Mais les masses n'en sentent pas moins que Franco n'a été qu'un agent d'exécution. La source dernière du mal, c'est le régime capitaliste qui maintient la vaste majorité du peuple dans l'ignorance et la misère, pour sauvegarder les privilèges d'une petite minorité. Si pendant ces vingt-cinq années, l'ouvrier a dû se taire et subir l'exploitation, le patron, lui, a pu tranquillement encaisser ses profits et accumuler ses capitaux. Les ouvriers n'ont pas oublié qui a financé Franco, jeté les fleurs sur les cortéges de sa soldatesque victorieuse, raillé et nargué les prisonniers de l'armée républicaine, « nettoyé » les usines, dénoncé les militants, vanté et chanté le régime pendant deux décennies. Tous les bavardages sur la « révolution démocratique » n'ont qu'un seul but : faire oublier aux prolétaires toute cette masse de pensées et de souvenirs amers, guides sûrs de l'action, dans l'euphorie générale qui devra marquer la chute de la dictature.

Les ouvriers espagnols auront bonne mémoire. Ils n'oublieront aucun crime qui a marqué l'histoire de la bourgeoisie espagnole. Ils sentiront d'instinct que le jour de la chute du dictateur, ce n'est pas seulement avec les tortionnaires, les flics, les mouchards, les mercantis, les gros profiteurs du « movimiento » qu'il faudra entamer le règlement des comptes, mais encore avec le régime d'exploitation capitaliste dans son ensemble.

La révolution qui effectuera la chute de Franco ne fera que commencer lorsque la dictature sera par terre. Elle devra se poursuivre jusqu'à ce que les travailleurs et les paysans pauvres aient exproprié le grand capital et les gros propriétaires fonciers, jusqu'à ce que tout le pouvoir appartienne aux masses laborieuses organisées dans leurs comités démocratiques, jusqu'à ce qu'une Espagne socialiste surgisse à la place de l'Espagne rougie du sang du peuple et salie par l'or des riches.

L'Espagne des riches n'est pas un pays féodal mais un pays capitaliste. La classe révolutionnaire de la société n'est ni la bourgeoisie ni la petite bourgeoisie, mais le prolétariat appuyé par la paysannerie pauvre, Salariés des villes et des champs constituent déjà la majorité absolue de la population active. Dans pareille société, et dans le contexte du monde d'aujourd'hui, la révolution espagnole qui s'annonce ne peut être une « révolution démocratique » ; elle ne peut être qu'une révolution socialiste.

Tout en étant un pays arriéré par rapport aux pays capitalistes industrialisés d'Occident, l'Espagne a une structure sociale qui se rapproche beaucoup plus de celle de l'Italie ou de la France que de celle qu'avaient Cuba ou la Chine avant la Révolution. Les classes sociales modernes y sont constituées depuis plus d'un siècle, avec leurs programmes politiques, leurs idéologies propres, leurs traditions et leurs drapeaux. Croire que, dans ces conditions, on pourrait introduire le socialisme « subrepticement », derrière le dos de la bourgeoisie, sans qu'elle s'en aperçoive ou s'y oppose massivement, c'est une utopie naïve. Si le prolétariat espagnol ne se rassemble pas derrière le drapeau de la révolution socialiste, il n'y aura pas d'Espagne socialiste, mais une Espagne où les masses auront simplement échangé leurs maîtres fascistes contre des maîtres « démocratiques », les patrons restant les mêmes qu'aujourd'hui.

L'exemple de Fidel Castro exerce aujourd'hui, à juste titre, une puissante force d'attraction sur la jeunesse espagnole. Ce qu'il faut apprendre de Fidel, c'est son élan révolutionnaire sans pareil, sa capacité de saisir « le maillon adéquat de la chaîne », son extraordinaire sensibilité aux aspirations des masses, son adhésion sincère, totale, à sa mission révolutionnaire, son évolution vers le marxisme révolutionnaire, sa volonté de détruire le règne du Capital et de le remplacer par le règne du Travail. Ce qu'on ne peut imiter, ce sont certains aspects de sa tactique qui n'ont pu avoir de succès que dans les conditions particulières de Cuba.

En Espagne, ce n'est pas le capitalisme étranger qui détient une grande partie des moyens de production, c'est le capital espagnol qui en est le propriétaire. La majorité des combattants de la future révolution ne seront pas des paysans qui doivent apprendre pas à pas les premiers éléments du socialisme, mais des ouvriers qui ont déjà une solide tradition socialiste révolutionnaire. Cacher, voiler, passer sous silence ou pousser à l'arrière-plan le drapeau socialiste de la révolution, ne trompera pas une minute les capitalistes qui savent à quoi s'en tenir. Par contre, cela trompera les ouvriers et leurs alliés les plus proches, sèmera la confusion et l'hésitation dans leurs propres rangs, retardera la mobilisation des couches les plus arriérées dont la faim et l'ignorance réduisent singulièrement l'intérêt pour les slogans purement « démocratiques ». Cela risque de passer un nœud coulant autour du cou de la nouvelle révolution qui monte.

Les marxistes révolutionnaires n'opposeront jamais la « pureté » de leurs idées à une action résolue des masses contre la dictature. Ils appuieront tous les efforts pour renverser Franco par la voie révolutionnaire. Ils appelleront les masses les plus larges à se joindre à tout mouvement contre la dictature. Îls s'efforceront de dresser contre le dictateur non l'intrigue des salons mais la puissance inquiétante de la rue, C'est en assurant la mobilisation la plus large des masses contre la dictature qu'on crée la meilleure garantie que la révolution ne sera ni avortée ni arrêtée, mais se poursuivra jusqu'à ce qu'elle aboutisse au renversement du capitalisme.

V. - LES TACHES IMMEDIATES DU MOUVEMENT OUVRIER.

Au cours des années et des mois passés, les organisations ouvrières traditionnelles en étaient réduites à mendier l'amnistie du régime, à précher la « réconciliation nationale » ou même à proclamer que la tâche essentielle était....de combattre les bases américaines! Parti Communiste et Parti Socialiste Ouvrier étaient tombés dans l'opportunisme le plus dégoûtant, fricotant même à l'occasion avec les monarchistes et les militaires complices directs du putsch de 1936.

Mais la grève d'avril-mai 1962 a clairement démontré qu'au sein de la classe ouvrière espagnole, un programme de revendications immédiates, économiques et démocratiques, avait été spontanément élaboré, sur lequel la grande majorité des grévistes ont pu marquer leur accord. Toute organisation révolutionnaire qui refuserait de reprendre et de défendre ce programme se lierait les mains et serait d'avance condamnée à l'échec. Ce programme, il faut au contraire le reprendre et l'élargir, pour qu'il comprenne notamment :

1) La libération immédiate de tous les prisonniers politiques et de tous les grévistes arrêtés.

- 2) Une augmentation générale des salaires, avec un minimum de 150 pesetas par jour pour les ouvriers des usines et des champs.
- 3) Une augmentation générale des assurances sociales, avec la pension de vieillesse et l'allocation de chômage à 75 % du salaire moyen, et la gratuité de tous les produits pharmaceutiques, y compris les spécialités étrangères.
- 4) Des congés payés pour tous les salariés au niveau des autres pays d'Europe occidentale.
- 5) L'échelle mobile des salaires.
- 6) La liberté syndicale, avec droit à l'élection libre de comités d'usine, les délégués ouvriers étant protégés contre le licenciement et l'arrestation.
- 7) Le droit de grève sans restriction aucune. La liberté de presse, de réunion, d'association et de manifestation.
- 8) Le Front Unique de toutes les organisations ouvrières, excluant tout front politique commun avec des partis bourgeois.
- La liberté pour les Catalans, les Basques, les Galiciens, de publier presse et littérature dans leur langue propre.
- 10) La suppression des bases étrangères et l'évacuation immédiate des colonies, auxquelles l'indépendance intégrale doit être reconnue.
- 11) La séparation de l'Eglise et de l'Etat, avec garantie de la liberté de tous les cultes.
- 12) L'enseignement gratuit et obligatoire pour tous les jeunes jusqu'à l'âge de 16 ans.
 13) L'égalité juridique complète des hommes et des femmes ; le droit au contrôle des
- 14) Le renversement de la dictature.

naissances.

15) L'élection, au suffrage universel, direct, égal et secret, avec droit de vote pour tous les citoyens et toutes les citoyennes à partir de l'âge de 18 ans, d'une Assemblée constituante révolutionnaire, de Cortès constituantes révolutionnaires.

Mais au fur et à mesure que le mouvement de masse reprend de l'ampleur, que la crise de la dictature s'aggrave, que sa chute se rapproche et que la révolution s'annonce, la lutte pour ces revendications immédiates doit être de plus en plus combinée avec la lutte pour des revendications transitoires et pour les objectifs principaux de la Révolution:

- 1) Désarmement de la police, de la Guardia Civil, de la police armée et des officiers. Armement général du peuple. Election de commandants populaires parmi les miliciens, par les miliciens.
- Dissolution des tribunaux ordinaires, instruments de répression fasciste, et leur remplacement par des tribunaux du peuple, élus démocratiquement.
- Châtiment exemplaire de tous les tortionnaires, de tous les mouchards et de tous les responsables de la terreur fasciste.
- 4) Expropriation sans indemnité ni rachat de toutes les banques, compagnies d'assurances, sociétés financières et de toutes les industries-clés. Gestion des entreprises nationalisées sous contrôle ouvrier.
- 5) Expropriation sans indemnité ni rachat de toute la grande propriété foncière. Celle-ci sera soit partagée parmi les paysans pauvres ou sans terre, soit collectivement exploitée par les salariés agricoles, avec l'aide financière de l'Etat, selon la volonté démocratiquement exprimée de la population laborieuse des champs dans chaque région.
- 6) Nationalisation du sol, seul moyen de garantir une solution rapide de la crise du logement. Confiscation de tous les palais des riches et de tous les appartements inoccupés, au profit des sans-logis.
- 7) Droit des peuples catalan, basque, galicien, à disposer d'eux-mêmes.
- 8) Organisation d'un plan de développement de l'économie espagnole, visant à industrialiser tout le pays, à assurer le plein-emploi et à doubler le niveau de vie des travailleurs en l'espace de 5 ans. Elaboration et application du plan sous contrôle ouvrier.
- 9) Etablissement d'un monopole du commerce extérieur.
- 10) Rupture avec la bourgeoisie internationale, complice du coup d'état et de la dictature fasciste. Dénonciation du traité d'alliance hispano-américain. Collaboration fraternelle avec tout le mouvement ouvrier international, avec les pays de la révolution coloniale et avec les Etats ouvriers.
- 11) Aide au peuple portugais pour se libérer de la dictature de Salazar. Préparation d'une Fédération de Républiques socialistes ibériques.
- 12) Plan triennal pour la suppression totale de l'analphabétisme. Enseignement moyen entièrement gratuit. Bourses d'études pour garantir aux fils doués du peuple l'accès aux Universités.

13) Organisation d'un Etat ouvrier à bon marché, fondé sur un Congrès de comités populaires de travailleurs et de paysans pauvres. Répression résolue de toute tentative contre-révolutionnaire et, en même temps, démocratie la plus large pour les travailleurs. Droit à la constitution de plusieurs partis et organisations ouvrières qui agissent dans le cadre de la révolution. Droit à une presse d'opposition ouvrière, à la liberté de réunion et d'organisation pour tous les groupes d'ouvriers, y compris ceux qui sont adversaires de la politique du gouvernement. Indépendance des syndicats par rapport à l'Etat ouvrier. Eligibilité de tous les fonctionnaires dont les revenus doivent être limités à ceux des ouvriers qualifiés. Passage rapide vers l'auto-gestion des ouvriers dans les usines, des paysans dans les grandes fermes collectives. Gouvernement ouvrier et paysan.

QUATRIEME INTERNATIONALE

Ce programme de la révolution peut paraître utopique et lointain au moment où Franco est toujours en place. Il deviendra brusquement d'une actualité brûlante des la chute de la dictature. C'est parce qu'elle n'a pas appliqué un programme de ce type que la 2º République a été battue dans la guerre civile. C'est parce qu'ils se sont pratiquement orientés sur cette voie que Tito et Fidel Castro ont triomphé dans la guerre civile de leur pays. Cette leçon, les ouvriers espagnols ne doivent jamais l'oublier.

Dans la révolution qui s'annonce, les prolétaires espagnols ont deux alliés intimes : les prolétaires portugais et les peuples des colonies opprimées par l'impérialisme espagnol et portugais. C'est parce qu'elle s'est opposée à l'indépendance immédiate du Maroc espagnol que la 2º République a permis à Franco de dresser contre elle des régiments marocains. Il ne faut plus jamais répéter cette erreur. En affirmant des maintenant, de la manière la plus catégorique, qu'ils accorderont immédiatement et inconditionnellement l'indépendance au peuple marocain opprimé d'Ifni et des autres enclaves, au peuple de Rio de Oro, etc... en proclamant dès maintenant leur volonté d'appuyer par tous les moyens la lutte des peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée portugaise et du Cap Vert pour l'indépendance, les révolutionnaires espagnols acquerront de puissants alliés, qui pourront dès maintenant combiner leur action avec la leur en vue de hâter le renversement de Franco et de Salazar.

Nous attirons particulièrement l'attention des travailleurs espagnols sur les plans conjoints de répression, élaborés par les deux dictatures ibériques. Au Portugal, la situation est tout aussi explosive, sinon plus explosive encore, qu'en Espagne. En outre, les colonies portugaises jouent un rôle-clé pour l'économie capitaliste du Portugal, et ces colonies sont actuellement entraînées dans la montée de la révolution coloniale. Pour organiser la guerre colonialiste et la répression sanglante contre les masses révoltées de ces colonies, Salazar doit dégarnir le Portugal même des régiments les plus sûrs de son armée. Il a conclu un accord avec l'Espagne pour qu'en cas de « troubles graves », l'armée espagnole se charge de la sale besogne de répression contre le peuple portugais. Il est du devoir des organisations ouvrières clandestines en Espagne d'organiser dès maintenant la propagande nécessaire dans l'armée, afin que les soldats du peuple espagnol ne se laissent jamais utiliser pour tirer sur le peuple-frère du Portugal.

La magnifique vague gréviste d'avril-mai 1962 a créé une situation prérévolutionnaire en Espagne. Des tâches immenses et exaltantes se posent maintenant devant l'avant-garde du prolétariat espagnol. Elle ne pourra les résoudre que si elle dispose d'une organisation révolutionnaire liée aux mouvements révolutionnaires du reste du monde, s'appuvant sur le trésor d'expériences que le mouvement ouvrier international a rassemblé depuis un siècle.

Le programme de la IV Internationale constitue la synthèse la plus adéquate de ces expériences. Il est le marxisme révolutionnaire d'aujourd'hui, tel qu'il a été enrichi par l'expérience de la grande Révolution d'Octobre d'abord, par celle de nombreuses défaites et victoires révolutionnaires depuis lors, tel qu'il a été maintenu et enrichi contre la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. et des Partis Communistes à l'époque stalinienne, par des cadres léninistes dans le monde entier.

Nous appelons tous les révolutionnaires espagnols qui sont d'accord avec ce programme à rejoindre les rangs de la IVe Internationale. Mais notre mouvement ne constitue pas la forme organisationnelle définitive du parti révolutionnaire de masse nécessaire au triomphe de la révolution prolétarienne. Il n'en fournit que le programme et un noyau de cadres trempés par la lutte. C'est pourquoi nous appelons en même temps les militants des organisations ouvrières les plus avancés, les militants de l'opposition communiste, de la gauche révolutionnaire de la C.N.T., du P.O.U.M., du F.L.P., de la jeunesse socialiste, à lutter dans leurs organisations pour ce programme, pour une orientation révolutionnaire commune, pour que des liens fraternels d'unité d'action soient établis entre toutes les tendances révolutionnaires, afin que, tous ensemble, nous préparions ainsi la naissance du grand parti de la Révolution espagnole qui conduira le prolétariat espagnol à la victoire.

MILITANTS REVOLUTIONNAIRES ESPAGNOLS!

Prenons tous conscience de l'énorme responsabilité qui pèse sur nos épaules. Pour la deuxième fois en vingt-cinq ans, l'élan combatif sans égal du prolétariat espagnol prépare une occasion exceptionnellement favorable au renversement du capitalisme dans la péninsule ibérique. Une Espagne socialiste deviendrait rapidement une force-charnière entre une Algérie socialiste - entraînant tout le Maghreb vers la révolution - et une nouvelle et formidable montée révolutionnaire dans toute l'Europe occidentale, en premier lieu en France contre le pouvoir gaulliste. Vous pouvez, dans les années à venir, porter un coup mortel aux plans de guerre nucléaire de l'impérialisme, créer le premier exemple d'un Etat ouvrier fondé sur la véritable démocratie ouvrière en Europe.

En avant, sous le drapeau du marxisme révolutionnaire, sous le drapeau de Lénine et de Trotsky, pour un travail clandestin décuplé, efficace, audacieux, étroitement lié

aux masses, en vue du renversement de la dictature sanglante de Franco!

En avant, vers la 3º révolution espagnole, qui sonnera le glas de la domination du Capital et ouvrira aux peuples ibériques l'avenir radieux du socialisme!

LE SECRETARIAT INTERNATIONAL DE LA IV° INTERNATIONALE.

Krach à Wall Street

Depuis trente-trois ans, la Bourse de New York n'avait pas connu une chute comme celle du 28 mai 1962. Plus de vingt milliards de dollars de valeurs boursières disparurent en quelques heures ce jour-là. La panique qui s'ensuivit n'a pas encore fini d'émouvoir les petits actionnaires qui s'étaient laissés entraîner vers la spéculation boursière au cours des dernières années.

Les propagandistes du capitalisme avaient vanté les mérites du « capitalisme populaire »; ils avaient signalé comme un fait prouvant la vitalité et les mérites de leur système l'achat d'actions par plus de dix millions d'Américains. En réalité, si la spéculation boursière s'est en effet largement répandue dans la petite bourgeoisie des Etats-Unis au cours des dernières années, c'est qu'elle crut à l'axiome selon lequel la Bourse ne pouvait pas connaître de chute à long terme aussi longtemps que l'inflation - la perte de pouvoir d'achat du dollar - se poursuivrait. Cet axiome vient d'être contredit par les événements, et le « capitalisme populaire » se retourne maintenant contre ces inventeurs : ce sont précisément les petits actionnaires qui ont amplifié la panique à Wall Street, et qui se retirent du marché, échaudés et fixés sur les « avantages » du capitalisme, pour une longue période.

Normalement, la valeur boursière est intimement rattachée aux prévisions sur les bénéfices capitalistes des grandes sociétés capitalistes. D'innombrables porte-parole du gouvernement américain et des « milieux intéressés » (c'est-à-dire des firmes s'occupant de spéculation boursière) ont affirmé que la chute des cours à Wall Street n'avait pas de rapport avec la situation économique réelle, qui serait « saine », mais qu'elle serait due à un « accident ». D'aucuns ont incriminé la politique, soit le président Kennedy, qui aurait refroidi les capitalistes par son intervention contre la hausse du prix de l'acier, soit ses adversaires, qui auraient provoqué la baisse pour nuire à l'administration démocrate.

La vérité est beaucoup plus simple. Quinze jours après le 28 mai, une dépêche de Washington annonce que, pour le premier trimestre de 1962, les bénéfices bruts des sociétés américaines s'établissent à la cadence annuelle, saisonnièrement ajustée, de 51,5 milliards de dollars, contre 52 milliards pour le dernier trimestre de 1961. En d'autres termes, avant même que la reprise économique ait achevé sa première année, les bénéfices capitalistes ont déjà commencé à fléchir légèrement.

Cet arrêt de la reprise s'est d'ailleurs également manifesté dans le domaine de la production industrielle, qui a stagné entre octobre 1961 et mars 1962, et dans le domaine des ventes au détail qui, en mai 1962, étaient inférieures de 1 % à celles d'avril. Alors que les spécialistes avaient initialement prévu pour l'année en cours un produit national brut de 570 millards de dollars, ils révisent déjà leurs prévisions à 550 ou même à

Il n'est donc pas question que la situation économique soit florissante, en contraste avec le krach à la Bourse. En réalité, ce krach est l'indice d'un malaise économique, comme il le fut toujours dans le passé. Et le malaise fondamental, c'est que contrairement à ses promesses, l'administration Kennedy ne réussit pas plus que l'administration Eisenhower à vaincre la stagnation relative de l'économie, qui se reflète nettement dans les indices de production industrielle depuis sept ans :

1955																	105	0.0
1956							• 7										108	B, 4721
1957							7										109	2007
1958																	100	=======================================
1959																	114	
																	118	
1961																	118	1

Même si l'indice de la production industrielle s'établit en définitive à 125-126 pour l'année 1962, l'augmentation aura été plus réduite qu'après la récession de 1954 (augmentation de 13 points en 1955) ou après celle de 1958 (augmentation de 14 points en 1959). A côté de cette augmentation plus réduite, d'un chômage qui ne tombe point en-dessous de 5,5 % de la main-d'œuvre employée, il y a des perspectives de récession dès 1963, qui ont sans aucun doute provoqué la réaction de la Bourse. L'ampleur de cette réaction a sans doute des causes techniques (niveau excessif des cours préalablement atteints). Mais le fait que la chute ne s'arrête pas au moment où beaucoup d'actions rapportent déjà un rendement important indique le scepticisme du monde américain des affaires quant à l'avenir immédiat.

Est-ce à dire qu'on se trouve à la veille d'une crise économique de grande envergure comme celle de 1929 ? Nous ne le croyons pas. Ce qui en empêche l'éclatement c'est l'énorme budget public des Etats-Unis qui s'élèvera cette année à près de 100 milliards de dollars, contre moins de 4 milliards en 1929 et moins de 10 en 1940. Sur ces 100 milliards de dollars, la majeure partie est d'ailleurs directement ou indirectement le résultat de la dernière guerre et la préparation de la prochaine !

Kennedy serait assez porté vers un nouvel accroissement de ces dépenses publiques, afin de pomper plus de pouvoir d'achat dans l'économie et de soutenir ainsi la reprise branlante. Mais les banquiers — y compris le Secrétaire au Trésor, Dillon — déconseillent vivement cette mesure dont ils craignent des répercussions néfastes sur la balance des paiements des Etats-Unis, c'est-à-dire une nouvelle perte d'or. Si en désespoir de cause la grande bourgeoisie américaine se décidait quand même pour pareille mesure, elle serait sans doute obligée de dévaluer le dollar ou d'augmenter le prix de l'or, afin de consolider momentanément la situation financière internationale ébranlée.

En fin de compte, ce sont les ouvriers américains qui risquent de payer les frais de cette opération d'assainissement. La pression sur leurs droits acquis se renforce. Une pression sur leurs salaires pourrait s'y joindre bientôt, lorsque l'impérialisme américain déclenchera à son tour une campagne d'exportation et se heurtera au barrage des salaires plus bas de ses concurrents européens. En riposte à cette pression, la classe ouvrière américaine pourrait faire preuve d'un regain de combativité étonnant. Le devoir des marxistes révolutionnaires américains est de se préparer pour une telle éventualité, et d'ouvrir au prolétariat de leur pays la perspective politique qui reviendrait d'actualité dans un tel climat, celle du Labour Party basé sur les syndicats.

La Grande-Bretagne conservatrice en crise

Il n'y a pas si longtemps, les tories gagnaient des élections générales haut la main, et divers sociologues et idéologues petits-bourgeois affirmaient gravement qu'il s'agissait d'un « courant fondamental », résultant de la « nouvelle structure » de la classe ouvrière après la « deuxième révolution industrielle ». Mais il a suffi que le gouvernement conservateur impose une limitation des augmentations de salaires de 2,5 % et qu'une année de stagnation, sinon de légère récession se déclare, pour que le « courant fondamental » se dissolve dans le néant. Les tories marchent de défaite en défaite, d'une élection partielle à l'autre, perdant ici le quart, là le tiers et parfois même plus de la moitié des voix obtenues lors des dernières élections générales.

D'abord, il sembla que le parti libéral, miraculeusement ressuscité, canalisait le mécontentement des anciens électeurs tory. On affirma même que les libéraux « enlèvent une voix aux travaillistes pour toutes les deux voix qu'ils enlèvent aux conservateurs ». Depuis lors, cependant, l'image s'est modifiée. Il semble aujourd'hui que des élections générales ne conduiraient pas à une Chambre « ingouvernable », les libéraux faisant la balance entre conservateurs et travaillistes également minoritaires et défaits, mais que le Labour obtiendrait une majorité absolue aux Communes.

A première vue, il peut paraître incroyable que le Labour Party jouisse d'un tel regain de popularité. Depuis des années, en effet, la direction ultra-droitière de Gaitskell et de Brown a tout fait pour décourager les masses, pour effacer les différences entre son programme et celui des « conservateurs de gauche », pour accumuler les trahisons, les déceptions et les tromperies qui remplissaient de rage toute l'avant-garde de la classe ouvrière britannique. Le dernier exemple, particulièrement scandaleux de cette trahison fut la volte-face cynique de Gaitskell en matière d'expérience nucléaire. Lors de la reprise des expériences soviétiques, en conformité avc les décisions du dernier Congrès du Labour, Gaitskell déclara que son parti était hostile à toute reprise de ces expériences, par n'importe quel pays. Mais à peine rentré d'un voyage-éclair à Washington, il approuva la reprise des expériences nucléaires par l'impérialisme américain, les déclarant « indispensables à la défense du monde libre ». Couronnant cette trahison, il déclencha même une action de répression contre les adhérents du mouvement unilatéraliste C.N.D. (Campaign for Nuclear Disarmament), qui jouit de l'appui de dizaines de milliers de jeunes et de centaines de milliers, voire de plusieurs millions, d'ouvriers syndiqués.

Si malgré tous ces efforts pour rendre le *Labour* pratiquement identique aux *tories*, le parti travailliste devient une fois de plus un pôle d'attraction pour des électeurs déçus, c'est que l'impérialisme britannique traverse une crise d'une exceptionnelle gravité, et que devant cette crise, le prolétariat britannique et les parties de la petite bourgeoisie qu'il entraîne, cherchent d'instinct à donner à cette crise une *solution politique de classe*. Et dans leur tradition, avec leur mentalité, ils ne conçoivent pas d'autre solution de classe que le retour au pouvoir d'un cabinet travailliste.

La crise de l'impérialisme britannique résulte à la fois d'un lent déclin progressif de ses positions dans le monde, d'une perte rapide de terrain devant la concurrence du Marché Commun européen. Alors qu'en quatre années de temps, la production a augmenté de plus de 30 % dans ce Marché Commun, elle n'a augmenté que de 13 % en Grande-Bretagne. Pour sortir de l'impasse, la fraction décisive de la bourgeoisie désire son intégration dans le Marché Commun. Mais cette question divise profondément les tories et devient un objet supplémentaire de leur crise.

Les progrès de la révolution coloniale en Afrique, et sa reprise dans le sud-est asiatique, menacent d'ailleurs dans un avenir immédiat deux positions-clés de ce qui subsiste de l'ancien *Empire*: le copper-belt en Rhodésie et Singapour. Débordée par les difficultés financières, en proie à une agitation ouvrière incessante, sceptique quant à ses propres chances, l'équipe MacMillan ne sait plus où donner de la tête et envoie ses ministres aux quatre coins du monde pour colmater les brèches les plus importantes.

Le gouvernement tory n'est pas obligé de démisionner au moment où il a manifestement perdu la confiance de la majorité des électeurs. Seuls les gouvernements travaillistes s'empressent de s'incliner devant une telle « tradition », parce qu'ils ne se sentent jamais fort à l'aise quand ils sont seuls au pouvoir. MacMillan pourrait se contenter d'un remaniement ministériel et continuer à « expédier les affaires courantes » jusqu'à ce qu'une amélioration de la conjoncture économique promette de produire un résultat électoral meilleur. Il ne peut guère espérer reconquérir sa majorité. Mais un retour en force des tories pourrait rétablir une majorité bourgeoise (conservateurs plus libéraux) ou amener la droite travailliste à une alliance avec les libéraux, ce qui provoquerait une scission du parti travailliste.

Il est probable que les conservateurs remettront en tout cas l'échéance jusqu'au moment où l'adhésion au Marché Commun sera réglée, ne voulant pas confier ce problème à un parti travailliste par trop « incontrôlable » en la matière.

Quoi qu'il en soit, la classe ouvrière britannique a fait preuve d'un esprit de lutte fort décidé, depuis six mois, contre la politique d'austérité du gouvernement tory. Si sa résistance n'a pas résulté en des combats plus larges, c'est dû avant tout à l'absence d'une gauche suffisamment unie et centralisée pour apparaître comme une véritable solution de rechange par rapport à la misérable équipe Gaitskell-Brown. A défaut d'une telle gauche, chaque secteur de l'avant-garde risque de se battre en ordre dispersé, et risque d'être démoralisé. Les premiers signes d'un tel développement se font déjà jour parmi les jeunes adhérents au C.N.D., dont d'aucuns veulent se lancer dans la voie de garage de candidats « unilatéralistes » aux élections. Fusionner la jeunesse enthousiaste du C.N.D. et des Jeunesses Socialistes avec la gauche syndicale, les travailleurs mécontents des entreprises et les militants oppositionnels des sections locales du Parti dans un seul mouvement qui pose sa candidature au pouvoir, telle reste plus que jamais la tâche pour la prochaine étape en Grande-Bretagne.

Le limogeage d'Escalante

Dans la période profondément révolutionnaire que traverse le monde contemporain, les forces sociales et politiques et leurs directions sont constamment soumises à des épreuves sévères. C'est, entre autres, le cas de la Révolution cubaine et de ses dirigeants qui ne cessent d'être placés devant des choix dramatiques destinés à avoir des réper-

cussions très grandes aussi bien nationalement qu'internationalement.

Il y a quinze mois, Cuba était menacé par la lâche agression des impérialistes américains. Par la suite, les difficultés économiques, avant tout en raison du blocus que doit subir l'île révolutionnaire, se sont accrues et des problèmes assez critiques se sont posés concernant les formes et les méthodes d'organisation et de développement de l'Etat ouvrier, y compris en rapport avec le nouvel alignement des forces politiques déterminé par la constitution des O.R.I., prélude au parti unifié. Or, la direction fidéliste qui, toujours dans le passé, avait démontré ses qualités éminemment révolutionnaires à tout moment crucial, a confirmé, par sa riposte à l'impérialisme et par son attitude face aux nouveaux problèmes intérieurs, être à la hauteur de ses tâches, Tandis que les centristes, même les plus « gauchistes », sont généreux en palabres dans les périodes normales, mais sont saisis de panique, se replient, cherchent des faux-fuyants au moment où la lutte de classes précise les échéances capitales, ce qui caractérise les révolutionnaires c'est de déployer au plus haut degré leurs capacités, leur initiative, leur génialité, leur courage dans les heures décisives. En radicalisant davantage leur attitude, en mobilisant les masses sur un plan révolutionnaire et en accomplissant des progrès extraordinaires également sur le plan de l'élaboration politique et théorique au cours des quinze derniers mois si riches d'événements d'une portée littéralement historique, les dirigeants cubains ont démontré être, dans la pratique, des marxistes révolutionnaires conscients des problèmes de notre époque et des solutions qui s'imposent.

Ainsi, à l'agression d'avril 1961 et aux menaces constantes de nouvelles agressions impérialistes, la direction fidéliste a répondu par la proclamation de l'Etat socialiste cubain, par la Deuxième Déclaration de La Havane (que notre revue a reproduite intégralement dans son numéro d'avril), par une compréhension de plus en plus lucide et par une proclamation de plus en plus explicite de la nécessité d'un élargissement de la révolution à toute l'Amérique latine. Parmi les nombreux discours significatifs, il nous suffit de rappeler ici celui qui fut prononcé fin avril par Che Guevara, où le rôle d'avant-garde joué par la Révolution cubaine dans toute l'Amérique latine est souligné avec une évidence particulière. « Dans cette lutte [entre les peuples latino-américains et l'impérialisme], dit le collaborateur de Fidel, serons-nous des spectateurs paisibles? Le fait est, camarades, que nous avons des responsabilités énormes; nous avons lancé le premier cri en Amérique, nous avons été les protagonistes de cette nouvelle époque historique pour notre continent; nous sommes un exemple et nous avons la respon-

sabilité d'être un exemple ».

Mais il y a un autre cri, que la Révolution cubaine a lancé et qui est destiné à

avoir des répercussions au-delà même de l'Amérique latine.

Nous avons fait allusion aux difficultés économiques auxquelles Cuba doit faire face. Dans ces conditions, toute une série de problèmes se présentent sous une forme plus aiguë et des processus dangereux se dessinent. Or, les dirigeants cubains ont refusé la méthode qui consiste à enjoliver la situation devant les masses, à les tromper par la propagande, à tâcher de détourner leur attention de l'essentiel. Ils ont avant tout parlé et ils parlent un langage réaliste et, tout en soulignant le fait indéniable que l'origine fondamentale des difficultés réside dans le blocus économique et dans l'héritage du passé, ils n'hésitent pas à dénoncer les erreurs de direction qui ont empiré la situation, surtout dans certains domaines. Plus concrètement et plus fondamentalement, ils soulignent la nécessité d'établir un contact étroit et multiple entre les masses et le pouvoir et d'assurer une distribution du revenu national telle qu'elle évite des déséquilibres, des inégalités, bref des privilèges réservés à certaines couches de la population par rapport à la collectivité. C'est encore Che Guevara qui, dans le discours déjà cité, a dénoncé franchement un certain hiatus qui s'était produit entre les dirigeants et les masses (« Il semblait que nous parlions deux langues différentes »), a proclamé l'impérieuse nécessité de mettre fin à cette situation dangereuse et qui, d'autre part, a posé la question des rétributions ouvrières en rappelant la nécessité d'établir une large homogénéité et d'éviter que, du fait de la productivité inégale des différents secteurs, des couches se trouvent sensiblement favorisées (Il est connu que des déséquilibres de cette nature ont créé des problèmes assez délicats, par exemple en Yougoslavie).

Mais c'est surtout en face du danger et du début d'une bureaucratisation que la direction fidéliste a confirmé sa trempe révolutionnaire.

Comme nous l'avons d'ailleurs souligné dans notre résolution sur Cuba au 6º Congrès mondial, dans un pays économiquement arriéré, le danger potentiel d'un processus de bureaucratisation ne saurait être éliminé a priori. Il existe, il opère et c'est des forces subjectives que dépend largement la possibilité de le limiter au maximum ou de le conjurer. A Cuba, nous sommes exactement dans cette phase délicate — que d'autres révolutions ont connue — où ce danger risque de se concrétiser de plus en plus, surtout si l'essor économique est limité par toute une série de facteurs, l'impérialisme exerçant un blocus et l'organisation politique démocratique des masses n'étant pas profondément et largement structurée. Les forces bureaucratiques « naturelles » pouvaient compter dans le cas spécifique sur un appareil préconstitué, celui du P.S.P. ancienne organisation stalinienne — que la constitution des O.R.I., les pressions internationales et le caractère flou et desserré du mouvement castriste mettaient dans une position relativement favorable pour s'imposer comme instrument fondamental de bureaucratisation. Nous ne voulons pas dire par là que tous les militants, cadres et même dirigeants du P.S.P. soient nécessairement des bureaucrates, candidats au rôle de véhicules de la bureaucratisation à Cuba, ni, par contre, que tous les « castristes » du 26 juillet soient destinés à jouer le rôle opposé : la ligne de démarcation n'est pas, ne peut pas être si nette, surtout si l'on tient compte des différenciations politiques que la déstalinisation a provoquées dans le mouvement communiste. Mais, cela étant admis, il reste que, pour l'essentiel, le P.S.P. disposait d'un appareil cristallisé et éduqué largement à l'école stalinienne, avec une tendance inévitable à se faire valoir en tant que tel et donc à jouer un rôle de propulsion dans l'éventuel processus de bureaucratisation.

Si tout cela, il y a quelques mois, pouvait entrer dans le domaine des hypothèses, maintenant c'est de la bouche de Fidel Castro lui-même que nous avons eu une confirmation de ce qui s'est passé. Le limogeage d'Escalante et le discours qui l'a expliqué ont mis à jour les phases concrètes de la lutte pour ou contre la bureaucratisation de la Révolution cubaine.

Ce n'est pas par hasard qu'Escalante occupait une place analogue à celle occupée par Staline dans les années cruciales de la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. Ce n'est pas par hasard que les procédés que Castro dénonce ont une parenté étroite avec les procédés qui ont assuré la victoire de Staline et la sclérose bureaucratique de l'Etat soviétique. Comme Staline, Escalante agissait surtout par l'intermédiaire des appareils, et sa « science » se manifestait surtout dans la tentative organisée d'établir un contrôle strict sur tous les aspects de la vie économique et politique, de créer des noyaux soi-disant révolutionnaires, en réalité des bureaucrates privilégiés se superposant aux masses et décidant de tout, chacun dans son domaine particulier, d'assurer que les postes-clés soient dans les mains d'hommes de confiance, dans la plupart des cas de vieux cadres du P.S.P. Le processus était allé si loin que des bureaucrates particulièrement « audacieux » commençaient déjà à discréditer les cadres et les dirigeants de la révolution, dont une partie importante avait été en fait écartée de tout poste de responsabilité réelle.

Un premier avertissement avait été donné par Castro dans son admirable discours contre les falsifications historiques. L'épisode était en soi d'une portée assez limitée : toutefois, la signification du véhément réquisitoire de Fidel ne pouvait échapper à qui se rappelle le rôle que les falsifications historiques ont eu dans la mystification monstrueuse du stalinisme.

Mais c'est le discours contre Escalante qui est allé au cœur du problème (ce discours étant accompagné et suivi par des mesures pratiques contre des représentants caractérisés du courant bureaucratique). S'îl n'y a pas dans ce texte mémorable des généralisations tout à fait explicites et achevées — ce qui n'entrait d'ailleurs pas dans ses buts — le processus de bureaucratisation à ses débuts y est fixé d'une façon si concrète et si vivante que ce texte fidéliste est sans doute destiné à rester dans l'histoire comme un document mettant efficacement en lumière les contradictions d'un Etat ouvrier dans la phase de transition et la lutte contre les tendances de dégénérescence. Il se peut que parfois l'élément des buts personnels et de l'ambition soit trop souligné, car s'il existe, il n'est en réalité qu'un véhicule secondaire. Mais au fond, toute une série d'éléments fondamentaux sont dénoncés, soulignés, affirmés avec une clarté extrème. Il suffit de rappeler, outre la description de la genèse même des germes bureaucratiques, la dénonciation des

mœurs qui sont l'apanage de la bureaucratie, la stigmatisation des privilèges qui se créent, le rappel du fait que la source du pouvoir réside dans les masses, l'affirmation de la nécessité d'éviter une identification totale entre le parti et l'Etat et de garder les différenciations essentielles, les accents amers et indignés avec lesquels il condamne à plusieurs reprises la conception du parti non comme « une libre association de révolutionnaires », mais comme une armée de révolutionnaires « domesticados » et « ammaestrados », la conscience que la bureaucratisation implique désorganisation et paralysie.

Ainsi face à un autre problème, crucial dans cette phase historiquement transitoire, celui de la bureaucratisation, la direction fidéliste réagit avec son style habituel, empirique si l'on veut, mais fondamentalement sain et révolutionnaire. Personne ne saurait se cacher les difficultés que la révolution devait affronter et qui ne font que commencer : la lutte contre la bureaucratisation n'en est qu'à sa première manche et il serait absurde de crier au triomphe dès maintenant.

Ce qui est certain, c'est que si, par sa victoire révolutionnaire sur Batista et le capitalisme cubain et sa résistance intrépide face à l'impérialisme yankee, la Révolution cubaine représente un exemple majeur qui donne une propulsion énorme aux luttes des opprimés de toute l'Amérique latine, par la dénonciation des dangers de bureaucratisation, la direction fidéliste élargit l'importance mondiale de Cuba sur un autre plan décisif. Le silence des bureaucraties officielles qui, verbalement, aussi bien à Moscou qu'à Pékin, ont « approuvé » le limogeage d'Escalante, mais se gardent bien de diffuser les textes de base de la Révolution cubaine et de Fidel, est une confirmation que ce qui se passe aux Caraïbes n'est pas seulement un coup extrêmement dur pour l'impérialisme, mais crée bien des embarras à d'autres puissances de ce monde.

Le fait que Cuba a une direction qui semble actuellement décidée à mener la lutte contre la bureaucratisation est un facteur dont on ne saurait minimiser l'importance. Nous estimons cependant que notre mouvement, en raison de ses origines et des expériences riches et tragiques qu'il a faites dans le premier Etat ouvrier de l'histoire, a le droit et le devoir de rappeler aux dirigeants cubains que les attitudes subjectives, les interventions courageuses, les dénonciations véhémentes, bien qu'importantes et nécessaires, ne pourront pas à la longue être décisives. Il faut que cette liaison permanente entre les masses et le pouvoir ouvrier soit structurée dans des organismes permanents; il faut que l'Etat ouvrier cubain ait ses comités démocratiques des ouvriers et des paysans, qui assurent la gestion économique et l'exercice du pouvoir politique. Il ne suffit pas que les masses soient reconnues comme la source du pouvoir; il faut qu'elles soient en condition d'exercer effectivement et directement ce pouvoir.

Où en est le conflit Pékin-Moscou?

Depuis quelques mois, une certaine détente s'est produite entre Moscou et Pékin. Les polémiques par personne interposée (Moscou contre Tirana, Pékin contre Belgrade) s'espacent quelque peu, sans disparaître pour autant. En diverses occasions, des dirigeants de la bureaucratie soviétique ainsi que des dirigeants du P.C. chinois ont publiquement réaffirmé le principe de solidarité et de coopération sino-soviétique; Khrouchtchev l'a même fait avec force à l'occasion de la récente reprise de tension dans le détroit de Formose.

Est-ce à dire que le conflit s'est apaisé ou qu'une des deux parties — en l'occurrence le P.C. chinois — ait capitulé? Rien ne permet de tirer pareille conclusion. Au contraire, il y a de nombreux signes qui démontrent que, sur le fond, les deux tendances restent sur leurs positions.

Ainsi, lors de la récente conférence du COMECON, l'Albanie n'a même pas été invitée et se trouve dès lors exclue de la zone de coopération économique entre les Etats ouvriers d'Europe. A l'occasion du Premier Mai 1962, l'organe central du P.C. chinois, Jen-min Ji-pao (Quotidien du Peuple) a publié un éditorial qui célèbre les événements ayant renforcé la solidarité internationale des travailleurs depuis 1961: l'énumération passe sous silence le XXII^e Congrès du P.C.U.S., mais cite le Congrès Mondial de la F.S.M., auquel les syndicats albanais, présents, ne furent pas une seule fois attaqués par les membres de la tendance Khrouchtchev. On pourrait multiplier les indices de ce genre jusque dans les tout derniers jours.

Ce qui s'est passé, par contre, c'est que, dans les deux camps, les représentants les plus durs de la ligne qui avait abouti à l'éclatement du conflit ouvert en 1961, ont dû lâcher du lest dans leur propre parti, par rapport à des tendances plus « centristes ». Tout se passe comme si, d'un commun accord, on avait accepté de part et d'autre un modus vivendi temporaire : sans abandonner les positions politiques qui constituent le fond du débat, éviter toute parole, tout geste, qui aggraverait le conflit, et faire l'impossible pour maintenir celui-ci à l'intérieur des Partis Communistes directement impliqués.

On ne peut manquer d'être frappé à ce propos du parallélisme entre la session plénière du Comité Central du P.C. soviétique de mars 1962, et la 3° session plénière du 2° Congrès national du Peuple chinois en avril 1962.

Au Plénum du C.C. de mars 1962, Khrouchtchev avait subi un échec retentissant. Alors que, dans son rapport initial, il avait réclamé une augmentation considérable des crédits mis à la disposition de l'agriculture, il dut admettre, dans son discours final, que cette proposition n'avait pas été acceptée, sans doute parce qu'une tendance plus proche de la ligne chinoise, appuyée par les chefs de l'armée, refusa de lâcher une partie quelconque des crédits militaires et des crédits prévus pour l'industrie lourde. Depuis lors, Khrouchtchev revient régulièrement, en public, sur « l'impossibilité de réduire les dépenses militaires », et sur la charge qui en découle pour l'économie. On connaît la suite. Le C.C. s'était contenté de proposer des modifications dans la direction de l'agriculture, en fait des mesures de renforcement de la bureaucratie. Mais cela ne suffit point pour relancer la production agricole de nouveau caractérisée par une grave stagnation depuis plusieurs années. Aussi fallut-il se résoudre à en appeler une fois de plus à « l'intérêt personnel du kolkhozien » ; pour l'inciter à travailler davantage, il fallut lui promettre des revenus accrus. Ces revenus seront payés par les travailleurs des villes, sous forme d'une augmentation de prix de 30 % pour la viande et le beurre.

Entre temps, un scénario parallèle se déroulait à Pékin. Le rapporteur devant la 3° session plénière du 2° Congrès national du Peuple chinois (parlement central) Chou En-lai, est le plus droitier et le moins anti-khrouchtchévien des trois principaux dirigeants du P.C. chinois. Tout en se prononçant de manière rituelle en faveur du « maintien de la ligne générale », ce rapport mit l'accent sur les « difficultés considérables » rencontrées par l'économie chinoise depuis 1959, « à la suite de calamités naturelles sérieuses pendant trois années consécutives ». Dans ses conclusions, le rapporteur souligna avant tout la nécessité d'augmenter la production agricole, d'améliorer l'approvisionnement du peuple en marchandises de première nécessité, et la nécessité d'un « retranchement » dans le domaine des investissements. La presse du P.C. chinois résuma ces conclusions dans le terme d' « ajustement ». Ce fut un recul évident par rapport à la ligne défendue par Mao Tse-toung.

Dans les deux camps, on peut considérer les replis qui se sont produits comme temporaires et purement tactiques. Khrouchtchev maintient son orientation fondamentale; ses tentatives de se rapprocher de la Yougoslavie en apportent un témoignage éloquent. Mao n'a pas désarmé dans son attitude plus dure à l'égard de l'impérialisme, dans son appel à une aide plus énergique à la révolution coloniale. Pendant la phase finale de la crise du Laos, le conflit entre ces deux orientations s'est une fois de plus manifesté dans les faits. En imposant leur ligne conciliatrice, les dirigeants de la bureaucratie soviétique ont arrêté momentanément l'essor d'un mouvement révolutionnaire plein de promesses. Mais ces replis tactiques des deux côtés ont permis la conclusion d'un « cessez-le-feu public » entre Moscou et Pékin, et de nombreux militants dans les deux camps exercent et exerceront une pression pour que ce cessez-le-feu soit respecté.

Toute cette évolution n'entraîne aucun changement dans notre jugement sur l'ensemble de ce conflit. Dans tous les pays capitalistes, et avant tout dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, les tendances « chinoises » dans les P.C. sont plus que jamais des tendances de gauche, et c'est en leur sein que se différencieront le plus rapidement des tendances allant vers le marxisme révolutionnaire. Mais dans les Etats ouvriers, la « ligne chinoise » est condamnée à un échec total et ne mérite aucun appui aussi longtemps qu'elle cherche à s'y allier aux débris des courants les plus discrédités de la bureaucratie, ceux qui continuent à s'opposer à la déstalinisation.

Si, à l'échelle mondiale, la « ligne chinoise » n'est pas avancée avec plus de résolution, c'est dû avant tout aux terribles difficultés économiques que la République populaire de Chine rencontre à l'étape actuelle. Devant ces difficultés, la bureaucratie soviétique continue à n'accorder qu'une aide au compte-gouttes, et à monnayer cette aide absolument insuffisante par un chantage politique scandaleux. C'est pourquoi nous devons exiger une révision de fond en comble de toute la politique soviétique dite « d'aide au

tiers monde», avec une priorité absolue pour l'aide à l'héroïque peuple chinois. C'est un moyen important de consolider dans les faits l'alliance sino-soviétique et d'empêcher toutes les manœuvres impérialistes.

En même temps, il est plus clair que jamais que ni la bureaucratie soviétique, ni la direction du P.C. chinois ne sont capables de tirer toutes les conclusions du contenu partiellement progressiste qu'avait acquis leur « ligne » dans plusieurs domaines. Une liquidation totale de l'héritage des crimes de Staline, une amélioration suffisante du niveau de vie des masses soviétiques, c'est la révolution politique et non Khrouchtchev qui l'apportera. Et le triomphe universel de la révolution coloniale exige qu'on n'arrête pas la révision de la politique stalinienne au niveau de l'aide à cette révolution, mais qu'on applique partout la ligne de la révolution permanente, la ligne de la lutte pour la direction de la révolution par un parti révolutionnaire prolétarien, qui poursuit sans interruption la révolution, de la conquête de l'indépendance nationale à la transformation socialiste de l'économie, par l'établissement de la dictature du prolétariat et des paysans pauvres. Ce n'est pas la ligne de Mao, mais celle de la IVe Internationale.

1er juillet 1962.

Salut aux antifascistes d'Espagne et du Portugal

Le Secrétariat International de la IVe Internationale salue l'héroïque et grandiose combat engagé par les travailleurs, les étudiants, les intellectuels et les antifascistes d'Espagne et du Portugal contre les dictatures sanglantes de Franco et de Salazar.

Pour la première fois depuis la prise du pouvoir par Franco en Espagne, une lutte d'ensemble s'engage dans toute la péninsule ibérique contre le fascisme.

Cette lutte vient épauler et se conjuguer avec celle des travailleurs contre l'impé-

Tout doit être mis en œuvre par les travailleurs d'Europe et du monde et leurs organisations politiques et syndicales, pour que le fascisme espagnol et portugais soit écrasé, pour que les héroïques combattants espagnols et portugais et leurs frères opprimés d'Afrique triomphent de leurs bourreaux.

Le mouvement ouvrier et révolutionnaire international doit soutenir de toutes ses forces la Révolution ibérique qui commence.

La chute de Franco et de Salazar, la libération des peuples d'Angola et de Mozambique, constitueront une étape importante de la marche de la révolution dans le monde:

- elles ébranleront dans toute l'Europe les régimes réactionnaires et la relative

stabilité de la bourgeoisie atlantique;

- elles renforceront en France la lutte contre le gaullisme et la menace fasciste ; - elles intensifieront le réveil de la lutte en Grèce contre la dictature réactionnaire ;

- elles porteront un dur coup à l'impérialisme dans ses préparatifs de guerre antisoviétique :

- elles porteront à un degré encore plus intense la révolution anti-impérialiste et socialiste en Afrique et en Amérique latine et dans le monde entier ;

- elles seront un pas décisif vers l'instauration dans toute la péninsule ibérique d'un régime socialiste au service des travailleurs.

La IV Internationale exprime sa solidarité inconditionnelle aux travailleurs espagnols et portugais, comme elle l'a déjà exprimée aux combattants d'Angola et de Mozambique. Elle appelle toutes les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier en Europe et dans le monde à manifester leur solidarité agissante avec la lutte gigantesque engagée contre le fascisme dans la péninsule ibérique.

10 mai 1962.

L'impérialisme portugais, le maillon le plus faible

Cela fait un an et demi que la lutte du peuple angolais contre l'impérialisme portugais s'est transformée en une révolte armée dont la féroce répression menace de faire de cette colonie d'Afrique Occidentale une nouvelle Algérie. Quelques jours avant, la saisie spectaculaire du «Santa-Maria» brisa une fois pour toute le rideau de silence qui pendant des décennies avait entouré la dictature de Salazar. Depuis lors dans la presse internationale on s'est beaucoup intéressé aux problèmes du Portugal et de ses colonies.

Mario VIEIRA

Le soulèvement de Béja du 1er janvier 1962, la grève des étudiants qui est maintenant entrée dans son troisième mois, des grèves et des démonstrations sporadiques à travers le Portugal, pendant qu'en même temps se produit une lutte économique et politique croissante en Espagne, ont démontré que la répression fasciste ne peut plus étouffer victorieusement la lutte de classe au Portugal.

Les apologistes de Salazar à l'étranger se sont faits de plus en discrets, et en Angleterre, soutien principal du fascisme portugais, on a invoqué la nécessité pour l'O.N.U. d'intervenir dans les colonies portugaises.(1) Aux Nations-Unies, l'Espagne et l'Afrique du sud furent les seuls Etats à voter contre une résolution de l'Assemblée générale déplorant la politique du gouvernement Salazar en Angola. Toutefois, dans la mesure où le salazarisme rencontre un discrédit grandissant et que certains de ses soutiens impérialistes se préparent à se débarrasser de leur ancien favori, une tentative concertée est faite à la fois pour trouver un remplacant convenable au Portugal et pour dissocier le mouvement de libération angolais en le présentant comme une lutte fratricide entre groupes de nationalistes rivaux, ou bien comme une dangereuse campagne d'inspiration russe pénétrant au cœur du Sud de l'Afrique.

Derrière les rumeurs, les manœuvres politiques, les fausses nouvelles et les confuses spéculations, c'est tout un complexe de forces qui est en jeu. Les ennemis de la Révolution angolaise - et aussi de la Révolution portugaise - sont nombreux, et leurs intérêts ne coincident pas toujours. Il y a la bureaucratie fasciste de Salazar et les monopoles portugais qu'elle sert ; la dictature de Franco en Espagne directement menacée par tout affaiblissement du régime Salazar ; les intérêts économiques britanniques à l'intérieur même du Portugal et qui sont profondément liés, à une bien plus vaste échelle, à l'impérialisme portugais; les besoins de la Rhodésie et de l'Afrique du sud d'un apport permanent de maind'œuvre forcée pour les mines et de débouchés vers les mers pour leurs produits, mais

aussi pour arrêter la révolution coloniale avant qu'elle ne les atteigne et entraîne les opprimés de tout le sud de l'Afrique à prendre les armes.

Et par dessus tout, se dresse l'ombre des exigences stratégiques, politiques et économiques de l'impérialisme américain, qui a de plus vastes intérêts en jeu qu'aucun de ses partenaires ou rivaux et d'une plus grande portée et qui sait que chaque jour de guerre en Angola intensifie le danger de révolution au Portugal et dans le sud de

Les répercussions de la révolution en Afrique ont déjà été examinées dans cette revue (2), mais on ne peut aussi ignorer l'effet de ses répercussions au Portugal. Le plus immédiat de ses effets est la Révolution ibérique, sans laquelle aucun renversement du fascisme au Portugal ne pourra être définitif. Toute tentative, toute démarche empirique vers ce renversement impulse le mouvement en Espagne et menace à sa base la dictature de Franco, propulsant ainsi objectivement la révolution sur une échelle péninsulaire indépendamment des buts objectifs de quelques-uns des participants pour la maintenir dans les limites des frontières nationales.

L'importance d'une Révolution ibérique en progrès pour l'ensemble de la position mondiale de l'impérialisme ne peut être sous-estimée et ses effets seraient profonds et lointains non seulement sur la structure du capitalisme européen mais aussi sur toute la classe ouvrière européenne à la fois à l'est et à l'ouest, pour ne pas mentionner les masses en effervescence d'Amérique latine.

Le Portugal a été pendant si longtemps un royaume de silence ; tout son domaine de souveraineté était si sûr pour l'impérialisme : la lutte de classe a été si coupée du mouvement ouvrier international pendant plus de trente ans que l'on sait très peu sur les caractéristiques de cette société maintenant à la veille de s'effondrer. Cependant de nombreux facteurs rendent la situation au Portugal et dans ses colonies d'un considérable intérêt pour les marxistes, en plus des considérations supérieures de solidarité internationale.

En premier lieu, la faillite du salazarisme et de la classe dirigeante portugaise fait de la zone portugaise du monde « le plus faible maillon de la chaine impérialiste » en ce

⁽¹⁾ Voir The New Africa (Londres 1962) publié par le groupe Bow de députés conservateurs.

⁽²⁾ Cf. M. Pablo, « La Révolution angolaise entre dans sa deuxième année » (Quatrième Internationale, No 15, avril 1962).

moment de l'histoire. De plus, l'empire portugais fournit un modèle classique de l'identité des intérêts et de la nécessité d'une unité de lutte des peuples coloniaux et des ouvriers et paysans de la métropole. Troisièmement il démontre d'une facon spécifique très claire l'énergie et l'élan de la révolution coloniale ainsi que sa supériorité idéologique relative sur le stade actuel de la révolution dans la métropole. Quatrièmement, la polarisation aiguë des forces - la dictature fasciste du capital monopoleur d'une part, les masses opprimées combattives d'autre part - n'est pas dissimulée par les pièges du progrès technique, ni par la social-démocratie ni par le Welfare state, ni par un mouvement ouvrier bureaucratisé ni par l'existence d'une « bourgeoisie nationale » dans les territoires coloniaux. Cinquièmement l'isolement relatif de cette région par rapport au reste du monde signifie aussi que dans une certaine mesure l'influence du stalinisme est atténuée sinon sur les dirigeants du moins sur les militants du PC portugais. Enfin, la Révolution portugaise, provoquée directement et inspirée de la Révolution ibérique, et partageant simultanément tant de caractéristiques d'une révolution dans une métropole et dans un pays semi-colonial sous-développé - le Portugal étant les deux à la fois - peut de plus d'une manière fournir autrement que par sa proximité géographique de l'Afrique, le pont si longtemps cherché entre la révolution coloniale et la classe ouvrière d'Europe occidentale

NATURE DE L'IMPERIALISME PORTUGAIS

Le Portugal, petit pays de 9 millions d'habitants, est en termes de productivité, le plus pauvre pays d'Europe malgré son empire colonial. Les méthodes arriérées de l'agriculture associées au déséquilibre de la répartition des terres d'une part, et au bas niveau de l'industrialisation d'autre part, expliquent que le produit national par tête d'habitant est de 250 dollars, soit le quart de celui de la France. (3).

De plus, ce maigre produit national est partagé d'une telle façon que le taux d'exploitation capitaliste est anormalement élevé. Dans la plupart des pays occidentaux. les salaires comptent pour 60-70 pour cent et les profits. l'intérêt et la rente pour 30-40 pour cent du produit national, Au Portugal la proportion est inversée : les salaires comptent pour 39 % et les profits pour 61 % du produit national (4), Cette situation est maintenue par le total étranglement des organisations ouvrières, l'interdiction des grèves, le passage au crible par la police secrète des ouvriers travaillant dans les industries - clés, l'emprisonnement arbitraire, etc.. - en d'autres termes, l'existence de l'appareil d'Etat fasciste. Tandis que l'écrasante majorité du peuple vit à des niveaux de famine, et que les chiffres de maladie, de la mortalité infantile et du manque d'instruction sont parmi les plus élevés d'Europe, un petit groupe de riches capitalistes et de propriétaires terriens vivent dans un luxe fastueux tel qu'on en voit rarement en dehors de la péninsule ibérique. Les statistiques suivantes en fournissent l'illustration : Consommation d'énergie par habitant.. 20

(movenne de l'O.E.C.E. - 100) Nombre de voitures par 1,000 habitants.. 14 Nombre d'appareils de radio par 1.000 habitants 84 Taux d'analphabétisme de la popula-

tion de 7 ans et plus (en 1950) .. 40,4 % [Portugal, Economic Conditions in Member and Associated Countries of the O.E.E.C. (Paris, June 1961)

(3) Portugal, Les conditions économiques dans les pays membres et associés de l'O.E.C.E. (Paris, juin 1961).

(4) Francisco Pereira de Moura, Luis Maria Teixeira Pinto Manuel Jacinto Nunes, « Estrutura da Economia Portuguesa » Revista (Lisbon: Instituto Nacional de Estatica, Centro de Estudos Economicos), nº 14 p. 116,

		Calories					
	sucre	viande	œufs	poisson	graisse	lait protéines	par tête et par jour
Grande-Bretagne 1959-60*	50	71	15	10	7	7	3.290
France 1959-60*	32	74	11	5	6	7	2.940
Allemagne occident. 1959-60*	27	54	13	7	6	7	2.890
Italie 1960-61*	21	27	8	5	4	4	2.710 (1950-60*)
Portugal 1960	18	19	4	19	1	1	2.420

Year Book of Labour Statistics, 1961 (Geneva, International Labour Office, 1961)

Chiffres provisoires.

TAUX DE MORTALITE INFANTILE, 1959

Nombre de morts d'enfants en-dessous d'un an pour mille naissances (vivantes)

Grande-Br	eta	agne					 	23.1
France						 	 	29,5
Belgique						 	 	29.9*
Allemagne	0	ccid	lent	ale		 	 	34.3
Italie						 	 	44,9*
Espagne .						 	 	47,1*
Portugal .				100	1	 	 	88.6
								- CONTROL OF THE PARTY OF THE P

^{*} Provisoires.

[Demographic Yearbook, 1960 (New-York : Statistical Office of the United Nations, Department of Economic and Social Affairs, 1960).1

TAUX DE MORTALITE PAR LA TUBERCULOSE

Nombre de morts par la tuberculose pour 100.000 personnes

Grande-Bretagne	(19	59)			2.2		8,5
Allemagne (1958)							17,1
Belgique (1958)					272		18,8
Italie (1958)							19,8
France (1959)						***	23,2
Espagne (1957)							32,3
Portugal (1959)					• . •		51,2
[Demographic '	Year	bool	k. 1	960.	1		

Sur une population active d'un peu moins de 3,5 millions, un peu plus d'un quart est constitué par des ouvriers industriels. Plus de la moitié est employée dans l'agriculture et le reste dans les services. La plupart des ouvriers industriels sont employés à la fabrication de biens de consommation et au traitements de produits agricoles. Le textile et le vêtement seuls comptent pour un tiers des ouvriers industriels, et seulement un nombre relativement faible est employé dans les mines, la métallurgie et les industries chimiques de base. Le salaire quotidien. moyen est aujound'hui de 32 escudos (5,20 NF), mais le chômage élevé réduit le nombre de jours ouvrables et le revenu moyen des ouvriers industriels est inférieur à 1.620 NF par an (5). Mais les prix des aliments à l'exception du poisson, des fruits et de quelques légumes, sont semblables à ceux de la Grande-Bretagne où le salaire est huit fois plus grand.

La répartition des terres au Portugal présente un vif contraste entre le nord et le sud du pays. Dans le nord, prédomine le petit propriétaire paysan, dans le Minho par exemple il y a plus de 20.000 parcelles séparées, trop petites pour être inscrites au rôle des impôts, tant leur revenu serait bas. Mais dans la grande province productrice de blé d'Alentejo, les plus petites propriétés ont environ chacune 450 ha. les quatre plus grands propriétaires fonciers du pays (Posser de Andrade, Santos Jorge, le duc de Cadaval et le duc de Palmela) ont entre eux 95.000 ha. Une surface égale est possédée par

50.400 petits paysans (6).

Dans l'Alentejo, consacré au blé, au liège, aux porcs et au bétail, la règle est la monoculture, et la plupart des paysans sont des ouvriers agricoles sans terre. En fait, dans tout ee Portugal où plus de 1,5 millions de personnes de la population active vivent de l'agriculture, seulement 450,000 environ possèdent de la terre. Il y a ainsi plus d'un salaire quotidien moyen est de 15 escudos (2,50 NF) mais ils ne travaillent habituellement que quatre mois par an.

La misère extrème des masses portugaises notamment dans les campagnes, est telle que l'émigration, en dépit des restrictions gouvernementales, est d'environ 37.000 par an, un tiers de l'accroissement naturel. L'émigration illégale porte ce chiffre à 50,000. Mais, même au taux officiel, si cette émigration se poursuit, le Portugal perdrait environ un million d'êtres - dans la force de l'âge - sur une période de 20 ans. (7)

Le commerce extérieur porte environ sur un tiers du produit national, les exportations consistant principalement en produits agricoles et aliments. Les importations viennent surtout de l'Angleterre, de la Belgique et l'Allemagne, et consistent en outillage industriel et produits de consommation de luxe. C'est seulement du fait des revenus étrangers de ses colonies que le Portugal ne souffre pas d'un sérieux déficit de sa balance des paiements.

Un des succès du régime de Salazar a été sa capacité d'équilibrer le budget national et de fournir à une partie de la petite bourgeoisie - la bureaucratie corporative et les secteurs commerciaux — un niveau de vie plus élevé que par le passé. Ce succès est dû directement à l'intensification de l'exploitation coloniale sous Salazar, Avant le régime de Salazar les colonies étaient relativement peu développées et leur richesse provenait de plantations sur une petite échelle et du petit commerce. (8)

Les partisans de Salazar prétendent que l'impérialisme portugais est différent de celui des « nations colonisatrices capitalistes », mais les raisons qu'ils donnent sont manifestement fausses. Il y a une différence mais c'est une différence économique fondamentale. A la différence de la Grande-Bretagne, de la France, de la Belgique et des U.S.A., le Portugal manque de capitaux pour un investissement colonial en raison de sa propre économie arriérée, elle-même pénétrée d'intérêts économiques anglo-américains. Au lieu d'avoir un fort investissement de capitaux portugais, ses colonies, bien que relativement peu développées, offrent un vaste terrain lucratif pour les capitaux anglais et allemands et pour d'autres capitaux étrangers. Sous un régime moins bureaucratique que celui de Salazar, et s'il n'y avait

⁽⁵⁾ Anuario Estatico, 1960 (Lisbonne, Institut national de statistique 1961) et statistiques générales de l'O.E.C.E.

⁽⁶⁾ Selon les archives du Registro Predial (cadastre).

⁽⁷⁾ Tendances démographiques en Europe Occidentale 1951-1971 (Rapport du comité de la main-d'œuvre, O.E.C.E. 1956).

⁽⁸⁾ Par exemple les exportations de l'Angola en 1954 étaient douze fois supérieures à la movenne des années 1926-30. Le budget pour chaque province (Angola et Mozambique) en 1956 était d'environ 70 millions de dollars, tandis que ceux des années 1930, s'élevaient en moyenne entre 6 et 10 millions. (James Duffy, Portuguese Africa, Oxford University Press, Londres 1959).

la menace de révolution coloniale, leur potentiel d'investissements étrangers serait énorme. A présent ces territoires sont relativement sous-développés et les autorités portugaises, en tant que propriétaire souverain. louent des concessions aux compagnies étrangères pour que celles-ci exploitent la terre, les richesses minérales... et l'Africain Ce qui rapporte le plus à l'économie portugaise est la disposition par les autorités de services essentiels aux intérêts étrangers dans d'autres territoires, ainsi que du travail forcé, en échange de profits économiques.

Jusqu'en 1930, très peu de capital portugais fut investi en Angola et en Mozambique. Les ports de Lourenco Marques et de Beira en Afrique Orientale, le chemin de fer de Benguela et Diamang en Afrique occidentale furent développés par du capital étranger. Lorsque la politique coloniale de Salazar fut mise en œuvre en 1930 le point de vue officiel était que les concessions étrangères seraient désormais limitées et que l'on commencerait un développement intensifié des territoires coloniaux sur la base de capitaux portugais. Mais en pratique cela s'avéra impossible et, bien que les investissements portugais se soient accrus, le Portugal est devenu encore plus dépendant des investissements étrangers pour ses profits coloniaux.

Les plus grands intérêts sous forme d'une seule société sont la Diamang (Compagnie des diamants de l'Angola), filiale d'un grand monopole, la Diamond Corporation Ltd, composée de 40 % de capitaux américains, une partie de capitaux anglais et belges, et 11 % de capitaux fournis par le gouvernement portugais. Le capital de la Diamang est de 4 millions de livres sterling, mais elle extrait pour près de 4,3 millions de gemmes par an, et la moitié de diamants industriels. La Diamang est un des exemples les plus remarquables de monopole moderne tout puissant opérant dans une seule colonie. Il jouit d'exemption de taxes, ne paie pas de taxes douanières pour l'importation d'outillage minier ni pour l'exportation de diamants (envoyés exclusivement à Londres), et il a le droit exclusif de recruter du travail forcé dans le district de Lunda où sont les

En 1958, Diamang a fait un profit net de 2.193.179 livres sterling, dont les administrateurs portugais eurent leur part. Le président du conseil des directeurs reçut en traitement et profit 26.313 livres ; cinq directeurs ayant des fonctions spéciales recurent chacun 10.450 livres, et les dix « directeurs endormis » chacun 1.594 livres (9). Diamang emploie 510 personnes blanches, pratiquement toutes portugaises, 118 Africains «assimilés» et 23.549 travailleurs « indigènes » dont 8.086 étaient des travailleurs forcés (10). On a estimé que, depuis la formation de Diamang, le gouvernement angolais a reçu plus de 12 millions de livres en dividendes, parts de profits, primes, emprunts et crédits, de celle-ci.

Diamang avait été créée avant le régime de Salazar, mais depuis lors les investissements étrangers se sont accrus en Angola malgré la politique officielle proclamée. La lecture d'une liste d'entreprises étrangères ayant fait des investissements en Angola est pratiquement semblable à celle pour le Congo ou la Rho-

désie. On y retrouve les mêmes noms. La dernière addition est celle d'Alfred Krupp qui est entré dans un consortium avec une firme danoise, Hoejgaard et Schultz, et une firme portugaise. Les investissements totaux s'éleveront à 20 millions de livres, et les trois firmes opèreront par contrat avec deux entreprises angolaises qui ont des concessions du gouvernement portugais pour exploiter tous les minéraux dans certaines régions de l'Angola et des sous-produits minéraux à l'exception du diamant et du pétrole. Ces minéraux comportent du fer, du manganèse, du tungstène, de l'or, du thorium, du colombium, Krupp et son consortium fourniront l'outillage néecessaire au fonctionnement des mines de Cassinga, des dispositifs pour traiter et expédier le minérai, la construction de chemins de fer et l'installation de matériel roulant. Il améliorera le chemin de fer de Mocamedes pour assurer un trafic accru de minéraux et construira un port nouveau à Moçamedes en plus de celui qui existe. (11)

Les importations totales en Angola en 1959 sont évaluées à un peu plus de 47 millions de livres, dont 80 % sont des biens de consommation, le reste étant des movens de production. Le Portugal était le plus grand fournisseur, plus de 46 % du total, mais les moyens de production venaient principalement de l'Allemagne occidentale, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Belgique, le Luxembourg et la France. Les importations sont consommées principalement par la population européenne, seuls les tissus, le vin et de simples outils agricoles étant consommés par la population indigène.

Dans la même année, le total des exportations s'élevait à 45 millions de livres, dont 40 % consistaient en café et 16 % en diamants. Ces produits, plus le sisal, le maïs, la farine de poisson et le coton formaient 70 % des exportations angolaises. Le principal marché était les Etats-Unis, pour un quart, tandis que le Portugal n'en absorbait que 18 %. C'est ainsi que le Portugal assure sa balance commerciale, notamment comment elle gagne des dollars qui vont directement à la métropole et non aux territoires qui les ont produits.

Mais c'est dans les entrées invisibles par la fourniture de services à des intérêts étrangers plus que dans la production de marchandises exportables que la dépendance du Portugal est dramatique. Bien que la situation soit semblable en Angola, où les ports de Lobito et Luanda sont les débouchés essentiels de l'Afrique centrale, c'est en Mozambique que la situation est plus frappante. Le commerce des marchandises y est à plus petite échelle en raison du niveau moins élevé de l'industrie, des mines et des plantations. Beira, sur la cote mozambique, fournit un débouché sur la mer pour les mines de la Rhodésie du nord et

les produits agricoles du Nyassaland, Lourenço Marques, près de la frontière de l'Afrique du sud, fournit un débouché pour les mines du Rand. Ensemble ces deux ports ont une population d'environ 200.000 personnes (dont un tiers est européen), mais ils ont aussi ensemble plus de trafic que Lisbonne, la capitale de l'empire, qui a plus d'un million d'habitants. En 1955, par exemple, ils ont eu plus de 7 millions de tonnes de trafic, tandis que Lisbonne n'en avait que 5, et depuis lors le chiffre de la Mozambique a beaucoup augmenté. Les entrées assurées aux autorités portugaises qui dirigent ces installations portuaires et le chemin de fer donnent à la colonie une balance des paiements favorable. Depuis 1956 où le transit par ces deux ports a été d'environ 8 millions de tonnes et où les Portugais ont reçu plus de 10 millions de livres, l'expansion des moyens portuaires ainsi que l'expansion économique dans les Rhodésies et le Transvaal ont porté les chiffres payés en 1959 à 26 millions.

Si ces ports avant une si faible population peuvent manœuvrer tant de marchandises, c'est en raison de la main-d'œuvre qui y est employée. Ces deux ports travaillent 20 heures par jour, parfois 24. Les ouvriers des docks sont des travailleurs « avec contrat ». dirigés sur les docks, forcés de travailler de nombreuses heures à un rythme élevé, pour des salaires purement nominaux, et qui reçoivent une alimentation rudimentaire et des vêtements, et qui sont obligés de vivre dans des baraques, loin de leurs familles qui sont restées à la campagne.

Cet arrangement est mutuellement profitable aux monopoles étrangers de l'Afrique du Sud, de Rhodésie et du Nyassaland, ainsi qu'aux colonialistes portugais Les monopoles étrangers sont prêts à payer un tribut annuel aux Portugais sur le minerai et le tabac de Rhodésie, et la production du Nyassaland, qui passent par Beira et sur les 50 % garantis du trafic du Rand qui passe par Lourenço Marques, parce qu'en échange la main-d'œuvre est garantie à l'Afrique centrale et au Transvaal (12).

De ce qui précède, il est à peine surprenant qu'on estime que le Portugal dépend de ses colonies pour un tiers de son revenu national,

(12) Ces dispositions sont inscrites dans les Conventions de 1926 avec l'Union de l'Afrique du sud, et de 1934 avec la Rhodésie du sud, selon lesquelles le gouvernement portugais est tenu de fournir un quota annuel d'environ 160.000 personnes.

CONSEQUENCES POLITIOUES

Les profits réalisés par les entreprises étrangères dans les colonies portugaises retournent pour la plupart dans les pays intéressés, mais une assez grande proportion est versée au Portugal en échange du droit d'exploiter son territoire. Ainsi, bien qu'il existe aussi une exploitation directe par un certain nombre de monopoles portugais tels que le C.U.F (13), la bourgeoisie portugaise se trouve en grande partie dans la situation d'un intermédiaire, une sorte de propriétaire foncier, et le revenu que le Portugal retire de ses colonies provient directement de la souveraineté plutôt que de son investissement. De ce fait, l'indépendance politique de ces territoires éliminerait automatiquement le rôle intermédiaire de la bourgeoisie portugaise. Les entreprises étrangères aussi bien que les gouvernements nationaux indépendants, quelle que soit leur couleur politique, n'auraient absolument aucun intérêt à continuer à assurer un revenu pour le propriétaire foncier, Jusqu'ici, le seul avantage qu'ait donné la souveraineté portugaise aux investisseurs étrangers a été «l'ordre et la paix », c'est-à-dire « aucun ennui avec les indigènes ». Il y a eu quantité de désavantages: une administration corrompue et inefficace; des transports et autres facilités insuffisants; une excessive centralisation du gouvernement par Lisbonne. Maintenant, le seul avantage a disparu en Angola et il est en train de disparaître rapidement dans les autres colonies.

A la différence des autres nations capitalistes plus riches, le Portugal ne peut rien faire pour arranger les choses. La nature économique de son impérialisme ne peut fournir la base nécessaire pour adopter une solution de type « commonwealth ». Elle n'a de ressources ni pour l'investissement ni pour l'endoctrinement d'une élite africaine docile. Ainsi la bourgeoisie portugaise ne peut envisager pour ses colonies une indépendance de type « commonwealth » - n'importe quel genre d'indépendance éliminerait immédiatement le rôle non économique et parasitaire de la bourgeoisie portugaise. A l'intérieur même du Portugal, cette classe n'a rien à offrir comme « os à ronger », mais elle ne veut pas abandonner ses privilèges.

Tout ceci a un certain nombre de conséquences politiques directes :

- Premièrement, la détermination aveugle. frénétique, désespérée du gouvernement de Salazar de réprimer à tout prix le mouvement de libération nationale. N'ayant aucune ressource pour faire des concessions, il s'engagerait dans le génocide, l'extermination de la moitié de la population africaine, plutôt que de céder un pouce. La récente législation abolissant le système «assimilado» et accordant aux Africains le statut de citoyens

⁽⁹⁾ Cunha Leal, Coisas do Tempo Presente (Lisbonne 1957).

⁽¹⁰⁾ A voz de Angola (Luanda) Nº 196, juillet 1958.

⁽¹¹⁾ The Star, Johannesbourg (5 mai 1962). Chez Krupp, ajoute ce journal on décrit l'Angola comme « le plus grand trésor africain en dehors du Congo ».

⁽¹³⁾ Le C.U.F. est le plus grand monopole portugais. Il tient à la gorge l'économie métropolitaine, dont il est le principal fabricant d'engrais, de sulfate de cuivre et d'autres produits chimiques. Il produit aussi des huiles végétales, du savon, des textiles de jute, des filés, des tapis, des tuyaux, de la fonte de fer et d'acier, et il est intéressé dans la construction navale et le raffinage de l'or et de l'argent. Il possède une compagnie maritime, une banque et des mines de cuivre en Angola, ainsi que l'une des plus grandes compagnies d'assurance. En 1957, il avait un fonds de roulement de 51 millions de livres et quand son fondateur. Alfredo da Silva, mourut, il laissa ce que l'on estimait être la sixième fortune dans le

de même que certaines réformes dans l'administration, sont de simples mesures sur

- Deuxièmement, les attaques hystériques et apparemment incompréhensibles du gouvernement Salazar contre l'Amérique, son alliée de l'O.T.A.N. et son fournisseur en équipement et en armes, Les U.S.A. ont laissé critiquer la guerre de Salazar en Angola, précisément parce que, dans cette région, l'impérialisme portugais et l'impérialisme américain ont des intérêts diamétralement

- Troisièmement, que l'opposition petite bourgeoise à Salazar, qu'elle soit représentée par les libéraux ou par le capitaine Galvao, ne puisse consentir à une lutte sincère contre la politique coloniale de Salazar. En effet, bien que le programme libéral, publié l'an dernier, rende un hommage peu sincère à l'amélioration des conditions dans les colonies, il demande aussi une intégration toujours plus étroite de leur économie à celle du Portugal, anticipant ainsi de plusieurs mois le « marché commun » de Salazar. Cela signifie que l'opposition libérale - la plus bruyante et celle à laquelle s'intéresse le plus la presse étrangère - est en fait plus près de Salazar que des mouvements de libération coloniaux ou de tout véritable mouvement révolutionnaire des masses portugaises. Les nombreux petits liens qui unissent de larges couches de la classe movenne portugaise au colonialisme lui font maintenant craindre davantage l'indépendance coloniale que le maintien du régime Salazar.

- Enfin, cette nature spéciale de l'impérialisme portugais, incapable d'accorder des concessions et comptant sur le fusil et le knout pour imposer la discipline, a fait naître dans ses colonies africaines un mouvement de libération d'un genre particulièrement intransigeant. Ce mouvement de libération trouve sa plus haute expression en Angola, où l'intransigeance s'accompagne d'une perspicacité politique d'un ordre élevé, et au cours de ces dernières années est apparue une organisation de libération dont la maturité de la direction se reflète dans un programme socialiste révolutionnaire s'opposant à toute sorte de colonialisme et de néocolonialisme sur un territoire plus vaste que la moitié de l'Europe.

C'est la menace que représente ce mouvement pour l'impérialisme dans le sud et le centre de l'Afrique - pour les intérêts miniers du Katanga, de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud — à la fois directement et comme exemple, qui explique le soutien constant de la Grande-Bretagne à Salazar comme le principal rempart contre la révolution dans le sud de l'Afrique, Les Etats-Unis voient les choses différemment. Ses énormes capitaux et ressources techniques donnent à Washington des perspectives différentes : celles d'un néo-colonialisme réalisé à travers un Tschombé angolais, qui pourrait lui permettre de porter un coup simultanément aux intérêts britanniques et à ceux de Salazar. Le principal obstacle à ce but de l'impérialisme américain est le niveau politique et l'unité du mouvement de libération angolais, dont la défense devient maintenant un devoir primordial pour les socialistes révolutionnaires dans le monde entier,

(à suivre)

ERRATA

Dans la critique du livre de Fanon « Les damnés de la terre » parue dans notre précédent numéro s'est introduite une erreur de pagination. Îl y a lieu de rectifier comme suit :

- page 61, après les deux premiers paragraphes du sous-titre « Quelle solution? » (Quelle est donc la solution... jusqu'à : les ordres du gouvernement), il faut INSERER les paragraphes de la page 62, allant de : « Fanon est pour le « choix d'un régime socialiste... » jusqu'à « et cherche sa propre solution « originale ».

TJOKRO

L'Irian occidental et l'Indonésie

Après la capitulation du vieil impérialisme japonais en 1945, l'impérialisme hollandais essaya d'écraser la révolution indonésienne, entre autre par des moyens militaires. La bourgeoisie put se rendre compte qu'il y avait des forces, dans la révolution nationaliste, qui constituaient une menace pour toute forme d'exploitation en Indonésie. La bourgeoisie indonésienne était et est encore extrèmement faible, n'ayant pas eu beaucoup de chance de se développer.

La Hollande était un très petit pays, une petite puissance impérialiste, et tout récemment encore un pays capitaliste essentiellement commerçant sans grand secteur industriel. Les intérêts capitalistes coloniaux centrèrent leurs efforts sur l'extraction des minerais (pétrole, étain, etc.) et sur de grandes plantations (caoutchouc, sucre, café, thé, tabac, quinquina, etc.). Ces produits n'étaient pas traités en Indonésie, mais envoyés directement sur le marché mondial. Ainsi de larges et faciles profits furent réalisés, en particulier grâce à une main-d'œuvre nombreuse et bon marché.

Au début de ce siècle, certains secteurs du capital industriel hollandais (industrie textile de Twente, entreprises commerciales d'Overijseland) tentèrent de changer un peu l'orientation économique impérialiste. Ils voulaient exploiter le grand marché indonésien. Pour cela, il fallait un certain renforcement limité du pouvoir d'achat des masses qui était excessive-ment bas, et la création d'une petite bourgeoisie moderne. L'expression politique de cette tendance capitaliste « éclairée » était la « politique morale » (une certaine politique timide pour l'éducation et le « bien-être »).

Toutes ces tentatives échouèrent. Le capital financier international et celui des plantations renforça son exploitation de la terre, des ressources, et de la maind'œuvre indonésiennes, sans stimuler un développement industriel et capitaliste à l'intérieur de l'Indonésie.

De plus, en Indonésie, il existait une importante minorité coloniale réactionnaire d'Européens et d'Indo-Européens d'environ 250.000 personnes dans les années 30, dont une grande partie était des résidents permanents. Le groupe indo-européen, qui était une petite bourgeoisie coloniale privilégiée, pour la plupart travaillant dans les services gouvernementaux, se sentit de plus en plus menacé par le développement d'une classe moderne intellectuelle et semi-intellectuelle indonésienne et chinoise. Cette minorité joua plus ou moins le même rôle que les colons blancs en Afrique. Rapatriés (il en reste environ 20.000 en Indonésie) ils représentent une tendance réactionnaire, et même, dans une certaine mesure, une éventuelle pépinière pour le fascisme.

La pression exercée par certains cercles capitalistes autour de P. Rijkens, direc-teur de l'Unilever, avec de gros intérêts dans le monde colonial et semi-colonial en vue d'une politique coloniale plus intelligente, apparut très tard et ne fut pas suffisamment forte pour faire une brèche dans la politique traditionnelle.

Seule la force de la révolution indonésienne après 1945 put contraindre la bourgeoisie hollandaise à essayer une politique nouvelle en remplacement de la vieille politique de suppression du mouvement nationaliste, à savoir, la politique fédéraliste de diviser pour régner lancée par le général H. J. Van Hook à la conférence de Malino (16-24 juillet 1946).

Le but était d'encercler, d'isoler, d'affaiblir et si possible de disloquer la République indonésienne dont le centre était en Moyenne-Java (Djakarta), par la création d'une série d'Etats fédéraux: Indonésie de l'Est, Sumatra de l'Est, Pasun-dan, Java Est, Madura, Sumatra Sud, etc. C'est grâce à des féodaux, des bourgeois de droite et des éléments compradores, et en stimulant les sentiments provinciaux et chauvins anti-javanais, que le gouver-nement colonial hollandais réussit à construire cette façade. Cependant, ces groupes étaient trop faibles et trop discrédi-tés pour être d'un grand secours. Au bout d'un an d'indépendance, l'impérialisme fut vaincu et ne put rien faire d'efficace con-tre la rapide liquidation de la structure fédérale coloniale. Sous la pression de l'aile droite de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, on ne réussit qu'à sé-parer la Nouvelle-Guinée de l'Indonésie en 1949 : manœuvre visant à porter un coup à la révolution indonésienne, à l'unité indonésienne, puisque la révolution ne pouvait être écrasée de facon directe.

Qu'est-ce que la Nouvelle-Guinée ou
Irian et quel rôle joue-t-elle ?

C'est une grande île de 164.000 miles car-

rés, avec une population d'environ 800.000 Papous, dont la moitié sont encore plus ou moins à l'âge de pierre, vivant de facon précaire avec une alimentation très inégale de sagou, et quelquefois un peu de poisson et de porc. Ils narlent beaucoup de langues locales, utilisant le Malais (langue nationale de l'Indonésie) comme langue intermédiaire, dans la mesure où ils doivent entrer en contact avec le monde extérieur à leurs villages et à leurs clans, et naturellement dans les villes. Le climat et le terrain sont extrêmement défavorables: ce sont de grands marécages inhabitables surtout dans le sud et une grande chaîne de montagnes d'Est en Ouest. Il n'y a pratiquement aucune route ou d'autres voies de communication sauf la voie aérienne.

A Sorong la NNPGM (des capitaux hollandais, anglais et américains) a exploité les réserves de pétrole jusqu'en 1960. On a découvert dans l'île de Waigeo de grandes réserves de nickel et de cobalt, qui ne sont pas encore exploitées. Les seuls produits d'exportation sont maintenant : le copra, le copal, la noix de muscade et les peaux de crocodile.

La manœuvre pour séparer la Nouvelle-Guinée de l'Indonésie n'était pas une simple fantaisie. Après l'échec de la répression directe et de la politique de division pour régner, l'impérialisme hollandais avait besoin d'un policier pour veiller, de manière directe ou indirecte, sur ses 4.000.000.000 de florins investis. La présence hollandaise dans une partie de l'Indonésie était et est une menace constante pour l'unité indonésienne, un stimulant permanent pour les tendances contre-révolutionnaires fédéralistes, les féodaux et l'aile droite de la bourgeoisie, et pour les tendances religieuses obscurantistes. Ceci s'applique tout d'abord à l'Indonésie de l'Est. Des groupes d'Amboi-nais, pour la plupart d'anciens soldats professionnels de l'armée coloniale hollandaise, il y a des années, proclamèrent la République Maluku Selatan (Moluques du sud) « indépendante », avec la bénédiction de l'impérialisme hollandais. La population chrétienne amboinaise de cette région était une base traditionnelle de recrutement de mercenaires coloniaux. Après l'effondrement de la structure fédérale, des bandes amboinaises continuèrent à lutter contre la République d'Indonésie, contre la révolution indonésienne (on rapporte encore qu'il y a quelques luttes dans l'île de Ceram).

Plusieurs milliers d'Amboinais cherchèrent asile en Hollande. L'aile anti-indonésienne la plus fanatique est utilisée par l'organisation coloniale hollandaise extrêmement réactionnaire « door de eeuven trouw » (fidèle à travers les siècles) pour répandre la cause de l'Amboine, de la République inexistante des « Moluques du Sud », et la défense des positions impérialistes en Nouvelle-Guinée.

On ne peut prouver l'existence de relations directes entre la Nouvelle-Guinée, « Maluku Selatan » et les autres centres contre-révolutionnaires du centre de Sumatra et des Célèbes du Sud; mais si le « gouvernement révolutionnaire » de Bukit Tinggi avait réussi, avec ses soutiens américain, anglais, philippin, formosan, etc., l'impérialisme aurait eu un excellent tremplin en Nouvelle-Guinée.

En fait, la Nouvelle-Guinée a encore cette fonction de tête de pont contre la révolution du Sud-Est asiatique. A partir de 1954, l'impérialisme australien s'intéressa de plus en plus à la Nouvelle-Guinée. Son représentant à l'O.N.U., le 10 décembre 1954, dit que l'on ne pouvait séparer la défense de l'Australie de celle de « la Nouvelle-Guinée de l'Ouest ». Après quoi, la coopération néerlando-australien-

ne se renforça. L'accord néerlando-australien du 6-11-57 à propos de la Nouvelle-Guinée est significatif, visant indirectement à une fédération mélanésienne de la partie hollandaise et de la partie australienne de la Nouvelle-Guinée. Ce nouveau pays, très faible économiquement et politiquement, resterait le vassal des impérialismes hollandais, australien et américain.

En faveur de la politique hollandaise en Nouvelle-Guinée, on avança certains arguments, on développa certaines théories. La première considération — en 1947-49 — fut que l'on devait offrir un refuge sûr aux Indo-Européens pour lesquels il n'y aurait pas de place en Indonésie. La Nouvelle-Guinée devait devenir une nouvelle colonie pour blancs.

Plus tard, lorsque ce but impérialiste se révéla inapplicable, on avança une « théorie « ethno-culturelle (et même une « théorie » biologique) que la Nouvelle-Guinée était différente à tous points de vue; que les Papous n'étaient pas indonésiens (la flore et la faune étaient différentes, etc.).

Jusqu'à la période précédant le transfert de souveraineté, la Nouvelle-Guinée avait été considérée comme une partie de l'Indonésie. Dans tous les accords officiels néerlando-indonésiens (Lingadjati, Renville, Malino), il n'était pas question d'un territoire séparé de Nouvelle-Guinée. Il est vrai que le gouvernement hollandais inséra une clause très vague dans l'accord de Linggadjati, sur la possibilité de sécession de l'un des peuples d'Indonésie, mais, ensuite, Van Mook — à la conférence de Den Pasar — exprima très clairement et de façon officielle que la Nouvelle-Guinée faisait partie de l'Indonésie de l'Est. Jusqu'à la guerre mondiale, son caractère « indépendant » ne s'était manifesté que dans le sens où c'était une région complètement négligée, connue exclusivement comme l'emplacement d'un camp de concentration pour les révolutionnaires indonésiens, dont beaucoup y périrent de malaria. Ce fut la défaite de l'impérialisme qui conduisit à une nouvelle évaluation de cette île.

Du point de vue ethnologique, les Papous ne peuvent être considérés comme absolument différents des autres peuples indonésiens. Les habitants de plusieurs îles de l'Indonésie du Sud-Ouest ont des traits communs avec les Papous; cependant, même si l'on pouvait prouver de façon parfaite la différence ethnologique des Papous, ce n'est pas le caractère ethnique, mais la volonté politique de la population qui doit être la base d'un nouvel Etat.

Jusqu'à maintenant cela signifiait, dans le monde capitaliste: la volonté de la bourgeoisie, Jusqu'ici, les masses n'ont pas pu s'exprimer pleinement.

La théorie « ethno-culturelle » récemment inventée devient encore plus suspecte à la lumière de la politique coloniale d'éducation: on s'efforce toujours de faire du hollandais la langue commune (alors que le malais, la langue nationale indonésienne, a déjà servi de langue intermédiaire dans toute la Nouvelle-Guinée); et il y a toujours le fait que la plupart des écoles sont aux mains des missions, ce qui a divisé la Nouvelle-Guinée en Nord protestant et en Sud catholique. Le but est clair: éloigner systématiquement et absolument les Papous du milieu indonésien, de la révolution asiatique, de la révolution coloniale.

Il est un autre point de vue colonial selon lequel la Hollande peut faire davantage pour les Papous que ne le peut l'Indonésie misérable. Ce qui a été fait servait un but plus large: faire des Papous un instrument contre-révolutionnaire anti-indonésien; exploiter pour le capitalisme les réserves de minerai. Les résultats de l'exploitation ont pu être modestes, mais s'il n'y avait pas eu la révolution coloniale à cet endroit, avec le soutien de l'O.E.C.E., de l'Australie et des U.S.A., il y aurait eu d'importantes possibilités économiques dans l'avenir.

Jusqu'à présent, ce sont les intérêts stratégiques de l'impérialisme qui ont prédominé: à savoir, la formation d'un bastion contre la révolution coloniale. Pour cela, il faut une petite bourgeoisie papoue digne de confiance. Il y a maintenant une couche de petits fonctionnaires, professeurs, personnel de mission, etc., qui dépend entièrement de l'impérialisme et de ses agents. Elle est en voie de devenir une classe, et comprend aussi maintenant quelques intellectuels et un petit groupe de commerçants.

L'exploitation capitaliste et le gouvernement colonial amenèrent le développement d'un prolétariat tôt accaparé par les syndicats protestants et catholiques. Cependant, ce fait ne put empêcher une série de grèves pour de meilleures conditions de vie (par exemple à Monokwari en 1959 et 1960). La précarité du modeste niveau de vie des ouvriers papous et indonésiens fut démontrée dans l'industrie pétrolière de Sorong Lorsque les réserves de pétrole furent presque épuisées, la NNPGM (compagnie travaillant avec des capitaux hollandais, américains et anglais) se retira et abandonna ses 50.000 ouvriers papous et indonésiens qui durent retourner dans leurs villages.

La Nouvelle-Guinée est incapable de se développer économiquement et politiquement de façon indépendante. L'impérialisme hollandais a rompu les liens économiques traditionnels de la Nouvelle-Guinée avec l'Indonésie et la maintient artificillement isolée et dépendante.

La solution la plus valable serait la réintégration à l'Indonésie; une économie socialiste planifiée réellement intégrée de l'Indonésie, avec un plan spécial pour les provinces arriérées telles que la Nouvelle-Guinée; la nationalisation de toutes les entreprises hollandaises en Nouvelle-Guinée; une campagne sur vaste échelle pour l'enseignement élémentaire, technique et secondaire dans cette région; le développement extensif des coopératives agricoles et des petites et moyennes entreprises coopératives; la

coopération économique avec l'Asie et l'Asie du Sud-Est; un grand soutien économique par les pays ouvriers.

Sous la pression de la révolution coloniale, les slogans impérialistes de « colonies pour les Indo-Européens » devinrent « bien-être pour les Papous » et plus tard « autodétermination des Papous lorsqu'ils seront assez mûrs pour s'exprimer euxmêmes ». En tant que marxistes révolutionnaires, nous sommes pour l'autodétermination des peuples. Cependant, nous ne définissons pas le peuple comme la bourgeoisie régnante ou l'appareil bureaucratique colonial. Nous pensons avant tout aux ouvriers et paysans; aux masses qui dans leur lutte sur la voie au socialisme représentent réellement les intérêts du peuple, y compris ses intérêts nationaux culturels. Une condition nécessaire pour la saine expression nationale d'un peuple, c'est de briser la domination économique, politique et culturelle de l'impérialisme.

En Nouvelle-Guinée, la domination co-loniale autocratique sur une petite population faible et entièrement dépendante ne tolère même pas des droits démocratiques bourgeois limités. Tout est utilisé et orienté pour éduquer les Papous dans un sens anti-indonésien, dans l'hostilité à la révolution coloniale. Ainsi, sous la pres-sion internationale croissante, on a établi « le Conseil de Nouvelle-Guinée ». Avec un grand nombre de membres hollandais et des représentants de la petite bourgeoisie papoue naissante (les élections étaient en partie directes, en partie indirectes au travers de groupes et d'organisations, etc.), il ne put devenir que l'ombre de l'ombre d'un parlement bourgeois. Le gouvernement américain refusa d'être représenté à la cérémonie d'ouverture Cela aurait été trop compromettant, vis-à-vis de toute la bourgeoisie coloniale.

Dans cette situation défavorable, un nationalisme papou petit bourgeois encore naissant exprima des opinions divergentes à l'intérieur et en dehors du Conseil de Nouvelle-Guinée. Parmi les nombreux petits partis éparpillés essentiellement locaux, le PARNA (parti national, en malais, langue indonésienne) est le plus indépendant. Dans son programme, il demandait, entre autres choses, plus de facilités d'éducation pour les Papous, la « papouanisation » de l'administration, l'abolition de toute discrimination raciale, l'indépendance en 1970, Beaucoup de Hollandais effrayés retournèrent en Hollande.

Deux dirigeants du PARNA étudiant en Hollande se rendirent à Anvers en décembre 1961, pour prendre contact avec des Indonésiens. Peu de temps après on apprit le fait que Frits Kirihio, étudiant papou à l'Université de Leyde, était allé à Djakarta pour parler à Sukarno et voir la situation en Indonésie. Dans un meeting tenu dans les Célèbes du Sud il exprima ses sentiments pro-indonésiens (janvier 1960).

Les Papous du PARNA qui se trouvent en Hollande ont maintenant des contacts réguliers avec les Indonésiens Jusqu'ici, ils évitent toute nouvelle publicité, expliquant qu'ils veulent donner à leurs partisans et aux autres Papous une réorientation progressive, et ne provoquer aucune scission avec les Papous qui sont encore fortement sous l'influence hollandaise.

En Indonésie, un groupe d'exilés papous travaille sous la direction de Silas Papare pour la réintégration de l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée) à l'Indonésie. Les guerrillas indonésiennes (des « infiltrateurs » selon le gouvernement hollandais) qui pénétrèrent dans cette île ne furent pas toujours accueillies par la méfiance comme veut le faire croire l'agence de presse hollandaise. Des Papous participèrent à plusieurs actions clandestines. Dans l'Irian occidental, en particulier à l'intérieur et autour de Fak Fak, la majorité de la population islamique est pro-indonésienne.

De façon limitée et quelquefois déformée, la révolution coloniale perce à travers l'isolement de l'Irian. Cependant, jusqu'à présent, le gouvernement hollandais a pu se servir des Papous comme bouclier pour l'impérialisme, et faire étalage de « dirigeants » papous petits bourgeois comme « représentants » du peuple. Les Papous d'extrême-droite organisent des « manifestations » et réclament « l'indépendance » papoue. Ces Papous ont été maintenant préparés à jouer le rôle des Amboinais, ces piliers traditionnels de l'impérialisme hollandais.

La seule solution, la véritable libération des masse papoues de leur rôle dégradant, de leur isolement humiliant est leur réintégration dans la révolution indonésienne. Dans leur milieu sud-asiatique, unies aux masses indonésiennes, elles peuvent acquérir une conscience de classe et lutter pour leur libération totale. En union avec les ouvriers et paysans indonésiens, leapous doivent lutter pour le renversement de la bourgeoisie coloniale indonésienne et de son appareil bureaucratique et militaire pourr ir, pour une Indonésies socialiste, pour une fédération socialiste des provinces autonomes indonésiennes parmi lesquelles il y aura l'Irian.

La position correcte de la classe ouvrière hollandaise jusqu'en 1949 était la revendication : totale et immédiate indépendance de l'Indonésie «(«Indie los van Holland nu»). Maintenant, elle doit être : « retour immédiat de l'Irian occidental à l'Indonésie».

Il est compréhensible que le transfert inconditionnel de l'Irian à l'Indonésie ne signifie pas livrer les Papous au régime bonapartiste pourri, corrompu, de Sukarno et de Nasution qui gouvernent l'Indonésie pour la bourgeoisie nationale. La libération des Papous ne peut se trouver en dehors de la révolution coloniale ; elle ne peut se réaliser qu'à l'intérieur de la révolution indonésienne, avec ses hauts et ses bas, avec sa stagnation relative actuelle (dûe à la trahison constante de la direction du P.K.I., le parti communiste d'Indonésie). La main dans la main avec les masses indonésiennes les ouvriers et paysans papous devront lutter à l'intérieur des organisations de masses, du PKI, de la fédération syndicale communiste SOBSI et du SARBUPRI (ouvriers agricoles et ouvriers des plantations, du mouvement de jeunes, pour une nouvelle direction révolutionnaire.

Les bourgeoisies occidentales et coloniales ont une compréhension plus intelligente de la révolution indonésienne que le gouvernement hollandais. Derrière la démagogie opportuniste de Sukarno, elles voient dans les masses indonésiennes la véritable menace pour le maintien des positions capitalistes et de leur influence en Indonésie. Elles se rendent compte que Sukarno et sa classe, l'armée et la bureaucratie sont les seuls moyens qui restent pour arrêter le courant révolutionnaire des masses. L'armée ainsi que Sukarno lui même, ont fait tout ce qu'ils ont pu pour empêcher la solution révolutionnaire des problèmes de l'Irian. La formation spontanée de comité d'ouvriers et de jeunes pour l'Irian, en 1957, fut immédiatement neutralisée (du moins en partie) par la canalisation de toutes ces initiatives dans des organismes officiels contrôlés par les militaires. Ceci put se faire sans opposition de la direction du PKI qui soutient toujours le régime bonapartiste.

Sous la pression de la révolution coloniale, la bourgeoisie internationale dût changer progressivement de position visà-vis du problème de l'Irian ; L'ONU a eu pour tâche de résoudre ce problème pour l'impérialisme et pour la bourgeoisie indonésienne. Les pays de Bandung soutinrent plus ou moins les revendications indonésiennes. L'aile réactionnaire de la bourgeoisie africaine soutint la position hollandaise ; plus ou moins, à travers les propositions de Brazzaville et du Tanganyka. Des délégués du Dahomey et du Togo allèrent en Irian promettre leur soutien à la cause de «l'indépendance » papoue. Une délégation papoue est invitée à venir dans les pays de Brazzaville.

Le gouvernement américain exerce une pression sur la bourgeoisie hollandaise et indonésienne. En dehors de son aide économique, il donne maintenant des armes au gouvernement indonésien, pour renforcer le régime bonapartiste contre le mouvement ouvrier, et aussi pour éviter que ce régime ne devienne trop dépendant de l'Union Soviétique et des autres Etats Ouvriers. La Chine a offert son soutien dans la question de l'Irian. L'Union Soviétique accorde une aide militaire substantielle

U. Thant et plus tard le «simple particulier» américain Bunker, essayèrent d'agir en médiateurs. Il y eut une série de conversations secrètes entre représentants indonésiens et hollandais aux USA. Washington et U Thant exercent une pression toujours plus grande pour faire accepter le plan Bunker par le gouvernement hollandais, c'est-à-dire une période transitoire de deux ans durant laquelle l'Irian occidental devra être cédée à l'Indonésie, avec la possibilité pour les Papous de faire connaître leurs désirs.

De plus en plus isolé, le gouvernement réactionnaire hollandais De Quay dût (Suite page 36)

Berndt TELLER

La crise allemande

Toute prise de position politique concernant la question allemande doit partir de la division de l'Allemagne comme d'un fait donné. A courte échéance la perspective d'une division de l'Allemagne en trois par l'établissement d'un statut particulier pour Berlin est plus réaliste que celle d'une Allemagne réunifiée. Le mouvement ouvrier allemand a vraiment toute raison de déplorer ce développement et les occasions ratées d'une réunification de l'Allemagne comme des chances manquées d'un accroissement de ses forces. Mais il serait illusoire dans les conditions actuelles d'envisager comme objectif d'une tâche immédiate dans la politique allemande la réunification de l'Allemagne. La division de l'Allemagne ne reflète que les oppositions dans la politique mondiale de deux systèmes sociaux ennemis et ne pourra pas être surmontée aussi longtemps que sur le territoire de l'Allemagne subsisteront ces deux systèmes s'excluant l'un l'autre. Indépendamment du fait que le Kremlin qui, dans la question allemande, dicte le rythme du mouvement, pratique alternativement à présent la « coexistence pacifique » ou une politique « au bord de l'abîme », une réunification socialiste de l'Allemagne n'est pas à l'ordre du jour dans un temps prévisible; quant à une « réunification » sous d'autres auspices le mouvement ouvrier allemand n'y a aucun intérêt.

La reconnaissance de ce fait exige de nous, avant de porter notre attention sur les tâches politiques de classe dans la République fédérale, d'examiner l'arrière-fond de la politique mondiale sur lequel se développe la crise allemande. Car si la réunification ne se trouve déjà plus à l'ordre du jour, un conflit de la plus grande portée est poursuivi par les deux grands blocs

de puissances sur le dos des deux Etats allemands, conflit qui peut entraîner la réunification de l'Allemagne sous forme de cimetière atomique.

Le mouvement ouvrier allemand a toute raison d'estimer correctement la nature des intérêts des grandes puissances relativement au problème de l'Allemagne.

Trois facteurs y jouent un rôle décisif. Premièrement la perte de prestige politique et économique de l'impérialisme américain dans le monde ; deuxièmement, l'accroissement relatif des forces du capitalisme franco-allemand et, troisièmement, la force technico-militaire, économique et politique de l'Union soviétique et sa position géographiquement plus favorable dans une négociation sur Berlin et l'Allemagne. Les deux premiers facteurs limitent par avance les possibilités d'une grande retraite du côté occidental, telle que le renoncement à Berlin-Ouest, D'autre part, pour le Kremlin, la frontière de la R.D.A. constitue le flanc et le point de pénétration les plus faibles dans la guerre idéologique : d'un point de vue de sécurité stalinien, elle doit être cimentée et assurée sur le plan du droit international. C'est pourquoi le Kremlin ne peut tolérer le statut présent de Berlin et la situation incertaine en droit international de la R.D.A. Autrement dit, aussi bien, la situation actuelle du point de vue du Kremlin que des concessions essentielles de la part de Washington sont tout à fait inacceptables. Cependant, sur un point, les conceptions en politique mondiale de Kennedy (« maintien du statu quo dans le monde ») et de Khrouchtchev (« coexistence pacifique ») se rapprochent beaucoup, à savoir neutraliser les foyers de crise dans le monde, sans dommage sur le plan de la puissance et du prestige politique. Ce besoin d'assurance réciproque

peut par moments donner l'impression que l'on pourrait bientôt venir à un règlement pacifique des questions de l'Allemagne et de Berlin. Les entretiens de sondage actuels entre Américains et Soviétiques tournent également autour de buts apparemment accessibles : à savoir, essentiellement une solution de Berlin acceptable pour l'ouest par la garantie d'un libre accès, avec, comme contre-partie, une reconnaissance de facto de la R.D.A. A ce sujet, Kennedy et Khrouchtchev pourraient, s'il tenait seulement aux forces sociales qu'euxmêmes représentent, face au progrès de la technique militaire, échanger même une zone quelque peu adéquate, aux effectifs militaires réduits, en Europe, contre une libéralisation des rapports dans la R.D.A.

Ici intervient la résistance décisive de la bourgeoisie franco-allemande qui, dans un tel accord de détente qui serait conclu en dehors d'elle, doit voir une mesure qui mettrait en cause, d'un trait de plume, la position particulière de ce capitalisme, c'est-à-dire qui mettrait en cause la précondition décisive de sa stabilité actuelle.

La conclusion d'un accord sur Berlin devenant ainsi extrêmement douteuse, l'instabilité de la situation apparaît alors clairement si l'on se souvient qu'aux Etats-Unis et dans le bloc oriental existent de puissantes forces adverses, tels la fraction Dulles et les vieux staliniens, agissant contre la politique officielle de ces puissances et qui sont en état, tout comme au moment où échoua la Conférence au sommet de Paris en 1959, de contrecarrer toutes les dispositions. Tout cela signifie que la question de l'Allemagne et celle de Berlin. pour un temps indéterminé, resteront non résolues et constitueront un foyer permanent de crises et de guerre. A cela rien ne serait changé même au cas concrètement possible où, le bloc impérialiste se montrant incapable de traiter, le Kremlin procèderait à des mesures unilatérales comme la conclusion d'un traité de paix séparée avec la R.D.A. Dans ce cas aussi le problème de Berlin conserverait toute son acuité.

La bourgeoisie allemande s'est également différenciée dans son orientation en politique extérieure. Les porte-parole des conceptions différentes sont l'ancien ministre des Affaires étrangères Brentano et son successeur Schræder. Derrière Schræder se trouve la partie la plus sensible de l'industrie lourde allemande, celle qui a reconnu les changements politiques qui se sont produits dans le monde et qui en a tiré comme conclusion la nécessité d'une attitude plus souple envers le bloc oriental dans le sens de la politique de Kennedy. Ces cercles comprennent très bien que, même avec tout le potentiel relativement grand du capitalisme du Marché Commun, toute

attitude offensive envers l'Union Soviétique, allant à l'encontre de la tactique américaine, aurait dans les rapports de force présents des conséquences catastrophiques pour le capitalisme mondial. D'autre part, ils comprennent qu'une reconnaissance de facto de la R.D.A. libérerait de nouveaux problèmes incontrôlables, tant en Allemagne orientale qu'en Allemagne occidentale. Avant tout, avec une détente de la situation, le stimulant économique du réarmement perdrait son importance en Allemagne occidentale. En même temps l'anticommunisme développé dans la guerre froide, et dont la fonction principale consiste à semer le trouble dans la conscience des masses perdrait de son efficacité. Si les cercles industriels de la Ruhr passent outre à ces objections importantes à la politique allemande de Kennedy, c'est qu'ils jugent sans aucun doute la position de négociation avantageuse du Kremlin plus correctement que la fraction de la « guerre froide » plus fortement représentée dans le gouvernement fédéral. C'est ce débat, bien plus que la sénilité de plus en plus évidente d'Adenauer qui devient un fardeau de plus en plus grand dans la politique de la bourgeoisie allemande, qui fait osciller le chancelier fédéral entre les deux fractions. Le dilemme de la politique extérieure de l'Allemagne de l'Ouest pour sa part augmente encore l'instabilité de la situation et renforce encore les doutes sur la conclusion proche d'un accord sur Ber-

En prévision des difficultés politiques qu'entraînerait une crise de Berlin de longue durée, la bourgeoisie allemande s'est décidée, après les dernières élections parlementaires, à une ligne commune en politique intérieure. Cette ligne est déterminée d'autre part par les nécessités économiques qui résultent de l'aggravation de la concurrence sur le marché mondial, avant tout à l'intérieur du Marché Commun. La politique intérieure du gouvernement ouestallemand devait tenir compte d'une menace double sur les rapports intérieurs, à savoir une aggravation de la crise en politique extérieure et des tensions sociales accrues à la suite d'un plafonnement de la conjoncture. Aussi s'agit-il avant tout pour le gouvernement d'éliminer par la voie froide les règles constitutionnelles démocraticoparlementaires qui subsistent encore et qui constituent un obstacle formel sur la voie d'un « Etat fort » éventuellement nécessaire. Depuis qu'existe une situation de conflit politique et économique combiné, l'Allemagne de l'Ouest est entrée dans une nouvelle phase des rapports sociaux. Pleinement consciente de sa puissance, la bourgeoisie allemande est sur le point d'engager une offensive qui devrait régler les rapports de classe dans le sens que la

classe ouvrière et ses organisations tombent sous la tutelle de l'Etat bourgeois. La loi sur l'état d'urgence, la limitation du droit de grève et de la liberté des salaires. la militarisation (protection aérienne) et la cléricalisation (bien-être de la jeunesse, législation sur le divorce, etc.), de la vie publique sont des étapes sur cette voie. Cette offensive de la bourgeoisie avec l'aide du corps législatif, le Bundestag, est un deuxième essai pour faire plier le genou au mouvement ouvrier allemand; aussitôt après l'élection du Bundestag, une première attaque frontale des industries de la métallurgie contre le niveau de vie avait échoué devant la volonté de combat spontanée des métallos. Cette tentative nouvelle menée de la tribune du Parlement est d'autant plus dangereuse que, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand, il n'v a pas au Parlement de parti qui représente les intérêts des ouvriers, pas même à la manière dont le fit la social-démocratie entre les deux guerres mondiales. La bourgeoisie allemande peut escompter que ses projets de loi réactionnaires seront adoptés sans aucune résistance parlementaire.

La situation actuelle dans la République fédérale, après l'échec de l'attaque frontale des patrons de la métallurgie, est donc caractérisée par une offensive enveloppante de la réaction à qui il n'a cependant pas jusqu'à maintenant été possible de s'emparer d'un quelconque bastion de la classe ouvrière. Si la législation d'urgence était adoptée sans résistance extraparlementaire, ce qui est à présumer en raison de la dépolitisation de la classe ouvrière, cela constituerait une première défaite sérieuse. Par contre, le plein emploi qui continue à exister a eu pour effet que, malgré cette offensive de la bourgeoisie, le militantisme de la classe ouvrière pour ses intérêts immédiats est inentamé. Cette situation, qui trouve son expression en particulier dans le raidissement en matière de salaires, inquiète de façon anormale la bourgeoisie et la pousse à prendre l'initiative parlementaire mentionnée. Vue de facon objective, la situation de la classe ouvrière de l'Allemagne de l'Ouest n'est pas défavorable. La combinaison entre la crise politique et la situation de conflit social avec une conscience intacte des ouvriers qui sont alarmés par la montée fiévreuse du coût de la vie, offre toutes les prémisses pour une lutte victorieuse, à l'exception d'une seule : une direction résolue au combat.

Depuis des années, il n'y a aucune initiative politique de la part de la classe ouvrière allemande, car sa représentation politique, le S.P.D. (parti social-démocrate), se met au service de l'harmonisation des contradictions de classe et est de facto intégré à l'Etat bourgeois. Le financement, récemment décidé, des partis par le budget de l'Etat est pour la direction du S.P.D. une reconnaissance supplémentaire de ses « services » pour la paix sociale. Avec ce développement se combine une répression rigoureuse de la démocratie à l'intérieur du parti que le S.P.D. a transformé en un instrument complaisant de l'ancienne clique stalinienne Wehner-Mommer. Ces capitulards ont supprimé toute influence des membres à tous les échelons du parti et ont même soumis à leur disposition la direction social-démocrate des syndicats. Il en résulte que même la direction des syndicats de l'Allemagne de l'Ouest, par fidèle discipline de parti, n'a rien entrepris pour déchirer le tissu de mensonges qui a été tissé autour de la situation politique mondiale, et notamment autour de la politique allemande. Il en résulte aussi que les syndicats sont profondément suivis également dans la politique syndicale de démarches opportunistes du S.P.D.

En raison de cette capitulation de la « direction ouvrière », la bourgeoisie allemande a pu réussir à neutraliser profondément la classe ouvrière allemande de l'Ouest grâce à la propagande anticommuniste. Il faut le déclarer : les ouvriers de l'Allemagne de l'Ouest ne manifesteront pas spontanément dans les rues ni contre la politique faillie du gouvernement fédéral dans la question allemande, ni contre un armement atomique éventuel de la Bundeswehr, ni contre la présence de quelques anciens nazis aux plus hautes instances gouvernementales, ni même contre la législation d'urgence qui est présentée. Mais on doit en même temps déclarer que les ouvriers de la République fédérale suivraient dans la lutte une direction résolue. comme l'ont montré l'expérience de la lutte pour la réforme des caisses de maladie et les conflits de salaires dans les derniers mois, ainsi que les marches contre les armes atomiques qui ont eu lieu à Pâques. D'autre part, le tour qu'a pris le mouvement des salaires des métallos qui vient de se terminer et que la direction a interrompu, permet de conclure que les ouvriers réagiraient probablement spontanément, le cas échéant aussi contre leur direction, s'il se produisait une attaque réelle contre leur actuel standard de vie.

Partant du point de vue marxiste révolutionnaire : a) que seule la liaison de la révolution socialiste dans la République fédérale et de la révolution politique dans la R.D.A. est susceptible de réaliser la réuni fication socialiste de l'Allemagne; b) que la crise de la classe ouvrière allemande est en première instance une crise de sa direction et que la classe ouvrière a besoin d'un nouveau parti de classe dont la direction permette la victoire; c) que le capitalisme allemand, malgré une longue conjoncture élevée, reste un système qui engendre inévitablement des crises politiques et sociales et dont la liquidation par le socialisme doit avoir lieu pour éviter une rechute dans la barbarie, les marxistes révolutionnaires dans la République fédérale maintiennent leurs revendications transitoires dont les plus importantes sont :

- 1) interdiction de toutes les armes atomiques et de leur dépôt dans les deux parties de l'Allemagne :
- 2) retrait de toutes les troupes étrangères des deux parties de l'Allemagne;
- 3) application du plan Rapacki;
- 4) neutralisation de toute l'Allemagne et élections libres dans les deux parties de l'Allemagne ;
- 5) défense des libertés fondamentales

démocratiques dans la République fédérale et lutte pour la démocratie ouvrière dans la R.D.A.:

6) nationalisation des branches industrielles décisives dans la République fédérale dans le sens du programme fondamental adopté à Munich par la D.G.B. (G.C.T. allemande).

Dans la lutte pour ces revendications transitoires, la classe ouvrière de Berlin-Ouest occupe une position-clef. Elle est la force sociale décisive à Berlin-Ouest et possède une vieille tradition socialiste. Ayant conscience qu'un Berlin-Ouest capitaliste ne peut se maintenir durablement, les ouvriers de Berlin-Ouest doivent mettre les grandes industries et les entreprises d'entretien sous leur propre régie et exercer préalablement au régime d'Ulbricht une véritable gestion ouvrière. Le prolétariat de Berlin retrouverait ainsi son ancien rôle dirigeant dans le mouvement ouvrier allemand.

L'Irian occidental

(Suite de la page 32)

faire concession sur concession. Concessions rendues relativement faciles à cause de la volonté de la bourgeoisie indonésienne de venir à un compromis. Le Chef d'Etat-major de l'armée lui-même, Abdul Haris Nasution, ministre de la défense (représentant de l'aile droite de la bourgeoisie indonésienne) se rendit en Europe pour entrer en contact plus étroit avec des représentants de la bourgeoisie hollandaise. En fait, le groupe Rijkens avait déjà eu des contacts avec le gouvernemen tindonésien. Cependant sous la pression des réactionnaires, le gouvernement hollandais ne se servit pas des offres fréquentes de compromis. Il envoya des cargaisons d'armes en Irian. Il est en train de former un corps mlitaire papou. En avril il a envoyé deux bateaux de troupes nouvelles. Celà signifiait la guerre. Une guerre que la bourgeoisie indonésienne et les chefs militaires en particulier ont longtemps et énergiquement essayé d'éviter, à cause des dangers de radicalisation et d'influence explosive que cela pouvait avoir sur les masses : il fallait jouer une carte presque radicale avec des slogans anti-impérialistes et anti-hollandais. Cela servait en même temps l'autre but déma-

gogique nationaliste chauvin qui consistait à détourner les masses des problèmes économiques intérieurs devenus insupportables.

La pression des masses étant forte, des actions pratiques concrètes ne pouvaient être éternellement ajournées. Le 14 décembre 1961, Sukarno proclama la mobilisation nationale. De nouvelles mesures suivirent (alternant avec des offres de compromis) : concentrations de troupes à l'Est de l'Indonésie ; changement dans le commandement de l'Irian, Sukarno nomma un officier plus à «gauche» que Nasu-tion ; pénétration en Irian occidental de plus nombreux petits groupes de soldats : enfin envoi de parachutistes. Le 22 mai commença l'évacuation de 500 à 600 Hollandais de l'Irian occidental. L'opération est mal dirigée, et il peut s'écouler un certain temps avant que le problème soit résolu, mais la fin est claire. Le colonialisme hollandais devra bientôt partir. Naturellement cela demandera du temps, des efforts, une lutte, avant que la majorité des Papous trompés ne soit réintégrée à l'Indonésie, avant que les ouvriers et les paysans papous aient trouvé leur voie vers le mouvement de masse indonésien.

ELOGE DU TROTSKYSME

Nous reproduisons ci-après une étude du camarade Pablo écrite il y a un an pendant son incarcération à la prison d'Amsterdam.

Dans mes déclarations au juge d'instruction et lors de mon procès, je me suis servi à quelques reprises de cette expression : avoir eu «l'honneur» d'appartenir au « mouvement historique créé par L. Trotsky» et actuellement connu sous le nom de la IV° Internationale.

Si le n'avais pas été retenu par la conviction que cela ne saurait susciter aucun écho plus profond chez des gens à mille lieues de toute idée sur la réelle histoire du mouvement communiste international, j'aurais employé des termes beaucoup plus élogieux pour décrire la fierté immense dont l'étais et suis rempli en tant que militant trotskyste, dès le commencement de ma vie d'homme conscient, de ma longue vie de militant communiste. Dans la prison, j'ai eu amplement le temps de repasser en examen critique approfondi ma vie, mes idées, mes luttes, les événements auxquels j'ai assisté, les hommes que i'ai connus, et de me replonger dans des lectures chères qui illuminaient la splendeur. la race, de nos origines, de notre histoire, la justesse étonnante de nos idées fondamentales, J'ai relu en prison, entre autres, « L'Histoire de la Révolution Russe » et « Problèmes de la Vie » de L. Trotsky, les deux volumes parus de sa biographie par Isaac Deutscher, « Mémoires d'un Révolutionnaire » de Victor Serge.

J'ai revu toute la lignée des hommes d'intelligence et de caractère extraordinaires dons nous descendons, nous trotskistes, la génèse historique et la riche progression dialectique des idées fondamentales que nous défendons au sein du mouvement ouvrier international, Lors de mon procès, je me sentais ennobli en quelque sorte par cet héritage, et je me disais que, nous trotskystes, venons de très loin et portons en nous une tradition lourde de gloire, qu'il s'agissait d'honorer de son mieux en toute circonstance.

Demain - j'en suis certain - les jeunes intrépides de la Russie nouvelle, quand les derniers coéquipiers de Staline seront fatalement balayés de la scène politique, et que la démocratie socialiste revivra d'une vigueur inconnue, ces jeunes n'auront plus tellement honte et ne se sentiront plus tellement gênés de cette période noire que fut le règne de Staline dans l'histoire du socialisme et du premier Etat ouvrier. Ils découvriront les figures splendides de milliers d'hommes, artisans de la Révolution d'Octobre, militants de première heure de la IIIº Internationale. compagnons de Lénine, qui ont sacrifié leur vie pour lutter des années durant, avant de périr, avec un admirable courage et une grande intelligence en ce qui concerne l'essentiel, contre la bureaucratisation du régime, ses erreurs grossières et ses crimes abominables. Ils vérifieront, ils reconnaîtront que le stalinisme ne fut pas le produit quasi direct, organique, inévitable du léninisme et du pouvoir ouvrier, mais la négation de l'un et de l'autre, qui s'est réalisée à travers une lutte réelle, longue, dramatique, et qui a mis en lumière des figures héroïques et hautement intelligentes, des vrais chevaliers du socialisme naissant.

« Cours Nouveau », « Problèmes de la Vie », « Littérature et Révolution », « Vers le Socialisme ou le Capitalisme », « Plateforme de l'Opposition de Gauche », « Critique du Programme de la IIIe Internationale », les nombreux documents de la correspondance de L. Trotsky déporté à Alma-Ata, la lettre de Joffe à Trotsky avant son suicide, la lettre de Rakovsky à Valentinov. pour ne mentionner que ces documents parmi tant d'autres, élaborés entre 1923 et 1929 par l'Opposition de Gauche russe, témoignent en faveur de la puissance du marxisme révolutionnaire créateur, et de la justesse générale des positions défendues, contre le stalinisme naissant, par L. Trotsky et ses compagnons.

Il n'est pas vrai que l'essence spirituelle du léninisme saurait s'accommoder à la longue de la dégénérescence bureaucratique du pouvoir ouvrier. Le stalinisme rejetait quasi organiquement, inexorablement, dans une opposition à mort contre son régime les tenants du léninisme sur le cadavre desquels la bureaucratie devait asseoir littéralement son pouvoir.

Le pouvoir révolutionnaire instauré en Russie au lendemain d'octobre 1917 a eu à lutter pendant les années de la guerre civile, de l'intervention impérialiste, de la famine, pour sa survie. Placé dans des conditions exceptionnelles, imprévues, il a eu à composer en pratique avec nombre de principes et de doctrines. Mais aussi bien dans l'esprit de Lénine que dans celui de Trotsky, il s'agissait là de mesures provisoires, de retraites, de détours imposés, qu'on abandonnerait à la première occasion favorable. Ni l'un ni l'autre n'avaient jamais théorisé ces pratiques comme faisant partie de l'essence du socialisme et de la voie au socialisme. L'un et l'autre, Lénine le premier et de façon plus déterminée que Trotsky, envisageaient angoissés les progrès de la bureaucratisation du régime, et se préparaient à la lutte à mort contre une telle évolution.

Entre 1923 et 1929, l'aile léniniste du Parti bolchevik livre une bataille d'importance historique contre le stalinisme naissant. Elle affirme et développe les grandes lignes de la voie au socialisme toujours actuelles : industrialisation accélérée selon un plan ; développement harmonieux entre industrie lourde, industrie légère, agriculture ; économie ouverte aux possibilités du marché mon-

dial et non autarcique ; collectivisation de l'agriculture selon les possibilités matérielles et techniques de l'Etat, du marché, et le mûrissement par l'exemple de la conscience collectiviste des masses ; développement de la démocratie prolétarienne et socialiste dans le Parti et l'Etat ; politique marxiste révolutionnaire de l'Internationale Communiste tendue vers l'élargissement mondial de la révolution. Ces principes directeurs, clairement vus et défendus dès 1923 par l'Opposition de Gauche, sont confirmés par l'évolution historique de l'U.R.S.S., et l'expérience acquise dans la construction du socialisme, depuis la deuxième guerre mondiale, et l'apparition de toute une pléiade de nouveaux Etats ouvriers.

L'U.R.S.S. paie encore aujourd'hui la fausse orientation économique du régime stalinien, qui a gravement disproportionné les rythmes de développement entre industrie lourde, industrie légère, agriculture, et imprégné à cette dernière un retard colossal actuellement hautement préjudiciable au développement ultérieur de l'ensemble de l'économie. Les progrès économiques énormes accomplis par l'U.R.S.S. sont manifestement dûs aux bases économiques et sociales jetées par la Révolution d'octobre, à l'économie étatisée et planifiée, malgré la bureaucratisation avancée du régime et sa fausse orientation économique. Il est clair maintenant qu'une orientation telle que la préconisait l'Opposition aurait abouti, ne fut-ce que sur le seul terrain économique, à des résultats encore plus importants et à un développement beaucoup plus équilibré et dynamique de l'économie soviétique.

Il est également parfaitement clair maintenant que la voie de la collectivisation forcée aussi bien en U.R.S.S. qu'ailleurs, est une voie à la fois antiéconomique et politiquement désastreuse. Car elle jette la paysannerie dans une opposition économique et politique obstinée au régime. Seule, l'ossification bureaucratique avancée peut expliquer les erreurs répétées commises en U.R. S.S. et ailleurs dans ce domaine, malgré l'expérience désastreuse acquise ici et là. Combien de fois les bureaucraties gouvernantes dans nombre d'Etats ouvriers ont- elles décrété la collectivisation forcée à 100 % et combien de fois furent-elles obligées de battre en retraite, et d'accorder toutes sortes de concessions « népistes » aux paysans ?

Dans toutes ces questions, notre mouvement a vu généralement fort juste dès 1923, grâce au fait surtout que nous avons représenté l'aile du mouvement communiste qui ne s'était pas identifiée au pouvoir et à l'Etat ; ce qui nous a permis de sauvegarder la souplesse et l'essence critique du marxismerévolutionnaire, et d'éviter sa dégénérescence en doctrine justificatrice de la pratique des compromis, au jour le jour, de l'Etat bureaucratisé.

Il y a cependant la question controversée de la signification de notre lutte pour la démocratie socialiste en U.R.S.S. Comment prouver que cette lutte était justifiée historiquement, c'est-à-dire qu'il ne s'agissait pas simplement de se tenir fidèles aux principes, mais que la construction du socialisme, dans les conditions / concrètes de l'U.R.S.S. d'alors, aurait été non seulement possible, mais infiniment mieux menée, sous un régime

de démocratie socialiste que sous le stalinisme ? Ce qui est réel ne se confond pas nécessairement avec ce qui est correct ou possible. S'il en était autrement il faudrait justifier et approuver toute réalité en tant que seule possible et condamner tous les mouvements d'opposition idéologique, philosophique et politique aux régimes existants. Si la voie du stalinisme en U.R.S.S. était historiquement la seule possible pour l'édification du socialisme, et la lutte de l'Opposition une chimère, on pourrait en dire autant par exemple du gaullisme et de son opposition ; la bureaucratie gaulliste et son chef sont dans les conditions concrètes actuelles de la France le seul instrument possible de l'Histoire pour achever la décolonisation formelle de l'empire français. De ce point de vue, la lutte des forces progressistes en France contre le gaullisme serait en ce moment de l'Histoire, utopique ou réactionnaire. On s'aperçoit aisément combien cette arqumentation est fausse, y compris dans le cas non exclu où effectivement la décolonisation formellé de l'empire français serait complétée par le gaullisme.

Pourra-t-on d'autre part considérer toute opposition ouvrière en Chine et dans les autres Etats ouvriers luttant pour la démocratie socialiste comme historiquement condamnée, la voie empruntée par ces Etats pour édifier le socialisme étant la seule correcte et possible ? Il est par trop évident qu'un tel raisonnement est faux pour qu'il soit nécessaire d'insister davantage. Même quand la réalité oblige de façon impérieuse à certains compromis au détriment des principes, il est nécessaire que la défense ouverte de ces principes ne cesse guère. Car les compromis ne sont acceptables et justifiés que placés dans la perspective du but final ; car on ne saurait avancer par des programmes et étapes transitoires, que toujours placés dans cette perspective générale : car ce qu'on appelle utopie, est absolument nécessaire au mouvement et au pouvoir ouvrier et socialiste, en tant que vue de la voie à parcourir dans son ensemble, norme par rapport à laquelle on mesure le danger des écarts dans la pratique, rectificateur de l'empirisme, et de l'opportunisme foncier des compromis de la pratique et de la routine quotidiennes de l'Etat.

La révolution socialiste est par essence une révolution permanente, économique, sociale, culturelle, qui se développera sur toute une époque historique, et dans laquelle s'affronteront diverses tendances idéologiques aux sorts divers avant que s'établissent le bilan et le jugement de l'Histoire pour chacune d'elles. Nous, trotskystes, nous venons de loin, nous avons connu des éclipses passagères ici et là dans notre affrontement avec le stalinisme, et des résurrections miraculeuses, et nous aurons encore un long, un très long chemin à parcourir au sein du mouvement communiste international différencié avant notre extinction.

**

Quand nous réfléchissons sur la conception et la pratique de la démocratie en U.R. S.S. du temps de Lénine, il y a certainement beaucoup à dire. Aussi bien pour Lénine que pour Trotsky — les deux cerveaux de la révolution, qui exprimaient sa conscience la plus haute, ses problèmes, ses recherches — il

s'agissait de tâtonnements dans ce domaine avant d'arriver à des conclusions plus solides. Par exemple, le monopole du pouvoir par le Parti bolchevik, devenu pratiquement en peu d'années le Parti Unique, ne fut jamais théorisé comme la seule forme possible et correcte du pouvoir prolétarien. Jusqu'à la mort de Lénine, on espérait au contraire en une amélioration des conditions intérieures et extérieures pour faire revivre la démocratie socialiste. Nous dirons maintenant. après l'expérience concluante du stalinisme en U.R.S.S. et ailleurs, que la démocratie dans le Parti révolutionnaire et l'Etat. basée sur des organismes représentatifs des masses, Comités, Conseils, Assemblées nationales, n'est pas possible sans le droit à l'existence d'autres partis se plaçant dans le cadre constitutionnel du nouveau régime issu de la révolution. Nous dirons également qu'il faut que le parti révolutionnaire en tant que tel se distingue - surtout après une période initiale - de l'Etat, et qu'il se retire même en tant que tel du gouvernement et de la bureaucratie administrative, pour rester lié aux organismes des masses, et aux masses en général, qui doivent contrôler l'Etat, et limiter ses déformations bureaucratiques.

Quant à la politique de l'Internationale Communiste, à laquelle nous, trotskystes, avons accordé une importance capitale, elle fut à tous les grands moments, en toutes les grandes occasions, depuis la mort de Lénine, le terrain le plus clair de la justesse de notre ligne et de la justification de notre combat. Qu'il s'agisse de la Révolution chinoise de 1925-27, de la crise en Allemagne et de la victoire du fascisme de 1929-1933, de la Révolution espagnole de 1931-1939, du Front Populaire en France de 1936-1938, pour ne mentionner que les événements les plus importants de l'époque d'entre les deux guerres, non seulement nous avons défendu des positions marxistes-révolutionnaires correctes contre des erreurs opportunistes ou sectaires grossières du stalinisme, mais nous avons su trouver également l'occasion d'enrichir prodigieusement le marxisme sur des questions théoriques et pratiques d'une grande valeur et toujours actuelles pour le mouvement ouvrier international. J'en cite quelques-unes : stratégie et tactique de la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux : nature du fascisme, de la socialdémocratie, du radicalisme bourgeois à notre époque et problèmes de tactique pour combattre efficacement le fascisme (Front Unique contre Front Populaire) ; la lutte sur un programme de transition pour le gouvernement ouvrier et la solution socialiste dans les pays capitalistes en général.

Il n'y a pas eu, entre 1924 et 1939, d'autre pensée marxiste-révolutionnaire appliquée aux problèmes de l'époque et aux expériences réelles du mouvement ouvrier international, que celle du trotskysme. Le marxisme « officiel » avait sombré dans une falsification opportuniste grossière et vulgaire du léninisme, amenant défaite après défaite. L'expression révolutionnaire la plus « haute » en matière pratique de ce « marxisme » dans leque! s'enveloppaient pour s'embellir et se justifier l'action de l'Etat bureaucratique et les intérêts de la caste bureaucratique détenant le

pouvoir en U.R.S.S., fut la stratégie et la tactique des « Fronts Populaires », de l'alliance avec la bourgeoisie « nationale » (dans les pays coloniaux et semi-coloniaux) ou « libérale » (dans les pays capitalistes), de la Chine à la France, en passant par l'Espagne. Cette politique avait trouvé à l'époque d'ardents admirateurs, qui la considéraient comme la seule possible, et qui incriminaient à l'heure de la défaite inexorable de chacune de ces expériences, la force du capitalisme ou les faiblesses des masses. C'était la vieille théorie menchéviste de la « prudente » avance par « étapes » de la révolution : d'abord avec la bourgeoisie « nationale » ou « libérale » et sous sa direction politique effective pour la « République démocratique » ; ensuite viendrait dans un avenir indéterminé la deuxième « révolution » prolétarienne et socialiste. Notre opposition résolue à cette ligne de catastrophes et de défaites inévitables, fut caractérisée à l'époque comme la manifestation de notre «ultra-gauchisme» et de notre sectarisme. Mais voyons de quelle manière l'Histoire s'est prononcée sur cette question également. La ligne « Front Populaire » fut poursuivie par le stalinisme à travers la deuxième guerre mondiale jusqu'à nos jours. Elle a été une première fois mise en échec et de manière retentissante par les Révolutions vougoslave et chinoise, avant qu'elle ne recoive le coup de grâce par la Révolution cubaine, et, espérons-le, par l'exemple également prochain de la Révolution algérienne,

J'insisterai plus particulièrement sur le cas de la Révolution cubaine car elle est la condamnation la plus décisive prononcée jusqu'ici par l'histoire contre la politique menchévique et pusillanime des Partis communistes. La Révolution cubaine victorieuse en dépit de l'opposition du Parti Communiste cubain et en l'absence d'un parti révolutionnaire, contre un fort régime dictatorial, dans un pays dépendant de l'impérialisme yankee et littéralement placé dans la « gueule du monstre », est l'illustration la plus éclatante de la force révolutionnaire immense qui réside dans la combinaison d'une véritable direction révolutionnaire, audacieuse et intelligente, avec l'exploitation du potentiel révolutionnaire des masses paysannes et ouvrières. La Révolution cubaine a pulvérisé pour toujours le savant échafaudage sur lequel est bâtie depuis Staline la politique des Partis communistes des pays semi-coloniaux et coloniaux et même des pays capitalistes avancés. Dans tous ces cas, les Partis communistes sont à la recherche d'alliés impossibles dans la personne de la bourgeoisie « nationale » ou « libérale » des « Fronts Populaires » et des « Républiques Populaires ». C'est là leur meilleure excuse pour s'empêtrer dans le statu quo, ajourner la révolution sine die, rendre impuissant et liquider le mouvement ouvrier révolutionnaire devenu une force d'appoint au char de la bourgeoisie.

La Révolution cubaine a détruit à Jamais ce jeu pusillanime, stérile et liquidateur, non seulement des impuissants Partis communistes de toute l'Amérique Latine, mais du monde entier. Leur politique « front populaire », parlementaire, réformiste, qui cherche à s'allier à des fantômes, négligeant la mobilisation révolutionnaire des

masses paysannes et ouvrières impatientes de conquérir le pouvoir, y compris sous la forme de quérilla paysanne, ne saurait survivre longtemps, sans que ces partis ne se voient partout supplantés par des nouvelles formations authentiquement révolutionnaires, à l'exemple cubain du Mouvement historique du 26 juillet.

Déjà les Révolutions yougoslave et chinoise avaient en quelque sorte rouvert la voie à la révolution prolétarienne mondiale. Depuis, l'exemple des révolutions qui éclatent et triomphent, dirigées par des formations autres que les Partis Communistes. contre même l'opposition de ces Partis. comme en Algérie et surtout à Cuba, a porté des coups mortels au menchévisme stalinien qui agonise. Il s'agit de voir si cette agonie d'une politique, sous les coups de la réalité, n'entraîne pas également la disparition pure et simple de nombre de Partis communistes incapables de retrouver la voie de la lutte révolutionnaire. Dans ce cas l'Histoire s'en passera de plus en plus, ce qui ne manque pas déjà d'être l'aboutissement ultime et la pire condamnation de la politique stalinienne en ce domaine.

Sous la pression conjointe des nouvelles réalités de la situation internationale et de la Révolution chinoise, la direction khrouchtchévienne de la bureaucratie soviétique, afin de sauvegarder son influence sur le mouvement ouvrier international et les peuples coloniaux, s'est vue obligée d'opérer un tournant d'importance historique, au moins par rapport à la Révolution dans les pays semi-coloniaux et coloniaux. Outre l'aide économique et militaire accordée à ces pays, et qui constitue un apport parfois décisif pour la consolidation de la révolution dans ces pays, cette direction s'est vue également obligée de reconnaître la justification des « guerres de libération », c'est-à-dire d'admettre le concept de guerre-révolution, forme à travers laquelle se réalise l'émancipation nationale et sociale des pays semicoloniaux et coloniaux à notre époque. A quand l'extension de ce concept dans les pays capitalistes avancés ? Ce n'est là certes maintenant qu'une question de temps, car tout marche actuellement incroyablement vite, et la pression révolutionnaire se renforce suivant une progression géométrique. Ainsi la débâcle de la politique menchévique stalinienne, qui, des décennies durant, a su paralyser le mouvement ouvrier international et détruire des chances réelles pour l'élargissement de la base de la révolution mondiale, est actuellement en train de devenir manifeste et totale.

Entre la conception de la politique économique et de la défense de la démocratie socialiste en U.R.S.S., et de la politique à suivre à l'égard du mouvement ouvrier international par l'Internationale Communiste. que nous avons défendue au temps de Staline, il y aavait interaction et unité dialectiques. Cela faisait un tout qui avait pour but de commencer la construction du socialisme en U.R.S.S. dans les meilleures conditions intérieures et extérieures possibles, pour l'U.R.S.S. et la révolution mondiale. La politique stalinienne faisait également un tout dans le sens contraire : le règne de la bureaucratie, les intérêts spécifiques et la

cause de la ligne poursuivie par le stalinisme en matière économique, politique, et internationale. Ce tout est maintenant fortement lézardé, avant qu'il ne tombe complètement en ruines.

La direction khrouchtchévienne de la bureaucratie soviétique représente un interrègne transitoire entre le stalinisme intégral et la reprise du pouvoir politique en U.R. S.S. par le prolétariat et ses alliés. Cette direction, à sa propre manière bureaucratique, s'efforce d'allonger cette étape intermédiaire et de réaliser la transition à froid. Dans le domaine économique, elle essaie de réduire les disproportions entre industrie lourde, industrie légère, agriculture ; d'équilibrer l'économie, de réconcilier les paysans avec le régime, de faire profiter l'économie soviétique des possibilités du marché mondial. Beaucoup plus conservatrice dans le domaine de la démocratie intérieure, elle s'est vue malgré tout obligée de réduire fortement l'omnipotence de la police stalinienne, et de « libéraliser » le régime par plus d'une concession impensable dans l'ère de Staline. Enfin, en matière de politique envers l'impérialisme et les peuples coloniaux et semi-coloniaux, j'ai délà évoqué le changement très important opéré par la direction khrouchtchévienne depuis mai 1960 en particulier.

Dans un sens nous pouvons dire que l'édification du socialisme en U.R.S.S. et dans les autres Etats ouvriers, se fait de nouveau dans des conditions qui, objectivement, mettent fin à l'expérience du « socialisme dans un seul pays » autarcique et conservateur, par le rétablissement de liens avec le marché mondial, et la révolution internationale en extension

Nous baignons ainsi à nouveau dans le climat de la révolution socialiste mondiale permanente, qui se trouve à la base de la logique de la ligne révolutionnaire trotskyste, et qui la justifie historiquement.

Certes, ce processus n'est ni rectiliane ni chimiquement pur. La révolution sociale n'est pas un acte de logique qui se déroule selon des schémas préétablis, mais contient au contraire toute la richesse et la complexité de la vie réelle. La doctrine ne sert dans ce domaine, comme partout, qu'en tant que ligne générale directrice, et méthode d'investigation et de compréhension du réel, dans ses combinaisons uniques infinies. Tout ce qui se passe actuellement n'est pas inclus jusque dans les détails dans la ligne marxisterévolutionnaire du trotskysme. Nous avons nous-mêmes beaucoup appris par l'expérience révolutionnaire mondiale nouvelle, et beaucoup enrichi la théorie. J'insisteral ici sur quelques points seulement. Il est, par exemple, maintenant évident que la marche historique de la révolution socialiste mondiale à notre époque emprunte la voie de la périphérie vers le centre, des pays coloniaux et semi-coloniaux vers les pays capitalistes avancés et la citadelle la plus forte et ultime de l'impérialisme et du capitalisme, les Etats-Unis. Ce processus comporte toute une série de problèmes relatifs à la lutte pour le pouvoir et ensuite la construction du socialisme. Il est également maintenant parfaitement clair que, pour nombre de pays, il est possible d'arriver au pouvoir en s'appuvant pour toute une période presque exclusivement sur la mobilisation révolutionnaire, y compris sous forme armée de guerilla, de la paysannerie. Certes, nous, trotskystes, n'avons jamais minimisé le rôle révolutionnaire immense de la paysannerie, et la nécessité impérieuse de l'alliance ouvrière et paysanne avant et après la victoire. Mais, prisonniers en quelque sorte d'une certaine rigidité des schémas de la théorie classique, nous avions nous aussi la tendance à subordonner le rôle de la paysannerie à celui du prolétariat, dans toutes les étapes et conditions. Or, ceci est manifestement faux, le rôle dirigeant du prolétariat sur la paysannerie pouvant s'exprimer pour toute une période, dans certaines circonstances, grâce au rôle du Parti qui dirige la révolution (Yougoslavie, Chine) ou même du groupe d'hommes de sa direction évoluant vers le marxisme (Cuba).

C'est dans le dynamisme ultime de la révolution à se développer en tant que révolution prolétarienne et socialiste, que se trouve, en définitive, la justification du rôle dirigeant du prolétariat, et non pas nécessairement dans le déclenchement et la conduite de la révolution dès le début par le prolétariat. De ce point de vue, la conception de la révolution permanente à notre époque se trouve enrichie, et englobe un terrain plus vaste. Ce nouveau rôle révolutionnaire de la paysannerie ne se limite du reste pas à celle des pays à structure féodo-capitaliste, asiatiques et latino-américains, mais, également, à la paysannerie plus primitive, tribaliste ou à peine sortie de cet état, des pays africains. La révolution dans ces pays inclut la possibilité de passer de structures tribales, pénétrées et bouleversées par l'économie marchande de l'impérialisme, à une économie Jargement nationalisée et planifiée, d'orientation socialiste, grâce au rôle de l'Etat soumis à la pression de la paysannerie, des « élites éduquées », de l'aide et de l'influence montante des Etats ouvriers et de la révolution mondiale en général. Ce cas également constitue un enrichissement et une extension du champ d'application de la théorie de la révolution permanente à notre époque.

Nous, trotskystes, ne saurions oublier non plus, quand nous dressons le bilan de notre action historique, que nous fûmes, pendant la deuxième guerre mondiale, la seule tendance internationaliste révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, la seule qui a su caractériser avec justesse la nature de classe complexe de cette querre, et prendre une position correcte envers les alliés impérialistes de l'U.R.S.S. : les Etats-Unis, l'Angleterre, la France. Nous avons su distinguer, dans la Résistance et la lutte contre le nazisme, entre le courant prolétarien et le courant bourgeois impérialiste chauvin ; nous avons évité d'embellir ce dernier et de nous soumettre à sa direction politique, comme l'ont fait pratiquement la plupart des Partis Communistes luttant dans le camp des pays dits démocratiques ; nous avons prévenu les masses du rôle des «héros» «antifascistes » et « résistants » à la de Gaulle, Churchill, Roosevelt; nous avons partout lutté pour l'issue prolétarienne et socialiste, qui a su triompher en Yougoslavie et en

Chine, mais pas en France, pas en Italie,

pas en Grèce, malgré l'énorme influence acquise pendant la guerre par les Partis Communistes de ces pays. Nombre de nos meilleurs dirigeants et cadres à l'époque ont payé de leur vie la défense de cette ligne : les Widelin et les Hic, les Léon et les Pouliopoulos.

41

Les batailles de classe de l'après-guerre, pour la transformation de la crise du régime capitaliste et impérialiste en révolution prolétarienne et socialiste victorieuse, nous ont trouvés partout aux premières lignes, de l'Amérique latine à l'Europe occidentale, de l'Afrique à l'Asie, Patiemment, grâce à une meilleure expérience et connaissance du mouvement ouvrier et national dans chaque pays, nous sommes parvenus à nous y intégrer sérieusement dans nombre de pays.

Nous avons les premiers compris la signification progressive de la rupture entre Belgrade et Moscou, pris la défense énergique de la révolution yougoslave contre les attaques furieuse du stalinisme. Nous avons salué cette rupture comme le début de la désintégration du stalinisme, placé dans les nouvelles conditions de l'extension de la révolution mondiale, de l'ascension au pouvoir de nombreux Partis communistes, de l'apparition de nouveaux Etats ouvriers. Nous avons su de bonne heure mettre en valeur l'expérience positive spécifique de l'édification du socialisme en Yougoslavie, malgré toutes nos réserves sur le degré de démocratie populaire réelle qui existe dans ce pays, et sur sa politique étrangère, particulièrement sa politique timorée et opportuniste envers le mouvement ouvrier international, et la révolution mondiale en général : compréhension de la nécessité d'un développement équilibré de l'économie, non autarcique mais ouverte aux possibilités du marché mondial : compréhension de la nécessité d'une collectivisation de l'agriculture selon les possibilités matérielles et techniques de l'Etat, du marché, et le mûrissement par l'exemple de la conscience collectiviste des masses; promotion des Conseils ouvriers dans les usines, et des Communes, en tant qu'organismes d'auto-gestion sur le plan de la production et sur le plan local.

Survint peu après la victoire historique de la Grande Révolution chinoise, C'est en partant de celle-ci que nous fûmes les premiers, dès 1950, à juger que le rapport des forces global entre l'impérialisme et la révolution sous toutes ses formes - Etats ouvriers, révolution coloniale, mouvement ouvrier révolutionnaire des pays capitalistes avancés devenait favorable à celle-ci, et devait évoluer désormais de manière irréversible et accélérée dans ce sens. De cette appréciation fondamentale nous avons tiré toute une série de conclusions quant à la montée de la révolution mondiale, ses rapports avec l'impérialisme, la crise inévitable, le déclin et la chute finale de stalinisme.

Des évènements qui se sont déroulés depuis, dans la décennie écoulée, ont dépassé nos propres prévisions optimistes. Le changement intervenu dans le rapport global des forces en faveur de la révolution est maintenant une vérité commune illustrée par la formidable avance prise par l'URSS, la Chine. et les autres Etats ouvriers dans le domaine économique et militaire, le déclin relatif de la puissance de l'impérialisme yankee, et l'irrésistible extension de la Révolution coloniale. C'est à travers une lutte constante contre l'impérialisme que se réalise l'avance de la révolution jalonnée plus particulièrement par la guerre de Corée, la victoire au Vietnam, la guerre d'Algérie, la défaite de l'expédition de Suez, la Révolution cubaine, la guerre civile au Congo, la guerre d'Angola. Dans tous les cas le processus révolutionnaire intérieur est intimement lié à la lutte armée contre l'impérialisme, qui s'y oppose. C'est le dynamisme et la logique de la guerre-révolution qui déterminent et caractérisent ce processus. Les guerres de libération nationale se développent dans le contexte international actuel en révolutions sociales, les révolutions sociales se développent fatalement en guerres contre l'impérialisme. Formellement cette lutte reste jusqu'ici circonscrite, tout en mobilisant d'une manière ou d'une autre les forces globales de l'impérialisme et de la révolution. Des crises internationales de plus en plus fréquentes et graves émergent de cette situation qui nous amènent chaque fois au bord de l'abime c'est-à-dire d'une lutte armée généralisée et finale. Cette possibilité inhérente à la situation est contrecarrée par la peur réciproque de l'utilisation des armes atomiques et de la création d'une stiuation en dehors du contrôle des minorités dirigeantes actuelles. Mais d'autre part les litiges s'accumulent et s'étendent, l'instabilité gagne parfois simultanément les régions les plus diverses, la course aux armements s'accélère. les épreuves de force deviennent plus fréquentes et plus difficiles à se terminer sans qu'aucun des adversaires ne perde, dangereusement, la face,

Il faut également tenir compte du fait qu'aussi bien à la tête de l'impérialisme qu'à la tête des Etats ouvriers, règnent des minorités restreintes, et que l'appareil dirigeant est partout hautement bureaucratisé, capable de s'entraîner dans une action sous la pression des forces explosives à l'extrême qui traversent le monde actuel. En réalité les forces matérielles et sociales révolutionnaires qui caractérisent notre époque, exigent, pour qu'elles soient rationnellement contrôlées et utilisées au profit de l'humanité, une structure politique et sociale hautement démocratique d'hommes conscients, éduqués. Or c'est le contraire qui domine encore, et c'est là que réside le principal danger pour l'avenir de l'humanité. La structure bonapartiste extrême du pouvoir politique dans la plupart des pays clés, incontrôlable y compris par la propre classe ou caste que ce pouvoir représente en définitive, est dans les circontances actuelles un danger incontestable. La culbute dans l'abîme devient possible par l'affolement, ou l'inconscience de telles équipes dirigeantes. limitées dans leur capacité intellectuelle, soumises aux pressions irrationnelles du prestige, de la puissance, et qui effrayées de se trouver entraînées dans une situation qu'elles ne contrôleraient plus, sont précisément capables de provoquer une telle situation par un mauvais calcul, un faux-pas supplémentaire. C'est le déséquilibre criant entre la puissance fantastique prise par les forces matérielles et sociales révolutionnaires, qui tranforment sans cesse, à une cadence accélérée l'humanité là notre époque, et la structure incroyablement anachronique de la société et du pouvoir politique - y compris dans le cas des Etats-ouvriers - qui implique une période critique de transition du capitalisme au socialisme. Le danger ne sera maîtrisé qu'au fur et à mesure que se dégagera une société dans laquelle la connaissance, l'organisation, et la gestion de la politique, c'est-à-dire de l'administration de la société, se feront scientifiquement, de manière planifiée, en tant qu'œuvre de toute la masse des citoyens, conscients, éduqués, libres.

Il est vrai que, depuis la mort de Staline, le pouvoir politique en URSS est devenu moins capricieux, plus «collectif», et que ceci combiné au sentiment de la puissance accrue de l'URSS, et du rapport des forces global favorable à la révolution, incitent les dirigeants actuels de l'U.R.S.S. à une plus grande maîtrise de leur jeu et à une confiance accrue dans les forces de la révolution. Ainsi le danger principal que l'humanité ne soit précipitée dans l'holocauste atomique, provient plutôt à l'heure actuelle de l'affolement possible de l'impérialisme, de l'impérialisme yankee en particulier. Plus ce dernier prend conscience de l'impasse historique dans laquelle il se voit acculé, plus il est soumis à des pressions irrationnelles capables de le lancer dans une action qui précipite un conflit général, Dans un tel cas l'espoir de voir les dégats limités au minimum serait dans la riposte énergique des Etats ouvriers et de toutes les forces de la révolution, afin qu'on désarme au plus vite l'impérialisme.

Entre temps c'est la progression de la révolution dans le monde qui isole la citadelle principale de l'impérialisme, les Etats-Unis, et qui pourrait, théoriquement au moins, amener une situation dans laquelle l'impérialisme yankee se verrait ôter toute possibilité d'action offensive et se concilierait avec l'idée de sa défaite à froid. Nous sommes cependant toujours loin d'une telle situation. L'impérialisme yankee accepterat-il sa défaite à Cuba, ce qui signifierait laisser se consolider la tête de pont de la Révolution latino-américaine, et par conséquent, nord-américaine ? Et quelles seraient les réactions de l'URSS et de la Chine, en cas de nuovelle attaque décisive de la part de l'impérialisme pour écraser la Révolution cubaine ?

Dans quelques mois la crise de Berlin, autrement plus grave que dans l'immédiat, aura atteint un degré explosif. Un recul éventuel de l'impérialisme dans ce domaine entraînerait une avance de la révolution encore plus formidable que celle réalisée depuis l'échec de la Conférence au sommet de mai 1960. Ainsi les échéances critiques se multiplient et se rapprochent. Elles peuvent aussi bien signifier la précipitation d'un conflit général, qu'il s'agira alors de gagner au plus vite, qu'un nouveau recul décisif de l'impérialisme. Dans ce dernier cas le déploiement des forces de la révolution, aussi bien sous la forme des nouveaux progrès de la révolution coloniale, que d'une réactivisation du mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés, à la manière de la révolution belge de 1960, et d'une nouvelle avance de la déstalinisation et de la démocratisation des Etats ouvriers, sera impressionnant.

On nous a souvent reproché d'avoir eu et d'avoir des idées politiques justes, mais de nous être isolés du mouvement des masses. Par notre formation idéologique, nous sommes une avant-garde au sein du mouvement ouvrier international, et ce n'est pas notre faute s'il est impossible que nous nous identifions avec les conceptions actuelles soit de la social-démocratie soit des Partis Communistes. Idéologiquement nous nous rattachons à la tendance marxiste-révolutionnaire qui s'achemine historiquement à travers Marx, Engels, Rosa Luxembourg, Lénine, Trotsky, Ce sont les conceptions de cette tendance en matière économique, politique, culturelle, qui sont les nôtres, et que nous nous efforçons d'appliquer et de développer de manière critique aux conditions historiques actuelles. De ce point de vue nous représentons la seule tendance authentiquement, intégralement marxiste-révolutionnaire au sein du mouvement communiste actuel. Ce n'est pas notre faute si nous ne pouvons pas admettre et défendre non seulement les conceptions que les Partis Communistes professent en matière de construction économique du socialisme, de démocratie socialiste, de politique envers l'impérialisme et le mouvement ouvrier international, mais leurs conceptions culturelles également. Saurions-nous par exemple être marxistes-révolutionnaires et nous identifier avec les apologistes de l'art et de la littérature dirigés du caricatural «réalisme socialiste», de la peinture et de l'architecture staliniennes, de la famille petite bourgeoise, de la condamnation de Freud et d'Einstein, de la vulgarisation stérile de la merveilleuse souplesse et essence profondément critique de la dialectique marxiste? Saurions-nous avaler, passifs et mystifiés, comme si nous faisions partie d'un nouvel ordre religieux, toutes les erreurs grossières, les crimes abominables, les sottises affligeantes de l'ère stalinienne ? De telles nourritures sont impossibles pour des marxistes révolutionnaires. Le militant, le marxiste-révolutionnaire est un être profondément critique, et libre. Sa dialectique, sa méthode de connaissance, lui sert pour une investigation et une appropriation aussi profondes et serrées que possible du réel. Tout ce qui est progrès et vrai dans n'importe quel domaine, doit pouvoir s'intégrer dans la doctrine et méthode du marxisme en perpétuel enrichissement et développement. Un marxiste n'emploie pas sa pensée critique et son comportement d'homme libre, par rapport seulement à la société capitaliste, ses institutions, sa pensée, ses valeurs, mais également par rapport au mouvement ouvrier, au socialisme, à la révolution.

Il sait que ce qu'on peut appeler le combat de l'homme pour la «vérité», pour la «liberté», est un combat perpétuel de l'esprit critique et du caractère moral de l'homme. La lutte pour la démystification de l'homme dans une société soumise encore à l'influence d'un passé séculaire barbare, et des antagonismes de classe profonds est constante. Si notre opposition idéologique au stalinisme et ses survivances, fut et reste totale, notre action politique ne s'est jamais écartée du chemin de l'unité nécessaire dans l'action de toutes les forces ouvrières et révolutionnaires. Nous n'avons jamais déserté ou rompu ce front. Au contraire nous fumes et nous restons en toute occasion ses meilleurs défenseurs. Nous n'avons jamais voulu notre isolement des grandes formations ouvrières dans lesquels l'essentiel de la force de la classe est dans chaque pays organisé. C'est leur régime profondément anti-démocratique qui a rendu notre existence dans leur sein, en tant que tendance idéologique, pratiquement impossible. Malgré cet obstacle formidable nous avons persévéré dans l'effort pour nous y intégrer. Nous sommes parvenus à élaborer une tactique qui tient compte de la double nécessité : défendre ouvertement la ligne intégrale du marxisme révolutionnaire, lutter pratiquement dans les rangs où milite l'essentiel de la classe. Cette double nécessité est en partie contradictoire, et implique des solutions pratiques qui ne sont pas toujours parfaitement élégantes et satisfaisantes. Lá où les conditions le permettent, nous militons en tant que formations complètement indépendantes qui ont la mission de mobiliser les masses pour la conquête du pouvoir. Dans d'autres cas, nous tenons compte du fait que l'essentiel de la classe reste organisé dans telle formation social-démocrate ou centriste, ou d'obédience au Kremlin, et que son mûrissement révolutionnaire, selon toute vraisemblance, aura lieu pour toute une période, dans les cadres de ces organisations. Pour ces raisons nous investissons l'essentiel de nos forces dans celles-ci, tout en assumant par un noyau indépendant la défense de la ligne intégrale du marxisme-révolutionnaire. Une telle conception souple, audacieuse, difficile également, de notre action pratique, implique une organisation internationale de notre tendance, à la fois hautement politisée et disciplinée.

Nous savons que notre Internationale n'est pas celle des masses, ne saurait être telle qu'elle est actuellement, celle des masses de demain. Mais elle est absolument indispensable à la cohésion, à la survivance, à l'avenir, de la tendance marxiste-révolutionnaire, C'est grâce d'autre part à la ferme discipline volontaire, résultat d'une très haute éducation et conscience politiques, que le fer de lance de la tendance marxiste-révolutionnaire se fait sentir dans le combat, et donne sa physionomie militante à notre mouvement, Car, nous trotskystes ne sommes pas des contemplateurs ou des éxégétes intelligents de la réalité révolutionnaire de notre temps, mais avant tout le détachement avancé, militant, le plus conscient, et de ce fait le plus ardent, dans le combat de la révolution mondiale.

29-7-61

Prison d'Amsterdam

Pierre FRANK

Sur de nouveaux problèmes de la révolution socialiste en Europe

Bien que la révolution mondiale suive globalement une courbe ascendante depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'un de ses éléments — la révolution socialiste européenne — connaît un retard considérable, avant tout, du fait que le mouvement ouvrier européen n'est pas parvenu à se dégager de l'emprise des directions réformistes ou staliniennes. Cet état de choses soulève de nombreuses questions, tant en ce qui concerne son pourquoi que ses conséquences à échéance plus ou moins longue.

Nous ne nous étendrons pas ici sur les causes profondes qui ont fait que, sur le continent où l'idée du socialisme et le mouvement ouvrier sont nés, celui-ci ait été incapable, sauf en Russie, de renverser le capitalisme et de prendre le pou-voir. La faillite de la II^e Internationale en 1914 a été largement expliquée par le pro-cessus de bureaucratisation et d'adaptation du mouvement ouvrier à une activité réformiste dans la dernière partie du XIX^e siècle et dans les premières années du XX^e siècle, ainsi que par l'incapacité de procéder au redressement nécessaire quand l'impérialisme entra dans sa période de crise, qui s'est avérée être une période de guerres, de révolutions et de contre-révolutions, une période de convulsions sociales incessantes. Mais cette explication, que Lénine développa largement, valable pour expliquer la faillite de 1914, ne l'est plus pour ce qui s'est passé après 1917, après la victoire d'Octobre et la création de l'Internationale Communiste. Dire que les directions des P.C. politiquement faibles ont été incapables de résister au stalinisme triomphant en URSS ne constitue qu'une ex-plication partielle. Il faut aussi tenir compte, pensons-nous, du fait que la succession de défaites subies par le mouvement ouvrier européen, les guerres et le fascisme, ont entraîné une saignée de cadres militants, d'une part, et pas mal de déceptions et de scepticisme parmi les gé-nérations plus âgées d'aujourd'hui, d'au-

Quoi qu'il en soit à ce sujet, ce retard de la révolution européenne a des conséquences si fâcheuses qu'il nourrit en Europe des points de vue politiquement très négatifs qui, parfois en dépit des intentions de ceux qui les professent, contribuent à ajouter au pessimisme. Des courants théorisent plus ou moins ouvertement que la classe ouvrière européenne est désormais épuisée et qu'elle sera incapable de jouer un rôle appréciable dans

la victoire mondiale du socialisme. Ce phénomène est peut-être particulièrement sensible en France, où le mouvement ouvrier est passé des sommets de 1944-45 à la défaite devant de Gaulle en 1958: un stalinien comme Thorez voit dans l'économie soviétique la seule force motrice du socialisme dans le monde, et un nonmarxiste comme Sartre voit dans la révolution coloniale la force motrice exclusive. Sartre, qui n'a de responsabilités qu'envers lui-même, n'hésite guère à exprimer une telle conclusion. Thorez, qui dirige un parti de masse, se garde bien de le fai-re publiquement, mais, sans même faire état de propos qu'il a pu tenir à des proches, la politique du P.C.F. repose sur la prémisse d'une incapacité révolutionnaire du prolétariat français, dont le P.C.F. doit cependant garder le contrôle jusqu'au jour où le niveau de vie en URSS dépassera celui de l'Europe. « La caractéristique essentielle de notre époque, c'est que le système mondial devient le facteur dé-cisif de l'évolution de la société humaine » (résolution du 16 Congrès du P.C.F.). Pas la lutte de classe! L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre du développement de l'économie de l'URSS! En dépit des oppositions entre ces deux points de vue, il en résulte la conclusion commune qu'il faut mettre une croix sur le mouvement ouvrier européen.

Il n'y a pas de doute qu'il faille rabattre, et de beaucoup, les prétentions qui existent encore dans de larges couches du mouvement ouvrier européen. Ce mouvement ne constitue plus comme jadis le centre et le bastion de la lutte pour le socialisme, et il faut substituer une analyse qui englobe dans la révolution mondiale trois éléments combinés : la révolution coloniale, la révolution politique en Union Soviétique, et la révolution prolétarienne dans les Etats capitalistes économiquement développés (1), malgré le retard de celle-ci. Mais, en dépit des faiblesses manifestées par le mouve-

ment ouvrier européen, il a encore une grande contribution à fournir à la cause du socialisme. Ceux qui ont enterré déjà le mouvement ouvrier européen n'ont pas tiré toutes les conséquences impliquées par leur point de vue. En effet, si tous les ressorts de la classe ouvrière européenne étaient brisés, ce serait une catastrophe immense pour la cause du socialisme international même, car celui-ci ne peut être le produit d'un don. Les progrès de la révolution coloniale et de la révolution politique contribuent à desserrer les freins qui entravent la lutte des ouvriers européens, à améliorer les rapports de force en Europe entre les classes ouvrières et les capitalistes et entre les ou-vriers et les vicilles directions, mais ces révolutions ne pourront faire le travail qui revient aux ouvriers européens.

Nous n'avons aucune raison de penser que les ouvriers européens seront désormais incapables de faire mieux que d'arracher au capitalisme de minimes amélio-rations de leur sort, tandis que les masses des autres continents seraient seules capables de construire le socialisme. L'argument principal de ceux qui prononcent l'oraison funèbre de la classe ouvrière européenne réside à la fois dans l'absence de luttes révolutionnaires de sa part pour une quinzaine d'années et dans une prétendue corruption par l'automobile, le frigidaire, les vacances, etc... Il n'est pas inutile de rappeler que ce dernier argu-ment, d'un matérialisme un peu vulgaire, n'est pas mis en avant pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier européen. Après 1848, le mouvement ouvrier anglais s'est « embourgeoisé », pour reprendre une expression d'Engels luimême, mais le cofondateur du marxisme n'en a jamais conclu qu'il y avait là quelque chose de définitif. Il a, au contraire, défini les conditions objectives dans lesquelles le mouvement ouvrier anglais retrouverait son indépendance. A la fin du XIX^e siècle, les révisionnistes dans leur offensive antimarxiste voyaient une classe ouvrière désarmée par une amélioration (très relative à l'époque) de son sort. Pendant la première guerre mondiale, certains ont aussi expliqué l'union sacrée par la corruption des masses (2). Chaque fois le mouvement ouvrier européen, après une période d'assoupissement, a repris sa marche en avant.

Au fond, toute l'argumentation des frigidaires et des scooters a pour point de départ une explication des rapports sociaux à partir de la consommation et non de la production. Il y a bien longtemps que Marx, dans l'Idéologie allemande, faisait remarquer qu'agir ainsi c'était ignorer les conditions réelles et l'activité des hommes, et que cela ne pouvait conduire qu'à des conceptions réactionnaires. Mais personne n'est obligé de s'en tenir à cet argument théorique, et il faut se tourner sce qui s'est passé dans les dernières années pour tirer des conclusions valables pour l'avenir.

Dans la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale, les ouvriers européens ont connu en moyenne une amélioration sensible de leur existence et ceci a eu un effet démobilisateur jusqu'à présent. Les préoccupations d'un certain bien-être ont une incidence, y compris parmi les militants les plus conscients en Europe. On tend à se maintenir au niveau général ; dans la mesure où celui-ci s'élève, on ne peut penser que le militant reste indifférent à ses propres conditions d'existence. Mais ce n'est qu'un aspect des phénomènes qui se produisent en Europe. Il y a d'autres aspects et nous devons repousser d'autant plus énergiquement les conceptions pessimistes sur l'Europe qu'elles vont à l'encontre de ces autres aspects et d'autres phénomènes qui, depuis l'année 1960, témoignent d'une évolution contraire. Il faut même partir de la perspective — réelle — d'une reprise des luttes révolutionnaires en Europe afin d'étudier une série de problèmes nouveaux pour as_ surer un réarmement idéologique face à cette perspective. Nous-mêmes, trotskystes, devons à ce propos, comme nous le verrons plus loin, réajuster notre programme à la situation nouvelle qui s'esquisse. Car, après une période dans laquelle ce sont les effets démobilisateurs qui ont eu le dessus, nous nous trouverons dans une période où l'amélioration des conditions d'existence aura produit des effets à long terme quant au point de départ et au contenu des luttes qu'aura à mener la classe ouvrière européenne et des effets à long terme quant à la transition au socialisme.

Parmi les signes les plus nets d'une situation nouvelle qui se développe en Europe, il faut relever la grande grève belge de 1960-61 et les grèves en Espagne. Mais l'indication la plus précieuse selon nous, c'est celle de changements s'opérant dans la jeunesse.

Dans les pays colonisés et dépendants, la jeunesse se trouvait et se trouve naturellement à l'avant-garde de la lutte de toute la société. Nous pouvons constater que la jeunesse en Europe, après avoir été longtemps indifférente, commence à sortir de l'état de léthargie politique dans lequel se trouvent encore les masses les plus larges. Cela est le plus net en ce qui concerne la jeunesse estudiantine, mais celle-ci ne fait que précéder les plus larges couches des jeunes générations. Les manifestations de jeunes ont dépendu des

⁽¹⁾ On ne peut pas non plus supprimer dans la perspective du socialisme la classe ouvrière des Etats-Unis, de plus de soixante millions d'êtres humains, même si le développement politique de celle-ci est aujourd'hui très faible. On peut d'autant moins le faire qu'aussi longtemps que le capitalisme yankee pourra disposer d'une force considérable — dont les armements nucléaires — ce retard de la classe ouvrière américaine laisse au capitalisme la possibilité de faire peser sur le monde entier la menace d'un holocauste atomique.

⁽²⁾ Dans « L'Histoire du mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale », de Rosmer, on peut lire le texte d'une brochure de Dumoulin écrite alors que celui-ci était opposé à la guerre. On y trouve : « La masse des syndiqués est atteinte du même malaise que les chefs... Un prolétariat ignorant qui ne sait pas lire, qui ne veut pas lire ou qui lit des saletés... Chez des peuples nouveaux, l'instinct est plus fort que tout le reste. Chez nous, les mauvaises habitudes, les erreurs, les corruptions, ont étouffé l'instinct de classe ».

Il ne fallut que quelques années pour que Dumoulin rejoigne Jouhaux... au moment où allait se produire la montée révolutionnaire.

problèmes qui, dans chaque pays, ont soulevé l'attention et l'inquiétude : guerre d'Algérie en France, dangers nucléaires en Angleterre, etc... Même aux Etats-Unis on voit la jeunesse universitaire à la pointe de la lutte contre la ségrégation raciale, le mouvement des Noirs (stimulé par la révolution coloniale) provoquant les premiers soubresauts de la société américai-ne après tant d'années de léthargie politique. On signale aussi que, pour la première fois depuis plusieurs années, le P.C.F. recrute dans les couches les plus jeunes, qu'après plusieurs années où les statistiques constataient un vieillissement de l'âge moyen de ce parti, la tendance se déplace en sens contraire.

Si l'on regarde ce qui s'est passé en Europe depuis la fin de la deuxième guer_ re mondiale, on peut dire de façon générale que les générations qui ont pris part à la Résistance n'avaient pas pu se débarrasser de l'accablement engendré par les années de fascisme, que l'effort pour ren-verser le fascisme les épuisa et qu'elles furent ensuite préoccupées de s'assurer un mieux-être matériel après tant d'années de chômage et de misère. C'est sur ce fond qu'ont sévi les vieilles directions qui avaient su s'assurer d'un certain prestige du fait de la Résistance. Les jeunes générations d'aujourd'hui, celles qui commencent à entrer sur la scène politique. n'ont aucun souvenir conscient de cette période de la Résistance, aux aspects si contradictoires, et où le dévouement des participants fut exploité par la bourgeoisie. Non seulement elles n'ont pas connu cette période dont leurs aînés sont sortis déçus, elles n'ont pas connu également l'atmosphère qui régna par la suite dans le mouvement ouvrier, surtout dans les Partis communistes, où les chefs disposaient d'une autorité extraordinaire indiscutée, et où la moindre critique d'un Staline faisait plus scandale que faire profession d'athéisme dans une assemblée de prêtres. Ceux qui insistent uniquement sur la corruption de la classe ouvrière par l'amélioration du niveau de vie portent un jugement unilatéral et oublient ce changement, cet affaiblissement du poids bureaucratique, qui, à son tour, est devenu dans les dernières années une donnée aussi objective que les frigidaires. Mais, en fonction même du changement des conditions de vie, ces générations nouvelles ont des caractéristiques toutes nouvelles par rapport à leurs

Les générations les plus anciennes ont encore un souvenir cuisant du chômage. Combien à la sortie de l'école, du collège ou de l'université, sont restés sans travail des mois, parfois des années durant! Ce n'est pas sans intention que les dirigeants bourgeois pendant la guerre avaient inscrit dans la « Charte de l'Atlantique » le mot d'ordre « Freedom from want ». Tous les jeunes d'Europe aujourd'hui vivent sous le signe du plein emploi, le chômage est pour eux seulement un mot. Il ne faut pas croire que cela n'a que des conséquences négatives. Les directions traditionnelles actuelles ont été au moins aussi

lamentables que celles d'entre les deux guerres, mais le fascisme n'a pas trouvé un terrain de culture en grande partie en raison du plein emploi. D'autre part, en parlant des conventions collectives, des délégués d'entreprise, des pensions de vieillesse, de la Sécurité sociale, des congés payés, nous les mentionnons couramment comme des conquêtes ouvrières, et c'est tout à fait vrai. Mais si ce sont des conquêtes ouvrières historiquement parlant, si elles le sont aussi personnellement pour ceux qui appartiennent aux générations de l'avant-guerre, elles n'apparaissent pas comme telles pour les générations de l'après-guerre : à celles-ci elles constituent des acquis, une partie intégrante de leurs besoins, de leur mode d'existence. Il y a aussi bien d'autres changements, par exemple dans la composition de la nourriture par rapport à celle d'il y a 50 à 60 ans. Autrement dit, elles entrent tout naturellement dans la valeur de leur force de travail, dans leur « minimum vital » : celui-ci, rappelons-le, n'est pas une donnée physiologique mais une donnée historique, et une transformation de cette donnée s'est produite sous nos yeux au cours des récentes années. Tant d'événements se sont produits de par le monde que l'attention des militants révolutionnaires d'Europe a été attirée sur plusieurs points de la planète, mais dans une certaine mesure, ils n'ont pas toujours suivi des changements qui se passaient sous leurs yeux ; il est peut-être vrai que ces changements ne parlaient pas beaucoup pendant une série d'années. mais ils sont désormais très perceptibles. Les luttes, si limitées encore, qui se sont produites, ont montré que les travailleurs, surtout les jeunes, ne sont pas disposés à prendre les améliorations qui sont survenues comme un superflu dont ils pourraient à la rigueur se passer, mais comme le minimum qu'il faut conserver et accroître davantage. Toute attaque contre ce minimum (que nous appelons confort par suite de l'optique de générations plus âgées) et toute menace contre la sécurité de son maintien provoqueront des réflexes de défense même violents de la part des ouvriers qui donneront lieu à des prises de conscience politique très élevée. La grève belge de 1960-61 est un exemple frappant : ce sont les sidérurgistes de Liège, qui ont un salaire moven de 800 NF par mois, un des plus élevés de leur pays, qui ont été l'âme de cette première grande lutte annonciatrice d'un renouveau du mouvement ouvrier européen, car s'il n'y a pas encore eu de mouvements comparables, on a assisté dans plusieurs pays d'Europe à des manifestations allant dans le même sens. Les lois du capitalisme, la concurrence et les fluctuations de la conioncture notamment, rendent inévitables des attaques patronales contre le standard de vie des travailleurs, et c'est là une base objective pour une reprise de la lutte ouvrière en Europe sur grande échelle, avec des possibilités de luttes politiques en fonction de l'intervention d'une avant-garde consciente et suffisamment influente

QUATRIEME INTERNATIONALE

Il ne nous paraît pas utile de poursuivre davantage sur ce plan, mais la conclusion inéluctable est qu'il faut aborder les perspectives du mouvement ouvrier européen en tenant compte que les générations qui désormais joueront le rôle principal considèrent comme normal, non comme du superflu, le niveau de vie tel qu'il s'est établi dans les dernières années, et qu'elles ne sont plus sous l'emprise des vieilles directions traditionnelles à la façon que l'on avait connue dans l'immédiat après-guerre. Il y a sans aucun doute toujours un décalage qui se produit entre les générations, mais il est très douteux qu'il se soit produit dans toute l'histoire du capitalisme des changements aussi importants pendant une durée malgré tout assez limitée, changements qui se sont effectués pendant la vie de tous ceux qui, en Europe, dépassent la quaran-

Cette situation nouvelle pose des problèmes nouveaux pour le mouvement ouvrier. En particulier, pour notre propre mouvement, cela se résume dans une nécessité de réexaminer notre Programme de Transition, non de changer sa conception d'ensemble de mots d'ordre mobilisateurs correspondant à la logique du développement du mouvement des masses et portant celui-ci hors du cadre capitaliste, jusqu'à la conquête du pouvoir, mais dans le sens d'adapter ce programme aux nouvelles conditions, aux nouveaux sentiments des masses, au nouveau niveau à partir duquel partiront les inévitables luttes de demain.

Notre Programme de Transition de 1938 reflète remarquablement l'époque dans laquelle il fut rédigé. Pour les pays capitalistes économiquement développés, c'était vraiment plus ou moins une période de « paupérisation absolue », la période de la plus grande crise économique dans l'histoire du capitalisme: des dizaines de millions de chômeurs, une destruction considérable de forces productives, une misère croissante, les jeunes en grand nombre ne pouvant entrer dans la production, le fascisme s'étendant sur l'Europe, et la guerre mondiale se préparant. A présent, l'Europe occidentale capitaliste connaît non le chômage mais le plein emploi : au sein du Marché commun européen les capitalistes se disputent la main-d'œuvre d'une manière extraordinaire, parfois même comme opéraient les sergents recruteurs des armées de jadis. La production et la productivité connaissent un développement inattendu. Sans se livrer à des exagérations, on peut dire qu'il y a eu un relèvement général du niveau de vie, même s'il reste dans tous les pays des couches laborieuses au standard de vie encore bas relativement à la movenne de l'Europe occidentale (3). Pour les travailleurs de cette partie de l'Europe, la maladie, l'accident du travail, la vieillesse ne constituent pas, par suite du « salaire différé », les catastrophes qu'ils étaient autrefois. Seul le danger de guerre a pris maintenant des formes apocalyptiques, et sur ce point notre mouve-

ment a fort justement cherché à reformuler sa pensée et ses mots d'ordre, dans le sens d'un programme de transition.
L'affaissement sur le plan de l'activité

revendicative et révolutionnaire se serait en partie produit, surtout sur le plan de la lutte révolutionnaire, même si les directions des organisations de masse avaient été révolutionnaires, mais il a pris des proportions beaucoup plus grandes du fait des trahisons des directions tradition nelles, et nous nous trouvons devant un handicap d'autant plus lourd à rattraper. Privés de perspective, ne se trouvant pas mis en garde sur la précarité de la conjoncture en régime capitaliste, n'étant pas appelés à se prémunir contre celui-ci, les ouvriers devaient inévitablement chercher à trouver des solutions essentiellement personnelles (heures supplémentaires, avantages partiels, etc...) au détriment de l'action collective. Mais nous voyons dès maintenant que l'exploitation capitaliste pousse les ouvriers sur une voie de lutte collective, et ce à partir du niveau actuellement atteint, non du niveau de l'avant-guerre. Sortis des problèmes les plus élémentaires de l'existence, les travailleurs ont à affronter dès le départ des problèmes à un niveau beaucoup plus élevé, qui ne sont plus ceux de la « paupérisation absolue » mais dans une certaine mesure des problèmes qu'on pourrait appeler ceux de la « paupérisation relative » ou, pour recourir à un langage philosophique, pas seulement les problèmes de la seule aliénation économique. Bien que le niveau de vie de nombre d'ouvriers se soit amélioré, ceux-ci sont plus sensibles que par le passé aux possibilités qui sont offertes par le progrès technique, mais qui ne sont pas réalisées pour diverses rai-sons liées à l'existence du régime capitaliste (dépenses militaires, etc...). En outre, la division à l'extrême du travail. le rythme qui est imposé, toute la « modernisation » se font dans des conditions qui rendent les ouvriers de plus en plus sensibles au fait qu'ils ne travaillent que pour gagner leur existence et que leur travail ne leur procure aucune satisfaction d'ordre intellectuel

Nous devons condamner énergiquement la politique des organisations de masse qui ont renforcé les tendances à l'amélioration personnelle de l'existence, mais

⁽³⁾ Il existe dans tous les pays capitalistes économiquement développés des couches de travailleurs et de vieux travailleurs qui, en dépit de l'élévation moyenne, ont des ressources et des conditions de vie très insuffisantes. Cela est vrai également aux Etats-Unis. Quiconque a tant soit peu d'expérience du mouvement ouvrier sait cependant que ces couches ne constituent pas et ne fournissent pas les éléments les plus combattifs dans les périodes de haute conjoncture. Ces couches, pour être défavorisées, renferment de très nombreux éléments qui s'accommodent des pribes qu'ils peuvent obtenir dans les conditions actuelles. Ce n'est que lorsque ressurgissent les périodes révolutionnaires qu'elles jouent un plus grand rôle dans la lutte de classe.

nous ne devons pas voir dans la tendance générale au bien-être simplement un signe de dégénérescence petite bourgeoise; c'est aussi une certaine aspiration plus ou moins consciente vers une société meilleure, vers une société socialiste. En 1923-24, Trotsky n'hésitait pas à écrire que « la passion pour les améliorations mécaniques, comme aux Etats-Unis, accompagnerait la première étape de toute nouvelle société socialiste ». Dans les conditions de retard de la révolution socialiste européenne, il y avait un élément d'aspiration au socialisme chez les travailleurs qui tentaient d'obtenir de meilleures conditions d'existence immédiates, un élément qui prendra sa valeur à l'avenir.

En tout cas, dès maintenant, on peut discerner que des questions nouvelles sont agitées dans les organisations ouvrières. Pour la première fois depuis la fin de la première guerre mondiale, c'est-à-dire depuis la conquête de la journée de huit heures, il y a plus de 40 ans, se trouve posée la question d'une diminution de la semaine de travail. Elle se trouve posée déjà dans plusieurs pays et tout marxiste comprendra l'importance énorme de cette revendication qui s'inscrit dans la grande lignée des luttes en Europe au XIXº siècle. Sur le plan des entreprises, une autre question commence à être posée de façon plus concrète que par le passé, celle du contrôle ouvrier, et de la gestion ouvrière du fait que les ouvriers ont conscience que dans ce domaine ils n'ont rien obtenu de substantiel. Dans certains milieux qui gravitent autour du mouvement ouvrier, on a soulevé la question d'une « planification démocratique ». Il n'est pas nécessaire ici que nous démontrions la différence qualitative entre la planification dans un regime où le pouvoir capitaliste a été aboli et la planification dans un régime capitaliste. Nous n'avons également pas besoin de démontrer que les néo-capitalistes (qu'ils soient les « jeunes patrons » prétendument plus intéressés à la gestion qu'à la production, ou des réformistes de diverses nuances) développent dans ce domaine une politique visant seulement à améliorer le système capitaliste, non à l'abolir. Mais nous devons comprendre que s'ils donnent une telle importance à cette question, ce n'est pas seulement parce qu'elle répond à leurs propres préoccupations, mais aussi parce que cela traduit l'existence au sein d'une couche de militants ouvriers d'idées plus ou moins confuses, plus ou moins élaborées, sur la place qu'ils occupent dans la production et dans l'organisation de celleci, soit au niveau de l'entreprise soit au niveau de l'économie dans son ensemble.

A ce sujet aussi, les problèmes se présentent sous une forme nouvelle. Dans la période d'entre les deux guerres, le chômage fit apparaître crument la faillite du système capitaliste, les patrons ne pouvaient plus faire tourner les usines, et il s'ensuivit les problèmes des nationalisations, de la planification, de la gestion ouvrière. A présent, il n'y a pas de chômage, mais le plein emploi ; cependant,

les travailleurs, plus particulièrement les militants, ressentent que ce qui se passe dans les entreprises et dans l'économie, à l'exception de bagatelles qui relèvent des comités d'entreprise, est en dehors de leur décision, à commencer même par les salaires. Productivité, croissance économique, etc., sont invoqués, tandis que la politique syndicale s'avère le plus souvent impuissante. En même temps, ce qui se passe dans les Etats ouvriers dans ces domaines n'est pas sans livrer matière à réflexion. Les grands problèmes de l'économie affectent donc la pensée des travailleurs, les éduquent, et ainsi se trouvent posés des problèmes qui concernent le système capitaliste dans son ensemble et préparent la lutte contre lui sur un niveau économique plus élevé que par le passé.

On doit aussi noter un intérêt grandissant parmi les ouvriers - et pas seulement dans des cercles limités - sur des problèmes comme celui des loisirs, des possibilités culturelles, sportives, artistiques, etc... Dans le loisir, il y a certainement à présent une part importante d'évasion des problèmes posés par l'exploita-tion capitaliste (4). Mais, à partir du moment où les loisirs deviennent une réalité, qu'ils constituent une partie non négligeable de l'existence, par comparaison avec le temps absorbé par l'exploitation capitaliste, il est tout à fait normal que l'utilisation sociale de ces loisirs devienne une préoccupation des ouvriers d'avant-garde, utilisation qu'ils ne peuvent laisser indifféremment entre les mains des serviteurs du capitalisme.

En relation avec cette situation nouvelle, nous pouvons aussi constater ce que nous pouvons définir comme des changements dans le militantisme, en donnant à ce dernier mot le sens d'une activité volontaire, gratuite, faite après les heures de travail, au service du mouvement ouvrier dans son acception la plus large, indépendamment du degré de bureaucratisation de celui-ci. Si l'on compare à l'avantguerre, on voit qu'à l'exception des périodes où il y a eu de grandes tensions politiques dans le pays, le militantisme strictement politique s'est réduit, l'appareil

des organisations trouvant moins de collaborateurs bénévoles pour l'activité qu'il dirige. Par contre, il v a un militantisme beaucoup plus répandu pour des problèmes particuliers : problèmes des loge-ments, de l'enfance, des loisirs, d'activités culturelles diverses (radio, cinéma...). Une foule d'activités sont ainsi assurées par des volontaires qui v éprouvent des satisfactions d'ordre social. Nous ne nierons pas qu'il y a dans cette orientation une certaine dérobade devant les appareils et une certaine autosatisfaction de conscience pour s'excuser de ne pas mener la lutte pour une politique révolutionnaire ; mais il serait erroné de n'v voir que cela et de ne pas comprendre qu'avec un tournant de la situation, c'est ce qu'il y a de positivement socialiste dans ces aspirations qui aura, et de loin, le dessus. Le vrai point faible de cette activité, c'est que dans les années passées, par suite surtout des conditions générales, elle a été détachée de la lutte politique pour le pouvoir des travailleurs, et s'est réduite de ce fait à une activité réformiste,

En raison du retard de la révolution socialiste en Europe et des développements et changements qui se sont produits dans les conditions de la classe ouvrière, le point de départ des grandes luttes pour le pouvoir se fera sur un niveau plus élevé, ce qui est aussi une des causes des difficultés plus grandes qui existent pour leur déclenchement. C'est en tenant compte de ces changements que nous devons réadapter le Programme de Transition dans le sens que nous devons le compléter et formuler ces problèmes nouveaux, ces revendications nouvelles de façon à les lier à la question du pouvoir. en un mot à leur donner le caractère de mots d'ordre de transition. Il va de soi que, dans l'état actuel de notre mouvement, alors que nous sommes avant tout un mouvement de cadres politiques, il ne s'agit pas pour nous d'entrer dans le détail des questions ainsi soulevées : mais il s'agit de montrer aux très nombreux militants qui y consacrent le meilleur d'eux-mêmes qu'ils ne trouveront pas là une transition graduelle vers le socialisme et que leurs préoccupations ne pour-ront trouver satisfaction que dans une lutte pour le pouvoir. Autrement dit, notre Programme de Transition qui contient encore, vingt-cinq années après avoir été écrit, tant de choses valables pour les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière européenne doit être complété par une série de revendications correspondant à la situation nouvelle résultant des progrès qui sont intervenus entre temps, par suite d'une période exceptionnelle de haute conjoncture.

*

Il est un autre problème sur lequel nous devons aussi changer et réadapter notre Programme. Nous vivons à présent l'agonie du système colonial, et, sauf pour quelques derniers bastions, la question

du soutien à la lutte des peuples colonisés pour l'indépendance politique ne se pose plus. Ce sont de nouveaux problèmes qui se posent aux peuples de ces pays désormais baptisés « sous-développés ». Il est malheureusement très vrai que les peuples colonisés ont conquis pratiquement seuls leur indépendance politique et que le mouvement ouvrier des métropoles européennes a surtout fait preuve de carence Mais, si honteux que soit ce fait, il faut maintenant aborder un problème nouveau. Le monde capitaliste se préoccupe de « l'aide aux peuples sous-dévelop-pés ». De sa part, il s'agit d'une tentative néo-colonialiste en vue d'enrayer la transcroissance de la révolution coloniale en révolution socialiste, d'un endiguement contre l'influence des Etats ouvriers dans ces régions, et aussi d'une tentative de profiter des nouveaux besoins de ces pays pour faire encore des profits. Notre tâche est de montrer au mouvement ouvrier européen qu'il ne peut ignorer ce problème des rapports économiques avec les pays sous-développés, qu'il ne doit pas avoir la même attitude passive que celle qu'il a eue au cours des luttes des peuples colonisés pour leur indépendance. Tandis que les capitalistes envisagent cette aide comme un moyen d'arrêter la marche de ces peuples vers le socialisme et ainsi de prolonger l'existence du système capitaliste dans le monde entier, devons faire naître et développer nous parmi les masses travailleuses des pays européens l'idée qu'elles doivent donner leur appui aux peuples qui, pour sortir de la condition dans laquelle les a mise le colonialisme, n'ont d'autre solution que d'établir des régimes de transition vers le socialisme. Au moment de la grande crise qui affecta l'Europe entre les deux guerres, notre mouvement mit en avant un mot d'ordre qui liait la lutte contre le chômage à la réalisation du premier Plan quinquennal soviétique. Dans la période actuelle de plein emploi en Europe, nous devons formuler un mot d'ordre transitoire liant l'aide aux pays sous-développés à la transcroissance de la révolution coloniale en révolution socialiste. C'est ainsi que nous œuvrerons à la liaison qui a jusqu'à présent fait défaut entre la révolution européenne si tardive et la révolution coloniale qui se poursuit avec une vigueur irrésistible.

*

Ce sont des problèmes nouveaux que nous avons voulu soulever, sans prétendre qu'il soit possible dès maintenant d'y répondre d'une façon satisfaisante, car si la situation objective nouvelle les pose, le niveau actuel des luttes ouvrières en Europe n'a pas encore fourni des éléments suffisants pour donner plus que des vues très générales. Mais les signes se multiplient qui témoignent d'une situation nouvelle et nous devons nous préparer pour elle.

27 juin 1962.

⁽⁴⁾ La question des loisirs ne peut être ici traitée dans le détail. En fait, nous avons assisté à une lutte incessante entre le patronat et la classe ouvrière, dans laquelle celleci par sa lutte réduit la plus-value absolue, mais où, de ce fait même, le capitalisme s'efforce d'augmenter la plus-value relative, par une augmentation constante de l'intensité du travail. Il n'est pas exagéré de dire que la semaine de travail actuelle dans les usines d'Europe occidentale exige un effort qui dépasse celui qui était fourni dans le passé, quand la journée de travail était de 10 heures et parfois davantage. D'autres facteurs jouent encore pour accroître la fatigue des ouvriers : voyages pour se rendre au lieu de travail, etc... Dans ces conditions, les revendications qui visent à réduire le temps de travail sont loin de rechercher le « confort ». mais une nécessité de récupération, de reconstitution de la force de travail.

année 1962 ne sont pas intéressés. Et parce que la dénonciation de ces méthodes conduirait directement à la manifestation de la vérité sur les procès Zinoviev, Piatakov et Boukharine. L'actuel C.C. sait très bien que ces procès honteux ne « tiennent » pas, mais il croit

QUATRIEME INTERNATIONALE

qu'il est prématuré de se dégager publiquement d'eux.

Pourquoi Toukhatchevsky devait-il mourir?

(Les dessous de la conjuration contre l'Armée Rouge en 1937)

- I -

Un quart de siècle après le scandaleux procès de Moscou qui amena les huit plus importants dirigeants de l'Armée rouge (Toukhatchevsky, Yakir, Ouborevitch, Eidemann, Kork, Feldmann, Putna et Primakov), sous des accusations fausses, devant un tribunal militaire, les condamna à mort et les fit exécuter, ces victimes de la terreur et de l'arbitraire ne sont pas seulement réhabilitées par les organes judiciaires de l'Union soviétique comme étant totalement innocentes, mais sont aussi rétablies moralement et historiquement dans leurs droits. Leurs mémoires sont célébrées; les encyclopédies soviétiques, les manuels militaires notamment, publient des articles détaillés sur leurs biographies, éclairant les portraits de certains d'entre eux (la personnalité d'Emmanuel Yakir, le stratège Michel Toukhatchevsky, le chef de partisans Primakov) comme ceux de héros légendaires de la guerre civile qui ont assuré la victoire de la révolution prolétarienne.

Il doit même paraître des monographies particulières, et avant tout un roman d'un écrivain soviétique connu, sur Toukhatchevsky; divers épisodes de la vie de Yakir, d'Ouborevitch, du poète révolutionnaire letton Eidemann, etc... doivent faire l'objet de productions

artistiques qui serviront à l'éducation de la jeunesse soviétique.

Il est d'autant plus étrange que, même maintenant où l'on dit que «l'heure de la vérité» est arrivée, après des décennies de mensonges, le dernier épisode, tragique, décisif dans la vie de Toukhatchevsky et des autres fondateurs et combattants de l'Armée rouge, cet épisode qui entraîna un jugement perfide contre eux, leur condamnation et leur mort, est omis intentionnellement et que de nombreuses questions liées à ce procès sont toujours laissées dans l'ombre.

- II -

Des publications soviétiques parues jusqu'à la mi-1962, les points suivants de l'affaire Toukhatchevsky ont été irréfutablement établis :

 Les dirigeants de l'Armée rouge, qui avaient acquis des mérites considérables dans sa création et son établissement pendant les années de la guerre civile, puis dans les années 1930 et 1930, furent soudainement éliminés, arrêtés, jugés et exécutés;

2) Le résultat de cet acte terroriste contre la direction de l'Armée rouge (auquel furent associées plusieurs vagues de terreur dans les années suivantes qui provoquèrent des dizaines de milliers de victimes) fut un affaiblissement considérable de la capacité de combat des forces armées soviétiques, affaiblissement dont les suites se firent sentir aussi bien dans la misérable défaite dans la guerre contre la Finlande (1939-40) que dans l'effondrement catastrophique dans les premiers mois de la guerre contre Hitler (été-automne 1941);

3) Sur la conspiration criminelle contre l'Armée rouge qui a provoqué des conséquences si lourdes, il est dit seulement que l'accusation d'espionnage portée contre Toukhatchevsky et tout le groupe de ceux qui furent accusés avec lui dans cette affaire reposait sur une intrigue de la Gestapo. Les fausses accusations d'espionnage seraient parvenues aux organes, du N.K.V.D. par l'entremise de Benès et de l'Intelligence Service britannique, et Staline aurait été persuadé qu'il s'agissait vraiment de traîtres...

Mais aujourd'hui encore, un quart de siècle après le procès Toukhatchevsky, dix années après la mort de Staline, plusieurs années après le début des révélations sur le « culte de la personnalité » au XXº Congrès du P.C.U.S. et plusieurs mois après la décision du XXIIº Congrès de poursuivre la lutte contre les conséquences du culte de Staline, les publications soviétiques évitent de publier ne serait-ce qu'une partie des documents sur le procès de juin 1937 et de jeter la lumière sur les dessous des vraies causes de ce procès.

Pourquoi ?

Parce que le récit sur la tromperie consciente par la Gestapo n'est qu'une partie, et même la plus petite et la plus insignifiante partie de la vérité sur les raisons du procès.

- III -

Il ne s'agit certainement pas d'anticiper sur des documents jalousement cachés dans les archives qui, en outre, sont à peine en état de mettre à jour toutes les connexions. D'autre part, il n'est pas nécessaire de poursuivre le jeu de patience aimé des soi-disant « soviétologues » qui, reliant différentes rumeurs, des indications sujettes à caution et l'art de lire entre les lignes, en théories subtiles, savent construire différentes versions « possibles » ou « vraisemblables » de ce qui se passa « dans la coulisse au Kremlin » avant le procès Toukhatchevsky et pendant son déroulement.

L'auteur de ces lignes n'a ni assisté au procès, ni lu ses procès verbaux. Il a passé l'année 1937 dans les prisons politiques de Moscou (Boutyrki, Loubianka, etc...) et a eu des contacts avec des dizaines de prisonniers, parmi lesquels nombre de dirigeants communistes (qui alors avaient été arrêtés et condamnés faussement, qui depuis ont tous été réhabilités, mais dont un tout petit nombre seulement a pu vivre Jusqu'à la réhabilitation). Parmi eux se trouvait un grand nombre de personnalités dirigeantes de l'Armée rouge. Le tableau qu'il a pu se faire, sur la base de ces rencontrees, sur les événements réels qui ont précédé le procès Toukhatchevsky et l'ont accompagné, a été complété par des détails qu'il a pu obtenir par la suite sur quelques points essentiels, au cours de pérégrinations pendant de longues années dans les prisons et camps soviétiques.

Il est possible que tel ou tel détail puisse être complété ou corrigé, que tel ou tel fait s'avère faux, il est possible de connaître d'autres détails, tout cela ne peut changer les traits principaux du tableau que l'auteur s'est fait sur les raisons principales de l'assassinat

de Toukhatchevsky et des phénomènes qui ont accompagné son procès.

L'histoire des documents de la Gestapo, qui est mise au centre dans les récits semiofficiels, n'est nullement une «explication» du procès, et les dires selon lesquels le «crédule» Staline aurait été dupé par la Gestapo rusée, et que le N.K.V.D. «naïf» aurait été roulé par les manœuvres trompeuses de Benès, de l'Intelligence service et de Canaris, ne sont qu'une feinte pour cacher à un public primitif les véritables raisons de ceux qui, en 1937, voulaient écarter Touknatchevsky et les cadres dirigeants de l'Armée rouge.

- IV -

Pour n'en mentionner que les principales, les véritables raisons de l'arrestation de Toukhatchevsky étaient les suivantes:

 La soif de pouvoir de Staline qui considérait comme dangereux pour son autocratie l'existence d'un groupe de communistes valeureux qui disposaient d'une autorité au sein de l'armée et du peuple;

2) La nécessité d'exterminer impitoyablement ces cadres qui avaient servi sous Trotsky au début des années 1920, qui savaient la vérité sur le rôle qu'il avait joué dans les années de la révolution et de la guerre civile, et qui avaient été liés personnellement à lui;

3) Il fallait préparer une fin à l'antagonisme grandissant entre les dirigeants de l'armée et l'appareil bureaucratisé de l'Etat et du Parti (représenté par le N.K.V.D. soumis personnellement à Staline), et ce par une soumission inconditionnelle de l'armée. A cette fin, elle devait être « décapitée » :

4) Dans la réalisation directe de l'action contre les cadres de l'armée et Toukhatchevsky, la rivalité entre les services d'information de l'armée et l'appareil d'espionnage du N.K.V.L. joua un certain rôle, que l'on ne doit cependant pas surestimer.

Telles sont les causes générales , fondamentales, réelles, de la conspiration contre

l'Armée rouge et ses dirigeants, qui provoqua le procès Toukhatchevsky.

Si le procès fut mis en scène au printemps de 1937, si une hâte particulière fut prise dans l'action terroriste contre le corps des officiers de l'Armée rouge, si les mesures furent particulièrement brutales, c'est que Staline et l'appareil du N.K.V.D. pour leur part croyaient avoir découvert l'existence d'une organisation clandestine au sein de l'administration politique de l'Armée rouge et s'en sentaient menacés. A la tête de cette administration politique (P.U.R.) se trouvait Jan Gamarnik.

- v -

L'administration politique de l'Armée (P.U.R.) constituait sa colonne vertébrale idéologique. Outre les fonctions d'agitation et de propagande qu'il devait remplir, le P.U.R. était responsable de la loyauté politique de l'armée. Dans le P.U.R. se trouvait concentrée la surveillance de la capacité de combat théorique du corps des officiers et du commandement supérieur; le P.U.R. prenait soin de la fidélité inconditionnelle de l'armée, de ses liens avec la ligne du parti, de son dévouement à la direction du parti.

Lorsque Gamarnik fut nommé chef du P.U.R. au début des années 1930, sa qualification à ce poste fut avant tout déterminée par le fait qu'il était membre du parti depuis 1916

(autrement dit, qu'il avait travaillé illégalement comme membre du parti avant la révolution) et qu'il avait occupé pendant des années des postes dirigeants dans le parti. Il était en relations étroites avec les dirigeants de l'armée en Ukraine (R. Yakir, dont il était le beaufrère) et en Russie blanche (Ouborevitch).

Gamarnik appartenait à ce groupe de partisans de la ligne générale qui avaient combattu, dans les discussions des années 1920, derrière Staline, le trotskysme et la « déviation de droite », mais qui, dans les années 1930, se trouvèrent de plus en plus douloureusement atteints à la suite des infractions aux règles intérieures du parti du temps de Lénine et des mesures de terreur prises de plus en plus contre la classe ouvrière et les vétérans communistes sous le mot d'ordre du « renforcement de la lutte de classe au fur et à mesure qu'on se rapproche du socialisme ».

Le procès Piatakov, au début de 1937, au cours duquel Mouralov, l'ancien commandant de la garnison de Moscou qui, en 1923, avait proposé à Trotsky de liquider la dictature du Secrétariat et de Staline par un coup d'état, avait été accusé et condamné à mort, la vague de terreur qui s'éleva après la session du Comité Central de février-mars, le suicide d'Ordjonikdizé, et l'activité fébrile du N.K.V.D. dans toutes les hautes sphères de l'Union Soviétique, avaient créé une profonde fermentation dans le groupe des « vieux bolcheviks » auquel appartenait Gamarnik.

- VI -

Dans les premiers jours d'avril 1937, je rencontrais à l'hôpital de la prison, où j'étais soigné après une longue grève de la faim, un jeune commissaire de régiment qui venait d'être arrêté. Il s'acquittait d'une fonction insignifiante dans «l'administration politique» de l'armée et était proche de l'entourage direct du dirigeant du P.U.R. Il raconta qu'on l'avait conduit, aussitôt après son arrestation, à un juge d'instruction de rang élevé qui, à son grand étonnement, commença à l'interroger sur... l'activité contre-révolutionnaire, de Gamarnik.

Le jeune militaire était interloqué car il savait que Gamarnik était encore le dirigeant de l'administration politique, qu'il était un vieux bolchevik, que, peu de temps encore auparavant, au XVII^e Congrès du parti, il avait été élu membre du C.C. Mais le juge d'instruction s'appuyait sur des témoignages concernant Gamarnik. Il lut même au commissaire des extraits de procès-verbaux qui contenaient un matériel chargeant Gamarnik très lourdement : il s'agissait de soi-disant remarques critiques sur la collectivisation (qui minait l'esprit de combat des soldats rouges d'origine paysanne), sur des remarques appréciant les mérites de Mratchkovsky, un des vieux dirigeants de partisans qui avait été condamné à mort en 1936, et « même » un mot irrévérencieux sur Staline.

Dans les semaines suivantes, dans les cellules des prisonniers à l'instruction, arrivèrent de plus en plus de nouveaux venus, jeunes et vieux en uniformes d'officier, aux galons enlevés et aux décorations arrachées: on pouvait se faire une idée de la façon dont « l'épidémie » (comme on nommait, par euphémisme, la vague de terreur montante) s'étendait dans l'armée, et même dans ses organes dirigeants.

On reprochait aux officiers arrêtés la participation à des groupements terroristes, à la tête desquels se seraient trouvés différents chefs connus de l'armée. On nommait toujours le nom du dirigeant de l'administration politique, du représentant du Commissaire du Peuple à la défense, Jan Borissovitch Gamarnik, comme participant et organisateur des « groupes terroristes ».

- VII -

Lorsqu'on connut que, le 31 mai 1937, à la veille de l'arrestation de Toukhatchevsky et des autres dirigeants de l'Armée qui furent mis à la disposition du tribunal secret, Gamarnik s'était suicidé, ce fut l'opinion unanime des communistes qui se trouvaient en prison (et aussi, comme je l'appris plus tard, celle des membres du Parti politiquement qualifiés qui se trouvaient en liberté) que le N.K.V.D. avait reçu une grande gifle.

Le fait que Gamarnik ne pouvait être présenté dans un procès comme l'organisateur d'un attentat contre Staline était plus qu'un « défaut » ; de ce fait, le plan de Staline-lejov de monter un procès public dans lequel une mutinerie des généraux serait stigmatisée par leur propre dénonciation était anéanti. Gamarnik devait être le personnage principal de ce procès, il devait rendre vraisemblable le « plan diabolique » d'un putsch militaire destiné à emprisonner ou assassiner le gouvernement soviétique, Staline en tête, et à ériger une dictature militaire, dans laquelle Toukhatchevsky devait jouer un rôle dirigeant et dont le programme était la « restauration du capitalisme ».

Son suicide était, comme celui de Skrypnik et de Loubtchenko en Ukraine, du président de la Russie blanche Golodied, du géorgien Lominadzé et de milliers d'autres, l'expression de la protestation contre la trahison de la révolution, l'annihilation du Parti communiste et les représailles de masse que réalisaient systématiquement Staline et l'appareil du N.K.V.D.

C'était la seule forme de protestation possible dans les conditions de 1937. Staline et le N.K.V.D. furent ainsi contraints d'abandonner le plan d'un procès public théâtral contre les chefs militaires et de réaliser un «bref procès » accéléré à huis clos, en se retranchant derrière le prétexte cousu de fil blanc d'une affaire d'espionnage en faveur de l'Allemagne.

(Suite page 56)

Notre ami Sherry, notre camarade Patrice

(L'homme et le militant)

par M. PABLO

Il y a un ans, le 24 juin 1961, mourait notre camarade Sherry Mangan, qui fut membre du Secrétariat International de la Quatrième Internationale. Nous publions ci-après une note écrite à l'époque par le camarade Pablo, dans la prison d'Amsterdam.

Sherry Mangan, que nous avons connu et aimé dans notre mouvement sous son nom de militant Patrice, vient de nous quitter.

J'ai reçu la nouvelle comme une blessure au cœur, à l'heure encore plus triste du crépuscule dans ma cellule, par une courte lettre d'un camarade du S.I., dans laquelle il était écrit : « Les conditions de sa mort furent assez pénibles, même si lui n'a pas dû souffrir, car, fort probablement il est mort en dormant. Un groupe de nos camarades et amis romains, dont moi, l'avons accompagné le 3 juillet au cimetière des Anglais, ici à Rome. Nous avons déposé sur le tombeau une couronne de fleurs rouges au nom de tous les camarades et amis de notre mouvement. »

J'attendrai pour apprendre quelles furent ces conditions pénibles. Les révolutionnaires qui, comme Sherry Mangan, désertent en plein succès leur classe et ses privilèges, pour se donner entièrement au mouvement ouvrier, connaissent souvent, entre autres, des « conditions pénibles », qui précèdent leur fin.

Dans la lutte implacable qui nous oppose, nous particulièrement, militants marxistes-révolutionnaires, nous trotskistes, au régime capitaliste et à la bureaucratie usurpatrice du pouvoir prolétarien, notre position est souvent des plus pénibles. Les appareils nous pourchassent, et de toute part des pressions s'exercent pour plier notre indépendance de jugement et nous faire rester dans le conformisme des « révolutionnaires » « assagis ». Les plus handicapés d'entre nous dans cette épreuve sont des militants d'extraction bourgeoise et intellectuelle. Pour cette raison plusieurs d'entre eux succombent sous la pression de l'ennemi, et soit se brisent, soit réintègrent le bercail momentanément déserté, abandonnant toute veilléité d'une nouvelle révolte. Mais ceux qui persévèrent jusqu'au bout comme un Sherry Mangan, cachent en vérité sous leur bonhomie bourgeoise et intellectuelle, une âme héroïque et fière, et une intelligence sûre et profonde qui les préservent de succomber.

Sherry Mangan provenait d'une famille bourgeoise aisée de Boston. Fils unique et adoré, il a reçu, en particulier, de son père, médecin distingué de cette ville aristocratique, puritaine, intellectuelle, une éducation soignée, poussée jusqu'à l'échelon universitaire.

De bonne heure Sherry Mangan s'est adonné avec succès à la littérature et au grand journalisme. Je ne suis pas en mesure de parler avec compétence de son œuvre littéraire de jeunesse. Je sais cependant qu'il a écrit des poèmes qui ont été jugés remarquables, et qu'il possédait une connaissance de la langue et une culture littéraire et générale des plus vastes. Sherry Mangan est venu à notre mouvement à la veille de la dernière guerre, alors qu'il était un journaliste bien lancé collaborant à des publications, aussi importantes que le périodique « Fortune » des Etats-Unis.

Il se trouvait à Paris lors de sa prise par les troupes nazies en 1940. De cet événement ainsi que du premier temps de l'occupation de la France par les nazis, il a donné une vive description dans les articles qu'il a publiés à l'époque dans la presse du S.W.P., l'organisation trotskiste américaine dont il était membre. Pendant la guerre il a séjourné longtemps en Amérique latine, toujours en qualité de journaliste, aidant de son mieux le mouvement trotskiste dans ces pays.

Il fut un des premiers camarades extraeuropéens avec lequel le Secrétariat Européen a pris contact après l'entrée des troupes alliées à Paris en août 1944. Sherry Mangan portait l'uniforme d'officier de l'armée américaine, et était le correspondant pour toute l'Europe de « Fortune ». Sous cette double qualité il possédait des moyens importants qu'il a mis à la disposition de notre mouvement. C'est ainsi par exemple que j'ai pu personnellement effectuer avec lui un voyage mémorable en Grèce en 1945, avant que s'installe solidement le régime dictatorial féroce que ce pays a connu depuis. Il s'agissait d'assister au Congrès d'unification des trotskistes grecs. Nous avons vovagé avec Sherry Mangan accompagné de sa femme, dans un petit bateau grec qui des jours durant évoluait avec prudence dans les eaux de la Méditerranée, parsemée de mines, avant qu'il n'accoste au Pirée après avoir contourné le Péloponnèse. J'accompagnais Sherry en qualité de secrétaire afin d'éviter des complications éventuelles avec la police grecque.

Le Congrès d'unification eut lieu sur une montagne aride proche d'Athènes. Des gardes, adéquatement placés, surveillaient les abords, car nous craignions des incursions de la police qui s'adonnait déjà à la chasse aux communistes. Je me souviens de l'admirable endurance de Sherry, peu habitué aux péripéties de l'escalade, jusqu'au lieu du Congrès, par une marche très rude en plein été, et lors du séjour fort inconfortable de quelques jours en cet endroit.

Nous avons ensuite quitté la Grèce ensemble dans un avion militaire mis à sa disposition, qui faisait escale à Rome. Grâce à la protection de son uniforme d'officier américain et sa qualité de correspondant de « Fortune », notre travail révolutionnaire bénéficiait de facilités inattendues, et qui nous faisaient bien rire tous les deux. J'en ai largement profité en Italie également pour prendre contact avec nos militants d'alors en ce pays.

Plusieurs de nous se souviennent de l'attitude de Sherry lors de l'arrestation par la police française de tous les participants à notre première Conférence Internationale d'après-guerre, d'avril 1946 à Paris. Par crainte d'avoir affaire aux staliniens français de l'époque, très puissants et qui disposaient d'hommes influents, y compris dans la police épurée des collaborateurs, nous avions tenu cette Conférence clandestine dans la salle du ler étage d'un café du côté de la Porte Saint-Denis. La Conférence, qui réunissait un bon nombre de délégués anglais, irlandais, américains, belges, hollandais, français, allemands, italiens, espagnols, suisses, grecs, vietnamiens et autres, était à peine commencée que des policiers armés de mitraillettes firent irruption. Je me suis précipité vers Patrice. pseudonyme que Sherry avait déjà adonté pour sa nouvelle carrière de militant dans notre mouvement européen et international, et ai juste eu le temps de lui souffler à l'oreille de mettre dans sa serviette tous les documents étalés sur nos tables et de ne les livrer sous aucune pression à la police, faisant usage à fond de sa qualité d'Américain et de journaliste. Patrice, avec grand calme et application, se conforma strictement à ce conseil. Quand les policiers nous amenèrent au poste avant de nous diriger ensuite au Palais de Justice, les documents de la Conférence étaient tous bien gardés dans la serviette de Patrice qu'il serrait ferme contre lui. Au commissaire de police qui lui demanda d'examiner cette serviette, Patrice répondit calmement qu'il le priait de ne pas oublier sa qualité d'Américain et de journaliste et demanda à se mettre en contact immédiatement avec son Ambassade. L'effet de cette attitude fut, comme je l'avais du reste escompté, foudrovant, M. le Commissaire esquissa une retraite précipitée et ne reparla plus de la serviette. On ne touchait pas à cette époque impunément à un Américain, y compris à Paris dominé par l'alliance contre nature des Résistants gaullistes et staliniens.

Au Palais de Justice, nous fûmes enfermés dans une salle du rez-de-chaussée et gardés par des gendarmes armés. Nous y passâmes une nuit mémorable pendant laquelle, sur ma proposition, nous avons continué notre conférence, pour la terminer au petit matin au chant de L'Internationale. Nos gardiens n'avaient cessé de jouer aux cartes, n'ayant absolument rien compris aux chuchotements échangés entre les membres de cette étrange bande de « métèques ». Ils n'ont exprimé quelque surprise

qu'à notre chant matinal et devant la ferveur selon eux, je pense, étrange qui animait à ce moment nos visages. Patrice fut libéré pendant la nuit déjà, emportant sa précieuse serviette, qui a victorieusement résisté à de nouvelles tentatives de contrôle des policiers du Palais. Nous fûmes libérés de bonne heure le lendemain, la police ayant enfin découvert qu'il s'agissait d'une conférence de trotskystes, et non pas d'un ramassis de comploteurs mystérieux.

C'est au camarade Patrice que nous devons les statuts de notre Internationale, votés lors du 2° Congrès mondial en 1948.

Cet homme cosmopolite, qui a parcouru une grande partie du monde, qui a connu de près la vanité de tout particularisme national en matière de culture et de supériorité quelconque, et qui savait découvrir et aimer dans chaque pays l'empreinte civilisatrice dans n'importe quel domaine, de l'art à la gastronomie, avait la passion de l'Internationale. Il débuta et clôtura sa vie militante dans le mouvement ouvrier et trotskyste en particulier, en adhérent fervent et fidèle de l'Internationale.

De son origine sociale et de son éducation, il avait contracté de bonne heure des habitudes d'ordre, de sérieux extrême dans l'accomplissement de son travail. Dans notre mouvement, il a su maintenir et développer ces qualités et donner un exemple quasi unique dans la scrupuleuse exécution des tâches pratiques qu'on aurait la tendance de qualifier parfois d'ingrates. Il haïssait organiquement le laisser-aller, les négligences, l'irresponsabilité dans l'exécution. Sa ponctualité aux rendez-vous, son extrême intérêt et sérieux dans le travail de traduction, de correction, d'édition des textes et publications de l'Internationale, sa persévérance de s'acquitter à temps et au mieux de tout travail pratique qu'il entreprenait, sa stricte observation des règles organisationnelles, ont fait de lui un exemple dans les cercles de direction de notre mouvement dans lesquels, de bonne heure, il a pris sa place. C'est au camarade Patrice que nous devons d'excellentes traductions orales lors de plusieurs de nos Congrès, réunions du C.E.I. et du S.I., ainsi que les traductions écrites en anglais d'un très grand nombre de documents de l'Internationale.

Cet homme qui avait connu depuis son enfance une très grande aisance matérielle, et qui, resté fidèle à sa classe, aurait poursuivi jusqu'au bout une carrière pleine de facilités et de privilèges de toute sorte, a calmement tout subordonné à sa vie de militant, acceptant de bon cœur toutes les adversités et tous les sacrifices découlant de ce choix. Dès l'intensification de la guerre froide et la montée aux Etats-Unis de l'esprit macarthyste de chasse aux sorcières et

de persécution anti-communiste, la carrière journalistique de Sherry Mangan commença fatalement à décliner. Connu pour ses opinions non conformistes, il s'est vu de plus en plus écarté au point qu'il fut obligé, pour sauvegarder sa dignité et son indépendance, de vivre, établi pendant quelques années en Bolivie et depuis 1954 de nouveau en Europe, de travaux de traductions littéraires pour des périodiques et des maisons d'éditions américaines.

Ses dernières années furent, à plus d'un titre, pénibles. Outre la détérioration brusque de sa situation matérielle, il eut à subir la perte de sa femme et les conséquences de sa propre maladie de cœur, qui s'aggravait sans cesse. Resté pratiquement seul, malade, sans ressources, il a trouvé un réconfort et un sens suprême à sa vie en s'adonnant encore plus totalement au mouvement. De ce point de vue, les dernières années de Sherry Mangan furent également, à plus d'un titre, empreintes d'héroïsme et de noblesse. Il sut organiser sur la base de ses nouveaux moyens d'existence restreints et précaires, une vie disciplinée et digne, consacrée au service du mouvement. J'en donnerai quelques exemples :

C'est notre camarade Patrice qui a assuré à lui seul, durant une longue période, l'édition polycopiée à plusieurs milliers d'exemplaires d'une des principales publications clandestines du F.L.N. en France. Retiré dans une maison de campagne, il attendait la nuit, afin d'éviter l'indiscrétion des visiteurs diurnes inopportuns, pour faire marcher sa ronéo électrique, tirer, collecter, agrafer, à lui seul, la publication en question, la charger dans la voiture mise à sa disposition et venir la livrer en plein Paris. Il travaillait dans ces conditions, sans interruption plusieurs nuits successives, dans un endroit mal chauffé, humide et froid, en hiver, ne ratant jamais les délais très stricts accordés à ce travail, toujours présent au jour, à l'heure, à la minute indiqués à ses rendez-vous à Paris.

C'est également notre camarade Patrice qui a assuré pratiquement à lui seul la publication de notre revue théorique en anglais « Fourth International » à Amsterdam. Il traduisait à lui seul la presque totalité de son contenu, du français ou de l'espagnol, il corrigeait avec une minutie extrême les épreuves et veillait, présent à l'imprimerie jusqu'au moment où paraissait le dernier tirage. Il attendait encore pour voir un numéro de la revue, relié, complet, avant de regagner Paris, où il a demeuré jusqu'à l'automne 1960. Il consacrait à ce travail, dont il était un des premiers à saisir l'importance extrême pour notre mouvement, des heures innombrables, sans ménagements pour sa santé qui ne cessait de péricliter dangereusement.

En réalité, il ne vivait plus que par sa volonté tendue à l'extrême. Je me souviens du dernier voyage que nous avons fait ensemble, dans sa voiture, d'Amsterdam à Paris. Il venait de finir encore un numéro de la revue et il était à la fois infiniment fatigué et infiniment content. Sans attendre pour se reposer, il décida de regagner Paris d'un trait, roulant y compris la nuit, afin de ne pas manquer un rendez-vous important pour le lendemain. A partir de Bruxelles, à la tombée de la nuit, un épais brouillard ralentissait notre course et la rendait extrêmement périlleuse. Patrice était obligé de sortir sa tête afin de mieux reconnaître le tracé de la route, mais sans envisager un seul instant d'abandonner. Nous avons ainsi péniblement roulé, des heures et des heures, dans la nuit et le brouillard, mais à l'aube, le rendez-vous de Paris était assuré.

A sa manière, ce bourgeois bon vivant de jadis, qui a su promener et faire briller sa personne à succès, heureux, fêté dans toutes les capitales des deux Amériques, d'Europe et dans bon nombre de villes du monde entier, a évolué de par sa propre force de volonté et conscience en un véritable bolchevik.

**

Il m'est doux de savoir qu'il repose au cimetière des Anglais à Rome. Sherry aurait certainement aimé cette terre chaude, riante, douce, qui avait charmé Shelley et dans laquelle Keats dort son dernier sommeil. Ces poêtes lui étaient bien familiers et très chers.

Les jeunes militants de notre mouvement italien ne sauront manquer de fleurir, chaque année, la tombe de Patrice, comme nous ne saurons manquer de perpétuer sa mémoire dans notre mouvement international.

Prison d'Amsterdam. 6 août 1961.

Toukhatchevsky

(Suite de la page 52)

- VIII -

La liste des accusés du procès Toukhatchevsky contient les éléments de la méthode de « l'amalgame » qui fut employée continuellement par Staline et le N.K.V.D.: sur le banc des accusés, on « amalgamait » des gens qui n'avaient rien à faire ensemble et qui y étaient seulement rassemblés en une « organisation » par le juge d'instruction du N.K.V.D., organisation qui n'existait que dans l'imagination des accusateurs. Le motif immédiat du meurtre de chaque accusé était tout à fait différent, le jugement était naturellement établi par avance du fait que chacun des accusés, sous une forme ou une autre, se trouvait sur le chemin de Staline et que celui-ci désirait sa mort.

De ce fait, il était absolument insignifiant qu'il existe ou non une « charge » quelconque, ou même effectivement la plus petite déloyauté. Il suffisait, par exemple, que le
nom de Toukhatchevsky, pendant son voyage à Londres, fut mentionné avec éloge (bien
qu'il s'agit de journaux conservateurs tout à fait réactionnaires). Il suffisait que l'on
mentionna ses capacités de stratège et qu'il pouvait être question qu'il devienne chef d'un
gouvernement militaire. Peu après l'exécution de Toukhatchevsky, Staline déclara sur lui
dans un cercle étroit : « Ainsi il voulait devenir un Bonaparte, il est servi... »

Les jeunes chefs militaires très populaires, Yakir et Ouborevitch, furent considérés comme suspects en raison de leurs contacts avec les vieux bolcheviks et de leurs liens avec Gamarnik, bien que Yakir fut personnellement dévoué sans borne à Staline. Eidemann et Kork étaient liés aux vieux communistes d'origine lettonne, il existait des rapports sur leur amitié avec des personnes qui avaient été antérieurement condamnées comme trotskystes. Primakov et Putna avaient dans la discussion contre Trotsky défendu pendant un certain temps le point de vue de l'Opposition.

Tous devaient être rendus hors d'état d'agir parce qu'ils étaient inutiles pour Staline. Que de leur élimination, il résulte de lourds dommages pour le peuple soviétique, que la capacité de combat de l'Armée rouge en soit amoindrie, cela n'était pas essentiel.

Quelles conséquences l'armée soviétique tire-t-elle aujourd'hui, vingt-cinq ans après le procès de Toukhatchevsky, du fait que ses plus importants dirigeants furent exécutés, calomniés et salis pendant des dizaines d'années sous de fausses accusations ?

A présent, ce sont précisément les journaux publiés par l'armée, les éditions de l'armée, etc., qui sont les plus empressés à combattre le « culte de la personnalité de Staline », à publier un matériel détaillé sur Toukhatchevsky, Yakir et les autres, parmi lesquels encore un grand nombre de réhabilités comme Blucher, Yegorov, etc., plus tard eux aussi accusés mensongèrement par le N.K.V.D., sur ordre de Staline, et exécutés.

Mais toute la vérité n'est pas encore dite. Les déformations historiques du rôle de Trotsky, dans la création de l'Armée rouge et dans les années de guerre civile, servent encore aujourd'hui avec de petites corrections comme du temps de Staline. C'est pourquoi la question fondamentale du contrôle démocratique (et non bureaucratique) de l'armée n'est pas résolue.

LES LIVRES

Le prophète armé

d'Isaac Deutscher (1)

Le premier tome de la biographie de Léon Trotsky par I, Deutscher vient de paraître en français, huit ans après sa sortie en Angleterre. Nous avions à l'époque donné un compte-rendu de ce livre (nº de mars-mai 1954). Il occupait douze pages de notre revue, ce chiffre à lui seul indiquant toute l'importance que nous accordons à cet ouvrage. Nous en signalions toute la valeur, le sérieux avec lequel sont présentés les faits et les idées, même si nous ne partageons pas certaines conzeptions propres au biographe de Trotsky, conceptions qui dans tous les cas ne sont pas dépourvues d'intérêt et méritent d'être soigneusement discutées.

Nous ne voulions pas, dans notre revue, reprendre la critique que nous avions faite il y a huit années, et nous avions l'intention de parler à propos de ce livre des critiques qui seraient écrites à son sujet. Hélas, la matière est encore bien maigre. A la fois le retard à la parution du livre et le peu d'échos qu'il a jusqu'à présent rencontrés dans la critique de langue française sont un témoignage de la situation politique en France, et plus particulièrement de l'état d'indigence d'une

« gauche » où on s'emballe pour des « nouveautés » sans lendemain, mais où l'on s'en tient le plus souvent sur l'histoire du Parti bolchevik, de la Révolution d'Octobre et de l'Union soviétique, aux productions officielles soviétiques d'aujourd'hui après avoir gobé ou couvert celles de la période stalinienne proprement dite. Ainsi, France Observateur a pondu une belle saleté nous visant sous la signature d'un inconnu qui espérait peut-être ainsi acquérir quelque notoriété. D'autres avant lui ont, dans ce genre, fait plus et mieux, et sans résultat.

Quoi qu'il en soit, les bons livres finissent toujours par percer, et le livre de Deutscher trouvera une audience dans l'avant-garde du mouvement ouvrier français. Nous en recommandons la lecture à tous ceux qui suivent notre revue, et surtout aux jeunes qui actuellement préparent la relève de générations que les défaites et les déceptions ont pas mal désamorcées.

P. F.

(1) Julliard, éditeur - Paris.

Logos et Praxis

de François Chatelet (1)

Le livre de François Chatelet, thèse complémentaire d'un doctorat d'Etat, soutenue il y a deux ans à la Sorbonne, à Paris, se situe dans la perspective de la critique du marxisme « officiel ».

Dans ces sortes d'ouvrages, nombreux en France à l'heure actuelle, on trouve mêlées la juste critique de la déformation stalinienne du marxisme aux conceptions revisionnistes les plus franches dans lesquelles les auteurs versent, hélas, trop souvent.

Bien que nous ayons, à ce sujet, à adresser quelques critiques importantes à François Chatelet — nous le ferons par la suite — l'ouvrage présente un caractère positif.

François Chatelet renoue avec le véritable esprit du marxisme lorsque, après une enquête portant sur toute l'histoire de la philosophie, depuis l'aube grecque jus-

qu'à l'hégelianisme, il montre que la dialectique matérialiste n'est pas, à proprement parler, une philosophie au sens classique du terme. Certains, qui prétendent le contraire, parmi lesquels on compte les staliniens et les post-staliniens, croient que cette opinion abaisse le marxisme. Il n'en est rien. Au contraire, ces « marxistes » sousestiment la profondeur de la révolution qu'a inaugurée Marx dans le domaine de la pensée et de l'action.

Le marxisme, ce n'est pas moins qu'une philosophie, c'est plus qu'une philosophie. En plusieurs sens. D'abord parce qu'il reprend à son compte toutes les aspirations humaines, ensuite parce qu'il dresse le brevet de carence de l'effort métaphysique, tel qu'il s'exprime par les tentatives répétées et infructueuses de Platon

⁽¹⁾ Editions de Minuit, Paris.

et de la systématique hégelienne. François Chatelet a écrit les meilleures pages de son ouvrage sur l'échec des philosophes et la nécessité de dépasser la philosophie au sens classique du terme. On a rarement montré, comme il l'a fait, la liaison entre la politique et la philosophie comme aspiration pour intégrer dans la cohérence du discours, des contradiction pratiques et matérielles.

C'est à la suite de cet examen que l'auteur parvient à faire comprendre au lecteur que le matérialisme de Marx n'a pas la même signification que le matérialisme philosophique classique, qu'il ne part pas des mêmes considérations et que, par conséquent, l'argumentation philosophique traditionnelle ne peut avoir de prise sur lui.

*

Mais il y a deux points sur lesquels le travail de Chatelet présente de sérieuses faiblesses.

1. — Les déformations dogmatiques du marxisme « officiel », l'auteur semble les attribuer à quelques erreurs d'interprétation philosophique de Staline ou de ceux qui le soutenaient. Staline ne s'occupait certainement pas beaucoup de philosophie sinon pour soutenir des opérations politiques contre la pensée marxiste. La nature sociale du stalinisme dans tous les

ouvrages comme celui de Chatelet n'est jamais abordée.

2. — L'auteur ignore les sciences et, en général, leur apport possible et certain au marxisme.

En effet, les sciences dans l'ensemble de la pensée et du comportement humain ne sont comparables à aucune autre discipline. Marx considérait que les religions, les philosophies, le droit, la morale établie et beaucoup d'autres activités humaines (qu'il classait dans les superstructures) étaient des « idéologies ». Parce qu'idéologies, ces activités de l'homme étaient déformatrices, elles n'exprimaient que l'aliénation de l'homme. Marx faisait exception pour les sciences de la nature, qu'il considérait comme une des activités désaliénatrices, de l'homme.

François Chatelet, au contraire, ne donne pas plus d'importance philosophique à la science, qu'aux témoignages des sens ou qu'à quelque autre forme de pensée. Dans le problème du rapport de la matière et de la conscience, une telle conception est la porte ouverte à toutes les camelotes révisionnistes, voire réactionnaires.

Chatelet ne sombre pas, comme tant d'autres, dans le révisionnisme, mais il n'a pas réussi à donner à sa révolte contre le stalinisme une tournure entièrement positive.

R. MERLIN.

Livres reçus

(dont nous rendrons compte ultérieurement)

E. MANDEL. — Traité d'économie marxiste (Julliard, éditeur - Paris). F. CHATELET. — La naissance de l'histoire (Editions de Minuit).

A NOS LECTEURS

Daniel Guérin, pour la rédaction de ses Mémoires, serait très reconnaissant aux militants qui pourraient lui prêter une brochure de lui, dont il n'a plus d'exemplaire: Au secours de Ta-thu_Thau!, rapport à l'assemblée du Secours International Solidarité-Liberté du 13 janvier 1938. Faire parvenir à la revue, qui transmettra.

COMMUNIQUÉ

Le Comité Exécutif International et le Secrétariat International de la IV^e Internationale déclarent que l'information publiée par certains journaux latino-américains concernant une soi-disant « conférence extraordinaire de la IV^e Internationale » qui aurait « désigné un nouveau Comité Exécutif International et un nouveau Secrétariat International », est complètement fausse. Le dernier Congrès de la IV^e Internationale eut lieu en janvier 1961. Un nouveau Congrès est actuellement en préparation.

Le Comité Exécutif International et le Secrétariat International déclarent également que le soi-disant Bureau latino-américain de la IV° Internationale ne représente pas du tout la IV° Internationale, ni sa ligne politique, et que les positions exprimées par le journal argentin Voz Proletaria, notamment sur la question de la guerre nucléaire et sur la Deuxième Déclaration de La Havane, ne correspondent pas à celles de la IV° Internationale.

4 juin 1962.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Émile DEDONDER, un ouvrier révolutionnaire

Le camarade Emile Dedonder est décédé inopinément à Farciennes, dans la région de Charleroi. Cet ouvrier mineur a été un prestigieux exemple vis-à-vis de sa classe, dans la défense de ses intérêts immédiats, et pour son émancipation totale.

Il commença par travailler dans l'industrie verrière. Il y régnait des conditions d'exploitation forcenée de la jeunesse qui s'étiolait. Ce premier contact avec la réalité de l'exploitation capitaliste lui permit de développer un instinct de classe très sûr, et grâce à sa force physique il pouvait résister aux effets de ce travail épuisant. Rapidement, toute la jeunesse éprouvée se cramponnait à lui, et il la défendait contre les violences et contre les amendes infiligées dont ils étaient l'objet. Plus tard, il devint houilleur. A l'exem-

Plus tard, il devint houilleur. A l'exemple de son père, il s'inscrivit au syndicat et en devint un membre actif, agitateur surtout sur les lieux de travail. Sa conscience de classe toujours évoluant, il devint aussi Jeune Garde Socialiste, toujours présent aux réunions, toujours au premier plan pour accomplir les tâches de propagande, bagarrant en période électo-

rale pour le respect de son travail d'affichage.

Dans ce contexte, les rexistes (fascistes) et les staliniens ont maintefois défoncé sa fenêtre et éclaboussé au goudron sa devanture de maison. Mais lorsqu'il était bien fixé sur l'identité des auteurs de ces méfaits, ils le payaient tôt ou tard au centuple.

Sa capacité de résistance physique, sa force de tempérament, ont donné bien du fil à retordre à tous les ennemis de la classe ouvrière. J'ose dire qu'il avait la trempe des éléments de la cohorte de fer des bolchéviks.

Voilà, succinctement relatée, la vie de notre camarade Emile Dedonder, Il avait du cran, du tempérament. Le cruel destin nous l'a ravi à l'âge de 65 ans. Lors de ses funérailles, son cercueil fut recouvert du drapeau de la IV Internationale. Il était des nôtres. La devise de sa vie fût empruntée à un article de Trostky: Rester fidèle à la cause prolétarienne, advienne que pourra!

J.H.

BELGIQUE

Jules HENIN a quatre-vingt ans

Récemment, un des plus vieux, sinon le plus vieux militant de notre Internationale, le camarade Jules Hénin de Charleroi a fêté son quatre-vingtième anniversaire, entouré de ses amis politiques, Le camarade Hénin est né en 1882, c'est-àdire en plein milieu du réveil révolutionnaire du prolétariat belge, qui fut à cette époque le plus exploité d'Europe occidentale et dont le violent soulèvement de 1886 ouvrit une longue histoire d'essor politique. Très jeune, il rejoignit le parti socialiste, et y milita au sein de la Fédération de Charleroi qui se situa à cette époque à la gauche de ce parti, notamment en 1912 lorsqu'elle s'opposa à la conclusion d'un cartel électoral avec la bourgeoise libérale et lorsqu'elle réclama l'organisation d'une grève générale pour le suffrage universel.

Jules Hénin qui travailla comme ouvrier mineur fut alors un ardent partisan du leader politique socialiste de sa région, Jules Destrée. En 1914, celui-ci devint cependant un des suppôts du réformisme social-patriote et échoua finalement à l'extrème-droite du mouvement ouvrier, comme Ministre du Roy. Jules Hénin se sépara alors de lui, et rejoignit le premier noyau communiste de Charleroi dès 1919, autour de Nelly Rinchon. Fondateur du PC, il participa en 1924 à la fameuse école de cadre de Bobigny qui occasionna une intervention de la police bourgeoise, ce qui conduisit à son expulsion de France.

Dès le début de l'activité de l'Opposition de Gauche, Jules Hénin rejoignit ses rangs et il contribua à lui apporter en 1927-28 la majorité absolue dans la Fédération de Charleroi du PC. Aux côtés de Léon Lesoil, il fut exclu du PC et construisit alors le mouvement trotskyste dans sa région. En 1932, il joua un grand

rôle dans la grève des mineurs qui fut dirigée par les trotskystes à Charleroi. Il fut arrêté, battu par la police, puis condamné à deux mois de prison. A peine sorti de prison, il fut élu conseiller communal de Gilly (près de Charleroi) sur une liste trotskyste, puis réélu en 1938.

En 1935, il eut la joie de rencontrer, à Anvers, le camarade Léon Trotsky se rendant de France vers la Norvège.

Dès l'éclatement de la deuxième guerre mondiale, Jules Hénin, qui était déjà à cette époque un des camarade les plus âgés parmi les trotskystes belges, décida de poursuivre son activité révolutionnaire, s'il le fallait dans la clandestinité. Il a ainsi milité sans relâche pendant toute la période d'occupation nazie, et contribué à l'édition et à la diffusion de l'organe clandestin des trotskystes. La Voie de Lénine, qui joua un rôle important dans l'organisation de la résistance des mineurs de Charleroi contre l'oppression et l'exploitation de l'impérialisme allemand, sur une ligne internationale de classe.

Au lendemain de la guerre, le camarade Jules Hénin a poursuivi son activité sans relâche au sein de l'organisation trotskyste belge ; il fit partie de longues années de son Comité Central. Il fut aussi élu, par les Congrès Mondiaux de la IV^e Internationale, membre de la Commission de Contrôle Internationale.

Depuis quelques années, Jules Hénin. devenu invalide, a dû se retirer d'une participation active à la vie politique. Mais il continue à suivre avec intérêt et passion la lutte et les progrès de l'Internationale partout dans le monde, les développements de la révolution internationale, les victoires éclatantes du prolétariat cubain, les progrès de la déstalinisation en URSS. La IVe Internationale lui envoie ses salutations affectueuses et lui souhaite de vivre encore de longues années, en bonne santé, et d'assister à de nouvelles victoires de sa cause, celles des exploités et des opprimés de son pays et tous les pays du monde.

FRANCE

Fin de l'empire et tournant de la situation politique

Succédant au régime parlementaire de la IVº République, qui n'avait pas pu répondre au besoin du grand capital de se dégager de la guerre d'Algérie, le régime gaulliste est parvenu, à travers une série de manœuvres, à désorienter les forces réactionnaires acharnées à maintenir « l'Algérie française » et à passer des accords avec la direction de la Révolution algérienne. Les conditions dans lesquelles ce « dégagement » est survenu n'assurent pas la stabilité du régime gaulliste, mais il n'en reste pas moins qu'un tournant s'opère dans la situation française. Au cours des dernières années, tous les problèmes de la société française étaient contraints de passer par le cadre de la guerre d'Algérie, qui les déformait. Désormais, de nouvelles préoccupations se feront jour, qui ne seront plus dominées par cette concentration de forces sur le problème algérien.

La concentration de l'économie française

Dans le Marché commun européen, le capitalisme français occupe une place moyenne. Le Marché commun européen se constitue depuis plusieurs années sans donner lieu à trop de tensions intérieures du fait que cela s'est produit dans une période de bonne conjoncture économique, dont tous les capitalismes ont profité. Dès que la conjoncture ne sera plus aussi bonne,

on verra s'exacerber une concurrence intérieure qui se manifeste d'ailleurs déjà.

Aussi, pour défendre et améliorer ses positions, le capitalisme français est-il actuellement engagé dans la poursuite de la concentration à un rythme plus accéléré. Nous avons, dès l'arrivée au pouvoir de de Gaulle, souligné qu'il avait derrière lui une aile petite, mais très dynamique et très puissante, du grand capital, qui ne voulait plus être embarrassée par la machine parlementaire à une période où avait été achevé le renouvellement de l'industrie lourde. d'un certain nombre d'industries essentielles, et où il fallait assainir l'économie dans les domaines si complexes des industries de transformation, de la distribution et de l'agriculture.

Ce programme est ouvertement affiché et s'opère sans aucun fard par un gouvernement actuellement présidé par un représentant de la banque Rothschild.

Sur le plan des industries de transformation, cela se fait au moyen de très nombreux accords, ententes. Les « directives » du nouveau « plan quinquennal » opèrent dans le même sens, et il est très probable qu'une politique du crédit sera destinée à favoriser cette concentration, qui est beaucoup plus difficile à effectuer que dans le cas de l'industrie lourde.

Sur le plan de la distribution, nous assistons à diverses tentatives, parfois opposées les unes aux autres, mais qui ont cependant le même but : réduire le petit commerce au profit d'un système très concentré de distribution. Depuis quelque temps, des capitaux importants sont investis à cet effet. Tandis que, pour les industries de transformation, il est procédé avec des ménagements pour éviter autant que possible des fermetures d'entreprises et créer le minimum de chômage, dans la distribution, la politique suivie ne tiendra guère compte des situations acquises, n'hésitera pas à provoquer des faillites et la fermeture de petits commerces.

Dans le domaine de l'agriculture, le gouvernement soumet un projet de loi (que le Parlement actuel ne pourra approuver qu'avec très peu de modifications) et qui vise à créer une agriculture pour le marché européen, c'est-à-dire une agriculture capitaliste, concentrée, d'où seront éliminés les parcelles trop petites des paysans vivant de leur « petit lopin de terre », suivant une vieille tradition. Le gouvernement entend diminuer la population rurale et augmenter la main-d'œuvre dans les villes.

Ainsi la société française est engagée dans des transformations considérables, comme elle n'en avait pas connu depuis plus d'un siècle. La concentration largement étendue à des secteurs qui, jusqu'alors, n'en étaient que faiblement et lentement affectés, et l'intégration dans la nouvelle unité économico-politique que sera l'Europe, constituent les deux éléments les plus importants qui, sur le plan économique, détermineront de profondes transformations de la société française.

Les classes et le régime gaulliste

Les couches traditionnelles de la grande et moyenne bourgeoisie ont accepté le régime gaulliste, le subissent par nécessité, mais manifestent de très grandes réserves à son égard ; depuis la conclusion des accords d'Evian, ces réserves se sont renforcées.

Dans la petite bourgeoisie accompagnant la venue du régime gaulliste, on a vu d'une part la dépolitisation accentuée de la plus grande partie, d'autre part une polarisation de minorités vers le fascisme et vers la gauche. Mais, en raison de l'évolution de la situation (concentration, perte de l'Empire, carence des directions ouvrières) se développent les éléments pour la formation d'un courant ultra-réactionnaire, fascisant, rassemblant les victimes de la concentration capitaliste, les pieds-noirs réfugiés en France, des officiers et sous-officiers avant quitté l'armée, etc... Aux anciens poujadistes, qui ont fourni bien des éléments activistes au cours des dernières années, viendront s'ajouter des couches plus jeunes susceptibles de donner des troupes de choc.

Le développement du mouvement fasci-

sant est lié à l'évolution de la conjoncture économique et à la ranimation du mouvement ouvrier. Aussi longtemps que la situation sociale ne se tendra pas au point de soulever la crise du régime gaulliste, le pouvoir s'efforcera de se servir de ce mouvement ultraréactionnaire dans son jeu bonapartiste entre la droite et la gauche. Par contre, en cas de danger pour l'ordre social, le grand capital regardera du côté de ce courant pour se défendre. De toute facon. l'apparition de ce mouvement est en train d'introduire dans la vie politique française un élément nouveau par rapport à ce qu'elle a été depuis la fin de la deuxième guerre mondiale: nous assisterons notamment à une utilisation plus fréquente, plus systématique de la violence.

ple ple

Le 13 mai 1958 fut une défaite de la classe ouvrière qui affecta profondément le rapport des forces entre classes, achevant la détérioration qui s'était produite au cours des années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale.

Cependant, la limite de cette défaite fut tracée par deux ordres de faits : sur le plan économique, la conjoneture de plein emploi ; sur le plan politique, la résistance de la Révolution algérienne et l'incapacité du régime gaulliste à trouver rapidement un compromis avec elle.

Sur le plan économique, après une sérieuse diminution du niveau de vie des travailleurs (mesures Pinay en fin 1958), les travailleurs ont assez rapidement présenté des revendications et ont profité du plein emploi pour rattraper le terrain perdu. Les ouvriers qualifiés ont, en général, obtenu plus facilement des augmentations de salaires. Ce sont les catégories de travailleurs à statut qui se sont trouvées les plus défavorisées et qui, par suite, se sont livrées à des manifestations et mouvements généraux.

La fin de la guerre d'Algérie va poser le problème des revendications économiques de la classe ouvrière sur un plan nouveau, même si la conjoncture se maintient. La diminution du temps de service militaire va amener une importante quantité de jeunes sur le marché du travail. Cette tendance sera renforcée par divers facteurs : l'arrivée sur ce marché des couches provenant des années de haute natalité, les couches rejetées par la concentration hors du commerce ou de la paysannerie. Compte tenu enfin, non comme un moindre facteur, de l'augmentation de la productivité du travail, des augmentations de salaires seront plus difficiles à obtenir, et la plus importante revendication dans la période qui vient est celle concernant la semaine de travail. Dès maintenant, elle est soulevée

de plusieurs façons : réduction de la semaine légale, augmentation des vacances. L'importance de cette revendication, c'est qu'à la différence des demandes d'augmentations de salaires qui aboutissaient à accroître les différenciations au sein de la classe ouvrière, la revendication relative à la semaine légale de travail tend à unir la classe ouvrière comme classe et à la dresser contre le patronat et son Etat, c'est-à-dire que cette revendication favorise la politisation de la classe ouvrière.

Sur le plan politique, la reprise à laquelle on assiste actuellement n'est encore que très faible et très limitée.

La manifestation la plus nette d'une reprise est la participation de jeunes (adhésions, manifestations), et on a vu à ce propos, dans la jeunesse universitaire, les premières tendances à ne pas rester dans le cadre de la légalité et à affronter non seulement les fascistes, mais aussi l'appareil d'Etat dans la rue. Mais ce ne furent encore que des manifestations d'avant-garde. importantes comme symptômes et comme stimulants, mais dont on ne saurait tirer des conclusions précises quant au rythme de la marche de la classe ouvrière dans son ensemble.

Les perspectives du régime gaulliste

Le régime gaulliste est affaibli, mais nullement menacé du fait que les partis bourgeois traditionnels s'écartent de lui. Le régime n'a pas pu se consolider et se stabiliser du fait qu'il n'a pu arrêter la guerre d'Algérie qu'au travers d'une défaite du capitalisme français.

D'ores et déjà, on voit s'esquisser la polarisation entre laquelle le bonapartisme s'efforce de louvoyer. Le rythme de l'évolution dépendra de l'interaction de plusieurs facteurs, d'ordre international et national :

- En premier lieu jouera la conjoncture économique internationale. Aussi longtemps qu'elle se maintiendra à un certain niveau et que le capitalisme français verra se maintenir sa propre conjoncture à un niveau élevé, la possibilité d'absorber dans la production aussi bien les nouvelles générations qu'une importante partie des pieds-noirs agira dans un sens de prolongation du régime. Par contre, toute détérioration un peu sérieuse de la conjoncture économique en France agira comme un accélérateur puissant de la polarisation sociale et de la crise du régime gaulliste.
- Le développement de la Révolution algérienne et l'évolution des événements en Espagne agiront très probablement dans le sens d'une stimulation du mouvement des
- La crise internationale du stalinisme. au cas où elle prendrait de nouvelles formes spectaculaires, aurait cette fois-ci pro-

bablement des conséquences sérieuses sur le P.C.F., dans le sens d'une rupture du monolithisme qui sévit encore.

- Les poussées revendicatives, tout en se situant dans le cadre du régime, tendent en s'amplifiant, à le miner et réduisent sa capacité de manœuvre.

Conscient des difficultés qui l'attendent. de Gaulle envisage des mesures destinées à renforcer l'appareil d'Etat et les dispositions répressives.

Des poussées réactionnaires dans un sens, de grandes poussées revendicatives d'autre par, le recours à la violence tant de la part des groupements fascisants que de la part de l'appareil d'Etat, contribueront à accélérer l'usure du régime et à préparer des épreuves de force.

Plus que partout ailleurs, c'est en France que se fait sentir dans toute son acuité la crise de la direction du mouvement ouvrier : le potentiel dans les masses ouvrières se mesure au fait que la majorité est restée communiste depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, mais un tel potentiel ne s'est pas transformé en énergie. en action, uniquement à cause de la direction Thorez.

Les couches jeunes n'ont plus, à l'égard de cette direction, les mêmes sentiments que les générations plus anciennes, et auprès de celles-ci, l'autorité de la direction du P.C.F. a considérablement diminué. Cependant, c'est toujours par le P.C.F. que passe la majorité du mouvement ouvrier français; les actions extérieures, si importantes soient-elles, ne peuvent changer directement la situation politique en France, mais contribuer à faire mûrir la crise dans le P.C.F. La dernière session du C.C. a entendu un discours alarmiste de Thorez. Alors que, dans le passé, il eut affaire à des anciens F.T.P., à des intellectuels, à des militants petits bourgeois du Mouvement de la Paix, cette fois-ci, il s'inquiète du côté de la C.G.T.; pour la première fois, il fait allusion à une crise dans les rapports avec les masses.

Le tournant de la situation objective en France affecte le P.C.F. du fait que sa direction est incapable de faire une sincère autocritique et de fixer une ligne claire pour l'avenir. Dans la combinaison d'un travail auprès de couches jeunes désireuses d'agir indépendamment des vieilles formations et d'une activité renforcée parmi les militants communistes, les marxistes révolutionnaires pourront porter la crise du P.C.F. à une étape supérieure, où le monolithisme que la direction Thorez maintient encore sera détruit et où se mènera un débat pour la démocratie dans le mouvement ouvrier et pour l'élaboration d'une politique révolutionnaire.

AUSTRALIE

Conférence de la section de la IVe Internationale

Une Conférence a été tenue les 22 et 23 avril par la section australienne de la IVe Internationale, qui a discuté des rapports sur la situation politique, l'économie australienne, la crise du stalinisme, la révolution coloniale et les tâches de l'organisation. Nous reproduisons ci-après des extraits de la résolution sur la question coloniale:

« Nous devons lutter vigoureusement contre toutes les formes d'implication de l'Australie dans l'alliance militaire impérialiste, nous devons combattre toute tentative d'envoyer des troupes australiennes hors d'Australie pour se trouver mêlées à des guerres contre-révolutionnaires de l'impérialisme en Asie. Nous devons lutter pour étendre le principe adopté à la Conférence du Labour Party « Pas de troupes pour la Malaisie », au Vietnam, au Laos et à toute l'Asie.

Nous devons dénoncer tous les aspects du rôle du capitalisme australien comme puissance coloniale, notamment en Nouvelle-Guinée et dans une mesure moindre aux Fidji. Dans tout le Sud Pacifique, la révolution est en marche. Des mouvements d'indépendance à tendance radicale prennent forme, notamment aux Fidji et dans les dépendances françaises de Tahiti et de Nouvelle-Calédonie. En raison de la pénétration du capital australien dans ces colonies et de leur situation géographique relativement à l'Australie, l'Australie se trouvera de plus en plus impliquée dans leur « défense » capitaliste. Nous devons adopter résolument le principe d'auto-détermination pour ces territoires et lutter pour que le mouvement ouvrier australien accorde le maximum de solidarité et d'aide aux mouvements d'indépendance et ouvriers naissant dans ces régions.

En Nouvelle-Guinée, le « Congo » australien, les signes d'un développement impétueux du mouvement indigène d'indépendance naissant se multiplient depuis des années. Les premiers stades de ce processus de conscience politique indigène sont, bien entendu, les mouvements calomniés par les impérialistes sous le nom de « cargo cults », qui ont été généralisés dans le Sud Pacifique depuis de nombreuses années, et qui, dans de nombreux cas, se développent en formations politiques nationalistes embryonnaires. (Ce processus a été étudié par l'anthropologue marxiste britannique Peter Worsley dans sa fine analyse des « cargo cults » intitulée « La trompette sonnera »).

La prochaine étape qui se développe déjà dans plusieurs régions sera dans la nature politiquement avancée d'opérations telles que les coopératives indigènes d'esprit_indépendant (pour les avoir aidées, Brian Cooper a été poursuivi) et le récent mouvement spectaculaire de résistance aux impôts Buka, dont le leader était si raffiné que la presse bourgeoise australienne, prise de panique, le qualifia de « Castro indigène ».

Le gouvernement australien s'est montré averti de ces développements et tente de les décapiter au moven d'une campagne doublement dirigée, d'une part, de répression brutale contre tous les dirigeants authentiquement nationalistes, tels que ceux des îles Buka et de leurs sympathisants, comme Brian Cooper, d'autre part, de tentative de création parmi les indigènes d'une classe, d'une « élite » liée à l'impérialisme.

Nous devons accorder une grande attention à la lutte qui se développe en Nouvelle-Guinée, la lutte de libération coloniale dans laquelle le mouvement ouvrier australien est le plus impliqué. Nous devons exiger le droit pour les syndicats australiens d'aider à la formation de véritables syndicats en Nouvelle-Guinée en opposition au plan gouvernemental de formation de syndicats apprivoisés. Nous devons faire campagne contre tout incident de répression gouvernementale contre les authentiques mouvements et dirigeants indigènes. Nous devons avancer maintenant le mot d'ordre et une campagne pour une véritable auto-détermination de la Nouvelle-Guinée australienne. »

Majorité de gauche au Secrétariat du Parti Communiste

L'aile gauche dirigée par B.T. Ranadive a réussi à obtenir la majorité dans le Secrétariat du PC qui est l'organe central élaborant la politique, et la droite « officielle » a été mise en minorité à la

réunion du Conseil National de 110 membres, tenu à Delhi en avril 1962. Sur les 9 membres du Secrétariat, la gauche a 5 membres, et le secrétaire général est le « centre gauche » E.M.S. Namboodiripad, du Kerala, qui les soutient. Il occupe le poste qui avait été tenue par le « centre droit » Ajoy Ghosh jusqu'à sa mort au début de l'année. L'aile gauche comprend P. Sundraya d'Andhra, Harikishan Singh Surjeet du Punjab, Jyoti Basu et Bhupesh Gupta du Bengale occidental.

L'aile droite a obtenu un avantage dans le vote d'un important amendement aux statuts et par l'élection de son candidat S.A. Dange comme premier président du parti.

Il est douteux que les droitiers puissent maintenir les « gauche » dans une ligne modérée de soutien du gouvernement bourgeois de Nehru. Déjà une sérieuse lutte fractionnelle a été engagée des deux côtés pour le contrôle des organismes provinciaux. L'aile droîte a déjà commencé une campagne calomnieuse contre le PC chinois en vue de discréditer la gauche.

La droite dans le Secrétariat comprend M. N. Govindan Nair, du Kerala, Z.A. Ahmer d'Uttar Pradesh, Yogendra Sharma du Bihar, et Dange. L'exécutif Central a été porté de 25 à 30 membres, et la droite prétend y avoir une faible minorité.

En vue d'instituer une trève temporaire, on a éliminé de cet Exécutif et du Secrétariat le théoricien de la gauche B. T. Ranadive, et le théoricien de la droite P.C. Joshi

Quelle est l'importance de cette division intérieure ? Les divergences n'ont pas pu être aplanies à la session du Conseil National qui a duré 10 jours. A ce conseil on vota des résolutions sur l'Algérie, la montée des prix, etc... On lança aussi un appel pour un « front démocratique » de toutes les forces progressistes, y compris les « membres démocrates du Congrès » et pour la lutte contre la « réaction com-munaliste et de droite ». Mais on évita de prendre une décision sur les principales causes du conflit. Il n'y eut pas de rapport sur les élections générales qui ve-naient de se tenir, où le P.C. avait subi une débacle. On évita aussi de se prononcer sur les décisions du 22º Congrès du PCUS. Le nouveau Secrétariat a été autorisé à préparer des projets sur ces questions, en vue de la discussion à la prochaine session du Conseil National en août. C'était esquiver les problèmes. Un débat aurait mis en évidence les divergences sur la stratégie et la tactique à sui-vre dans la période qui vient. La gauche a demandé que soit redéfinie l'attitude du Parti envers le gouvernement du Congrès dirigé par Nehru. Il y a aussi dans le PC une controverse pour savoir si la Révolution indienne est encore démocratique ou socialiste. La droite affirme sa foi dans la voie parlementaire au socialisme (qui est exprimée dans la thèse d'Amritsar) tandis que la gauche souligne la nécessité de mener une lutte in-transigeante contre l'Etat bourgeois.

La polémique sino-soviétique a touché la base et la direction du PC indien. Le Parti ayant été construit pendant l'ère de Staline, la direction se trouve fortement divisée sur le processus de déstalinisation engagé en URSS. La presse du parti a publié divers rapports sur le 22° Congrès, entre autres ceux de Togliatti, de Gomulka et de Thorez. L'hebdomadaire New Age a publié le texte intégral du discours de Castro contre Escalante.

Il y a beaucoup de confusion dans le parti, y compris parmi les dirigeants, sur cette question. L'aile droite soutient inditionnellement Khrouchtchev, tandis que la gauche est critique quant à ses méthodes de lutte contre ses adversaires politiques en U.R.S.S.

Le P.C. est aussi divisé sur le conflit de frontières sino-indien, en fonction des divergences des deux ailes sur la nature du régime de Nehru. La droite manifeste une dégénérescence chauvine dans son soutien de New Delhi et dans sa condamnation de l'action chinoise comme une « agression ». La droite veut soutenir Nehru sous prétexte que sa politique neutraliste sert la stratégie du Krem-lin contre l'impérialisme. La gauche soutient que Nehru exploite le conflit des frontières dans le but de combattre le communisme à l'intérieur. Pour la droite, le gouvernement de Nehru est un « régime de bourgeoisie progressive » luttant contre le féodalisme et les restes de l'impérialisme ». En conséquence de cette théorie du « moindre mal » elle soutient les membres du Congrès « progressistes » (Menon, Malaviya, Nanda, etc) contre les membres du Congrès « réactionnaires » (Morarji Desai, S.K. Patil) et le Congrès « progressiste » contre les formations réactionnaires Swatantra Party, Jan Sangh, etc., L'aile droite s'en tient à la voie parlementaire au socialisme et maintient l'illusion qu'aussi longtemps qu'il y a une « démocratie parlementaire » en Inde, la classe ouvrière peut prendre le pouvoir par des moyens constitutionnels. D'où ces alliances électorales avec divers partis dans les provinces.

Pour la gauche, Nehru est un gouvernement « bourgeois », fondamentalement allié de ce fait à l'impérialisme mondial. Bien que la gauche souffre de quelques traits sectaires, elle a une approche fondamentalement saine de lutte de classe. Elle repousse la voie parlementaire et combat la droite comme semant des « illusions » sur la personnalité de Nehru comme le seul « sauveur de la démocratie » en Inde.

Ces divergences ont été fortement accusées dans les discussions qui ont eu lieu dans diverses provinces sur le résultat des élections. La gauche a accusé la droite de « liquider » le parti par ses alliances électorales opportunistes avec divers groupes d'opposition.

Abonnez-vous à "QUATRIÈME INTÉRNATIONALE"

Abonnement: un an (4 numéros)	II NF
Abonnement de soutien	5 NF
Etranger : un an l'équivalent de 3 c	dollars
(plus frais postaux pour envoi par avion)	

Nous rappelons à nos lecteurs la parution prochaine de Hommage à Nathalia SEDOVA - TROTSKY

Une plaquette: 10 NF.

(Nous insérons un bulletin de souscription dans ce numéro.)

En vente aux Publications de « QUATRIEME INTERNATIONALE » Léon TROTSKY. — ECRITS 1928-1940 (tome I : L'exil. Staline théoricien, le premier plan quinquennal.) 10 NF Léon TROTSKY, - ECRITS 1928-1940 (tome II : Où va la France?) 5 NF Léon TROTSKY. — ECRITS 1928-1940 (tome III : La tragédie de la classe ouvrière allemande en 1933, la révolution espagnole) 16 (Les trois tomes ensemble: 25 NF) Léon TROTSKY. - La Révolution trahie (réédition de 1961) 9 NF Les Bolchéviks contre Staline (1923_1928) (Cours Nouveau, de L. Trotsky; la plate-forme de l'Opposition de gauche Trotsky-Zinoviev; les « dangers professionnels du pouvoir, de C. Rakovsky) 4 NF M. Pablo. — Dictature du prolétariat, démocratie, socialisme 4 NF Le dossier de la « déstalinisation » (le rapport Khrouchtchev au au 20e Congrès, commenté par la IVe Internationale, et plusieurs documents et articles), édité en 1956 2 NF Après de Gaulle?, une brochure éditée par le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV Internationale) NF « Quatrième Internationale », numéros spéciaux: Le 5e Congrès Mondial de la IVe Internationale (1957) 2 NF Le 6º Congrès Mondial de la IVº Internationale (1961) 2,50 NF Commandes à Pierre FRANK, 64, rue de Richelieu, Paris 2º. Compte Chèques Postaux C.C.P. Pierre FRANK 12648-46 Paris.

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK. Diffusé par les N.M.P.P.



Imprimé en France PRIX: 3 NF

The factor of the property of the second section of the second section is the second section of the second section in the second section is the second section of the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the section is the second section in the section is the second section in the second section in the section is the section in the section is the section in the section in the section in the section is section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section in the section i